



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

---

Le mardi 20 novembre 1984

Vol. 28 - No 17

Président : M. Richard Guay

---

QUÉBEC

**Table des matières**

Affaires courantes	
Dépôt de documents	
Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement	847
Rapport annuel du ministère du Travail	847
Dépôt de rapports de commissions	
Commission de l'Assemblée nationale	
Désignation de la commission parlementaire qui fera l'étude du rapport de la Commission d'accès à l'information	847
Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	
Vérification des engagements financiers	847
Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel	
M. Pierre de Bellefeuille démissionne de l'aile parlementaire du Parti québécois	847
Questions orales des députés	
La déclaration du premier ministre sur l'enjeu de la prochaine élection	848
La souveraineté politique et les emprunts du gouvernement du Québec	851
La grève à l'usine Domtar de Lebel-sur-Quévillon	852
La demande de garantie de prêt des étudiants en génie	854
Combien de personnes ont accès aux dossiers des députés fédéraux, des vedettes du sport et des artistes à Revenu Québec?	856
La nouvelle usine de pâte chimique à Témiscamingue-Sud	857
Avis touchant les travaux des commissions	858
Affaires du jour	
Dépôt des crédits supplémentaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985	858
Renvoi à la commission plénière de l'Assemblée	858
Projet de loi 88 - Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec	
Reprise du débat sur l'adoption du principe	858
M. Marcel Parent	858
M. Élie Fallu	862
M. Maximilien Polak	864
M. Clifford Lincoln	868
M. Michel Gauthier	870
M. Ghislain Maltais	873
M. Albert Houde	876
M. René Blouin	878
M. Yvon Vallières	881
M. Michel Clair	884
M. Lucien Caron	888
M. Réjean Doyon	891
M. John Ciaccia	894
M. Gilles Baril	898
M. Daniel Johnson	900
Mme Aline Saint-Amand	903
Ajournement	905

Le mardi 20 novembre 1984

(Quatorze heures une minute)

**Le Président:** À l'ordre!

Nous allons nous recueillir quelques instants.

Veuillez vous asseoir.

Aux affaires courantes. Il n'y a pas de déclarations ministérielles ni de présentation de projets de loi.

Au dépôt de documents. M. le ministre de l'Environnement.

#### **Rapport annuel du Conseil consultatif de l'environnement**

**M. Ouellette:** Oui, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1983-1984 du Conseil consultatif de l'environnement.

**Le Président:** Document déposé.

M. le leader du gouvernement, au nom du ministre du Travail.

#### **Rapport annuel du ministère du Travail**

**M. Bertrand:** Oui, M. le Président. Permettez-moi, au nom de mon collègue, le ministre du Travail, de déposer le rapport annuel 1983-1984 de son ministère.

**Le Président:** Rapport déposé.

#### **Désignation de la commission qui fera l'étude du rapport de la CAI**

Au dépôt des rapports de commissions. J'ai le plaisir de déposer le rapport de la commission de l'Assemblée nationale qui a siégé le 8 novembre dernier afin de désigner la commission parlementaire qui fera l'étude du rapport d'activités 1983-1984 de la Commission d'accès à l'information. En l'occurrence, ce sera la commission de la culture.

#### **Vérification des engagements financiers**

**M. Vallières:** M. le Président.

**Le Président:** Oui, il y a d'autres dépôts. M. le président de la commission de l'agriculture.

**M. Vallières:** J'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a siégé le 13 novembre 1984 afin de procéder à la vérification des engagements financiers du

ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pour les mois de juillet, août et septembre 1984.

**Le Président:** Rapport déposé. Il n'y a pas de dépôt de pétitions.

#### **M. Pierre de Bellefeuille démissionne de l'aile parlementaire du PQ**

Aux interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel. J'ai reçu dans les délais prévus la lettre suivante: "M. le Président, permettez-moi de vous informer que j'ai l'intention de soulever cet après-midi, en vertu de l'article 53 de nos règles de procédure, une question de fait personnel relative à mon inscription comme membre du groupe parlementaire ministériel. Cordialement." C'est signé "Le député de Deux-Montagnes, M. Pierre de Bellefeuille". M. le député de Deux-Montagnes.

**M. de Bellefeuille:** M. le Président, je désire vous informer que j'ai décidé de démissionner comme membre de l'aile parlementaire du Parti québécois et par voie de conséquence, comme adjoint parlementaire au ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, à qui je tiens à dire la satisfaction que j'ai eue de travailler avec lui.

J'entends que cette démission entre en vigueur immédiatement. J'ai cependant l'intention de continuer à représenter en cette Chambre la population du comté de Deux-Montagnes, en qualité de député indépendant ou, pourrait-on dire, en qualité de député "indépendantiste". Je reste membre du Parti québécois au risque, peut-être, de me faire expulser un jour pour cause de fidélité au programme du parti.

Vous aurez compris que la cause de ma décision est la déclaration que le chef du gouvernement a faite, hier soir, pour mettre au rancart la souveraineté qui est la raison d'être du parti. Bien sûr, il y a fait allusion mais, une fois de plus, en la décrivant comme une police d'assurance, c'est-à-dire une chose à laquelle on souhaite n'avoir jamais à faire appel. Il m'est absolument impossible d'être solidaire de cette mise au rancart et du dérapage fédéraliste auxquels nous assistons.

Le Parti québécois de Deux-Montagnes, réuni hier soir en assemblée générale annuelle, a adopté la proposition suivante: "Premièrement, que le Parti québécois de Deux-Montagnes demande au gouvernement

du Québec et à toutes les instances du parti de se conformer à la volonté du parti telle qu'elle s'est manifestée lors du congrès national de juin qui a confirmé l'option fondamentale du parti et lors du conseil national de septembre qui a adopté un plan d'action fondé sur la promotion de la souveraineté.

"Deuxièmement, que le Parti québécois de Deux-Montagnes demande au gouvernement du Québec de collaborer, dans toute la mesure du possible, avec le gouvernement central dans le traitement des affaires courantes et dans le système fédéral actuel de défendre les intérêts constitutionnels du Québec". Je suis donc assuré, M. le Président, que la délégation de mon comté au congrès spécial du 19 janvier se tiendra debout.

Je me suis demandé si je ne devais pas retarder ma démission jusqu'à ce moment-là. J'ai décidé, au contraire, d'agir immédiatement pour éviter de cautionner de quelque façon que ce soit une décision du chef du gouvernement que je considère contraire non seulement à l'essentiel de ce que le Parti québécois représente mais contraire aussi aux intérêts supérieurs du Québec.

M. le Président, je crois voir que Louis-Joseph Papineau et Jean-Olivier Chénier, qui nous contemplent du haut de la fresque qui orne le plafond de cette salle, me font en ce moment un clin d'oeil.

**Le Président:** À la suite de la décision de M. le député de Deux-Montagnes, d'ici à demain, je ferai part à l'Assemblée, pour dépôt demain, d'un nouveau diagramme de cette salle.

Cela nous mène à la période de questions des députés. M. le chef de l'Opposition.

#### QUESTIONS ORALES DES DÉPUTÉS

##### La déclaration du premier ministre sur l'enjeu de la prochaine élection

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre. On me dit qu'il est ici.

**Une voix:** Est-ce qu'il a démissionné?

**M. Levesque (Bonaventure):** Bon, le voilà!

**Une voix:** Il n'a pas démissionné, lui.

**Une voix:** Par délicatesse...

**Une voix:** Il n'en a pas le courage.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, dans sa déclaration d'hier soir, à

savoir que la souveraineté ne devait pas être un enjeu de la prochaine élection générale, ni en totalité ni en partie, le premier ministre sonnait en quelque sorte la fin de la récréation pour ses ministres en leur rappelant qu'il faut que cela prenne fin et, ajoutait-il: "La population s'attend à juste titre à sentir comme à voir à nouveau la solidarité essentielle d'une équipe de gouvernement." Devons-nous conclure que les ministres orthodoxes, qui sont demeurés fidèles à la décision du dernier congrès du PQ, n'ont maintenant d'autre choix que de se soumettre ou de se démettre?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je comprends que le chef de l'Opposition ait eu plus de loisirs que moi durant cette fin de semaine; cela peut arriver; chacun son tour. Mais je lui demanderais s'il ne trouve pas que, si on attendait de jour en jour, selon l'Opposition, pour savoir comment je me comporterais, etc. Est-ce qu'il ne trouve pas que cela suffit pour une journée, la journée d'hier?

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, est-ce que cela veut dire que la période de questions va être abolie par le gouvernement du PQ?

**Une voix:** C'est comme le parti.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que, parce que le premier ministre semble être un peu un héros fatigué, aujourd'hui plus que jamais, on va cesser de poser des questions? Je pose de nouveau ma question, M. le Président, parce qu'il s'agit d'une chose qui regarde le gouvernement. Le premier ministre lui-même, hier soir, a demandé justement à ses ministres de mettre fin à cet exercice. Je pose la question au premier ministre: Est-ce qu'il peut nous dire si, à l'avenir, dès maintenant, à la suite de sa déclaration, les ministres orthodoxes, fidèles à la résolution du dernier congrès du PQ, vont avoir l'alternative suivante: se soumettre ou se démettre?

**Une voix:** Bien.

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, si cela reflète ce qui se passe en face, je n'aurais jamais cru que la démocratie pouvait descendre à un niveau pareil. J'ai toujours pensé, tout en ayant toujours l'espoir sans cesse renouvelé de consensus, parce que dans une option politique, si on la prend tous au

sérieux comme c'est le cas ici, il est évident qu'il y a des...

**Une voix:** ...

**M. Lévesque (Taillon):** Justement, plus on le croit, plus on doit, à l'occasion, dire: je le crois, oui, mais je ne le crois pas comme ci, je le crois autrement, etc.

La seule réponse que je puisse faire au chef de l'Opposition - si ce n'est pas comme ça chez eux c'est comme ça chez nous - c'est que quand vient le moment - il y a des moments comme ça - chacun est devant sa conscience.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Lévesque (Bonaventure):** Puis-je demander au premier ministre, puisqu'un congrès du PQ est annoncé pour le 19 janvier, je crois, si nous devons comprendre que les ministres de son gouvernement devront demeurer muets d'ici à la tenue de ce congrès, ou peuvent-ils continuer - le moratoire étant levé ou non - à faire campagne comme ils l'ont fait jusqu'à maintenant pour ce en quoi ils croient?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Sans répéter ce que je viens de dire - Seigneur! je peux le répéter de dix façons différentes mais il y a une limite au vocabulaire - il est évident que si l'expérience acquise, non pas seulement depuis 15 jours mais depuis des années, est garante de l'avenir, des ministres muets dans le gouvernement actuel, cela me surprendrait.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Lévesque (Bonaventure):** Après avoir solennellement déclaré que la souveraineté serait au centre de la prochaine élection et qu'il ne serait pas capable de se regarder dans le miroir si on prétendait escamoter l'essentiel de cette option, le premier ministre peut-il nous dire ce qu'il a vu dans son miroir ce matin?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, jusqu'à présent les questions du chef de l'Opposition m'ont paru émaner d'une saine curiosité. En ce moment, ça commence à confiner au sadisme et ça ne lui ressemble pas.

C'est vrai que, surtout depuis deux ou trois jours, je pense qu'on comprendra ça, j'ai été obligé - entre nous, même dans les jours ordinaires je n'insiste pas - de me

regarder pas mal de fois dans le miroir. Ce que j'avais à faire de confession, je l'ai fait de mon mieux hier. Quand je vais à la confesse une fois par ci par là, bon Dieu! je ne fais pas de gros péchés le lendemain matin. Alors...

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** Question additionnelle, M. le Président.

**Une voix:** Est-ce qu'il est allé à la confesse au pape?

**M. Rivest:** Question additionnelle, M. le Président, sur la question de la solidarité. Est-ce que le premier ministre réalise que son ministre des Affaires sociales a mis en doute, dans un texte qu'il a publié au Devoir, la démarche que le premier ministre dit vouloir poursuivre au titre du renouvellement du fédéralisme et de la complétion de l'accord constitutionnel de 1982? Est-ce que, sur le plan de la cohérence et de la solidarité ministérielle, il n'y a pas là un très grave problème que le premier ministre vient d'escamoter?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** Je m'excuse, M. le Président. J'avais un minimum de consultation que je faisais rapidement. Est-ce que le député... Oui, mais je ne pouvais pas consulter le député de Jean-Talon quand même. Est-ce qu'il pourrait - je le demande en m'excusant...

**M. Rivest:** Dans son texte publié par le ministre des Affaires sociales, ce dernier a mis en doute ce que vous aviez déclaré dans le message inaugural au titre du fédéralisme et de vos rapports avec le gouvernement canadien. Quand le chef de l'Opposition parle de la solidarité ministérielle, est-ce qu'il n'y a pas là un problème très sérieux de la cohérence du gouvernement à savoir que les ministres, après votre déclaration hier, doivent se soumettre ou se démettre?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, on pourra reprendre la tapisserie de Pénélope des questions de diverses façons. J'ai répondu à cette question tout à l'heure. Oui, pour autant que je crois indiqué d'y répondre aujourd'hui.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** M. le Président...

**Une voix:** Il ne veut pas répondre.

**M. Rivest:** ...il s'agit d'une question absolument fondamentale et je la repose au premier ministre. Est-ce que les ministres désormais, d'ici au congrès du 19 janvier 1985, devront s'en tenir strictement, en ce qui concerne non pas un petit jeu à l'intérieur du parti, mais l'avenir du Québec, à ce que vous avez dit - c'est cela la véritable question - d'adopter face au gouvernement canadien, dans les rapports avec le gouvernement canadien, l'attitude que vous avez indiquée dans votre lettre ou, s'ils refusent, de se démettre? Quand va-t-on croire un ministre lorsqu'il dira des choses que vous n'aurez pas dites?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, à supposer qu'à force de les réessayer, cette dernière version, après les autres, de la question peut-être mieux pensée - parce qu'il y a peut-être plus de loisirs chez le député de Jean-Talon que chez le chef de l'Opposition, - si cette dernière question me permet un instant de répondre sérieusement, comme je crois, en dehors de cette Chambre et surtout de l'autre côté de cette Chambre, à beaucoup de gens qui peuvent se poser des questions, je dirais ceci et je ne réponds pas directement à la question, je réponds sur l'essentiel quant à moi. Je n'ai jamais cru que la solidarité ministérielle au sens, si vous voulez, facile du mot était un absolu, parce que je crois ceci: c'est qu'un gouvernement, c'est très important tant que ça dure, cela a une importance capitale. Donc, nous sommes tous, les uns et les autres, selon nos convictions dont l'essentiel n'est pas mis en doute, devant la responsabilité du gouvernement. Également, devant la responsabilité d'un parti qui est un instrument - je ne sourirais pas trop vite, c'est un instrument qui vous a déjà fait mal - et au-delà de tout cela, on est devant, forcément, comme tout citoyen, mais à cause des responsabilités qu'on assume, l'intérêt du Québec qu'aucun parti ne représente - il faudrait être bien prétentieux - d'aucune façon complètement. C'est cela qui doit prédominer, sauf - et ça répond à la question et ce sont les jours qui viennent qui le diront, mais j'ai pleine confiance que ça le dira dans le bon sens - que l'intérêt du Québec, en fin de compte, chacun doit l'interpréter selon sa conscience, pas plus ni moins.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** Puisque le nom du ministre des Affaires sociales vient d'être mentionné, est-ce que le ministre des Affaires sociales peut nous dire s'il s'en tient à la déclaration et au document qu'il a produits récemment?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires sociales.

**M. Laurin:** Ce que j'ai écrit, c'était avant que le premier ministre fasse sa déclaration. Évidemment, je le croyais. Mais maintenant que le premier ministre a fait sa déclaration, la situation est différente comme il vient de le dire lui-même.

**Le Président:** M. le leader parlementaire de l'Opposition.

**M. Gratton:** Question additionnelle. Est-ce que le ministre des Affaires sociales nous dit qu'il ne croit plus à ce qu'il croyait hier?

**Une voix:** Cela n'a pas de bon sens.

**M. Laurin:** Je n'ai rien à ajouter à ce que je viens de dire.

**M. Rivest:** Question additionnelle.

**Le Président:** M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** Question additionnelle au ministre des Affaires sociales. Est-ce que vous avez pris connaissance de la déclaration de M. Pierre Bourgault, fondateur du Parti québécois, qui vous conseillait au moment où vous avez fait votre déclaration: taisez-vous donc, vous aurez l'air moins...

**Le Président:** Il y a une question complémentaire, M. le député d'Argenteuil.

**M. Ryan:** Ma question s'adresse au ministre des Affaires sociales. Il a dit que la situation avait changé. Il n'a pas expliqué ce qu'il voulait dire. Est-ce qu'il veut dire que ses opinions ont changé ou que la situation qui lui est faite dans le cabinet a changé?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires sociales.

**M. Laurin:** J'ai simplement voulu dire que la déclaration du premier ministre et chef du parti constituait un élément de réflexion que j'ajoute dans le débat intérieur que je fais avec moi-même.

**Le Président:** Une question principale, M. le député de Vaudreuil-Soulanges.  
À l'ordre, s'il vous plaît!

### La souveraineté politique et les emprunts du gouvernement du Québec

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** M. le Président, pendant que le ministre des Affaires sociales a des débats intérieurs, le Québec emprunte sur les marchés extérieurs. J'ai avec moi un prospectus qui présente la situation financière divulguée par le ministre des Finances, en sa capacité officielle, dûment autorisé par le gouvernement. Il présente les états financiers du Québec qui doivent être soumis à nos prêteurs, un peu comme les individus à leur banquier, à l'égard d'un emprunt de 250 000 000 \$. Le prospectus est daté du 17 septembre, date de la passation officielle des pouvoirs du nouveau gouvernement fédéral, incidemment. On y lit: "It is expected that the political sovereignty of Québec will be an issue in the next general election". Je traduis, M. le Président: "Il est prévu que la souveraineté politique sera un enjeu de la prochaine élection générale - on continue - qui aura lieu au plus tard en avril 1986". Est-ce que le ministre des Finances peut nous dire s'il entend se battre pour cette petite phrase?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.  
(14 h 20)

**M. Parizeau:** M. le Président, je n'ai pas l'habitude de me battre sur la rédaction des prospectus. S'ils traduisent aussi fidèlement qu'il le faut les politiques que nous suivons. Au 17 septembre, il fallait en effet mentionner cela puisque cela correspondait, dans l'état de la question, à ce que à la fois le Parti québécois et le gouvernement suivaient comme politique. Et, de prospectus en prospectus, les prospectus n'ont même pas à interpréter les politiques gouvernementales, ils ont à les traduire. Ce que cela traduit, c'est qu'au 17 septembre, la situation politique au Québec était telle que c'est cela qui était reflété dans le prospectus. Cela a toujours été comme cela et j'imagine que ce sera toujours comme cela. Au cas où le député de Vaudreuil-Soulanges voudrait voir - comment dire? - des permanences qui ne sont pas nécessairement dans ces phrases des prospectus, je vous signale que nous empruntons souvent et que forcément, au ministère des Finances, nous traduisons la décision politique adoptée par le gouvernement chaque fois que nous empruntons.

**Le Président:** M. le député de Vaudreuil-Soulanges.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** En laissant soupçonner que la phrase sera changée d'ici peu, est-ce que le ministre peut nous dire s'il se rend compte que ce

sera la quatrième fois en 27 mois que ce bout de phrase sera changé dans un prospectus, un document officiel du Québec? Ne risque-t-on pas de voir la crédibilité du ministre des Finances, à titre officiel, souffrir de principes élastiques qui apparaissent maintenant sous sa signature?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** Ce ne sont pas des principes élastiques, M. le Président, c'est une traduction fidèle de la situation au moment où l'emprunt se fait. Je rappellerai au député de Vaudreuil-Soulanges qu'il y a eu certaines de ses phrases qui étaient encore plus lapidaires que celles qu'il vient de nous énoncer et qu'en dépit de ce caractère lapidaire où on reconnaissait dans les prospectus la souveraineté du Québec comme l'objectif du gouvernement, et de façon très spécifique à certains moments, cela ne nous empêchait pas de vendre en Angleterre des obligations à 36 ans, aux États-Unis à 30 ans. Ce sont des durées de mariage, M. le Président.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**Une voix:** Il savait peut-être que c'était lui qui était chef.

**M. Levesque (Bonaventure):** Est-ce que le ministre des Finances croit qu'il devra changer le prochain prospectus ou croit-il plutôt qu'il devra changer le document qu'il a lui-même signé, celui des douze?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, advenant que j'aie à changer des documents que je signe, je suis convaincu que ce n'est pas le député de Bonaventure et chef de l'Opposition qui en serait avisé le premier.

**Le Président:** Question complémentaire, M. le député de Vaudreuil-Soulanges.

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Est-ce que le ministre des Finances veut nous laisser soupçonner qu'il est préférable dans les prospectus signés essentiellement par le ministre des Finances d'apporter des modifications tous les six mois ou de refléter une stabilité qui manque finalement au Québec?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, il vaut au contraire beaucoup mieux qu'à chaque

prospectus la situation soit fidèlement reflétée, et je dirais à la virgule près. C'est à cause justement de cette perception qu'ont les prêteurs que nous faisons cela dans les prospectus qu'ils ont cette confiance à notre égard depuis aussi longtemps. Encore une fois, si cette confiance n'apparaissait pas telle quelle et ne s'était pas développée avec les années, on n'en arriverait pas justement à une situation où on peut emprunter à l'heure actuelle sur les marchés au Canada en-dessous de la moitié des écarts par rapport à ce qui est considéré comme les meilleurs emprunteurs sur les marchés de la tendance à long terme. Je vous rappellerai par exemple que c'est justement parce que nos prospectus sont aussi candides dans l'expression de "si c'est ce qui se passe ici", c'est en partie pour cela, mais pas seulement pour cela, que récemment, par exemple, le dernier emprunt que nous avons fait sur la place de Montréal, les écarts avec les obligations de l'Ontario dans leur taux de rendement étaient à peu près le sixième de certains des emprunts que M. Bourassa a contractés.

**Le Président:** Question complémentaire, M. le député de Jean-Talon.

**M. Rivest:** M. le ministre des Finances, en réponse à une question du chef de l'Opposition, le ministre des Affaires sociales a déclaré qu'il se soumettait à la déclaration du premier ministre. Pourquoi dans votre réponse refusez-vous de faire de même?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, je ne refuse pas de faire de même, je dis que le prospectus, expression... Enfin, on me demande pourquoi dans la réponse au député de Vaudreuil-Soulanges... De quoi il parle le député de Vaudreuil-Soulanges? Des prospectus. Je dis et je répète qu'un prospectus qui s'adresse à des gens qui vont prêter des centaines de millions de dollars au Québec doit refléter en tout temps la situation économique, industrielle et politique du Québec au moment où le prospectus est établi. C'est une question de bonne foi élémentaire. Nous avons toujours procédé de cette façon et je ne vois pas pourquoi j'arrêtera.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Levesque (Bonaventure):** M. le Président, tout en permettant au ministre de s'accrocher au prospectus, pourquoi refuse-t-il présentement de répondre à une question bien simple, celle que je lui ai posée, celle que vient de lui poser le député de Jean-

Talon? Pourquoi le ministre des Finances se refuse-t-il de répondre? Est-ce qu'il se soumet ou s'il veut se démettre?

**Une voix:** Soyez transparent!

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, je ne m'accroche pas au prospectus, ce n'est pas moi qui ai soulevé la question des prospectus, c'est le député de Vaudreuil-Soulanges. Tout de même! C'est quand même prodigieux: je m'accroche au prospectus: Qui est-ce qui a soulevé ça?

Quant à savoir si je me soumets ou si je me démet, j'ai répondu clairement tout à l'heure et je répète aussi clairement au député de Bonaventure que si j'ai une décision à prendre à cet égard, il y aura quelqu'un d'autre qui sera averti de ça avant lui. C'est clair comme réponse?

**Le Président:** Question principale, M. le député d'Outremont.

**Une voix:** Les héros sont fatigués:

**Le Président:** M. le député, avec l'aide de vos collègues, vous pourrez poser votre question.

#### **La grève à l'usine Domtar de Lebel-sur-Quévillon**

**M. Fortier:** M. le Président, pour la première fois hier soir, la télévision d'État faisait référence à une grève qui dure depuis plus de cinq mois à Lebel-sur-Quévillon, une grève qui touche une très grande partie de l'Abitibi. En effet, non seulement les employés de l'usine de papier kraft de Domtar sont sans travail - environ 500 personnes - mais de plus, les employés de Domtar, de la scierie adjacente, ceux travaillant à la forêt et les employés de bureau sont également touchés. C'est plus de 1200 à 1500 personnes. De plus, l'usine du groupe Saucier fonctionne au ralenti. Encore plus grave, il semblerait que cette grève affecte la relance des activités de Forex. En résumé, cette grève affecte dramatiquement toute une région du Québec.

Ma question s'adresse au ministre des Finances, responsable du développement économique au sein du cabinet. Étant donné que le gouvernement, par l'entremise de la Société générale de financement et de la Caisse de dépôt, contrôle 45% des actions de Domtar, est-ce que le ministre peut nous dire s'il ne croit pas que le gouvernement a la responsabilité de s'assurer que cet arrêt de travail soit réglé dans les meilleurs délais? Est-ce que lui-même, à titre de responsable du développement économique, a



l'intention d'intervenir pour s'assurer que Domtar fasse tout en son possible pour en arriver à un règlement dans les meilleurs délais?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** Je pense que le député d'Outremont a parfaitement raison. Les conséquences de cette grève sont très sérieuses, non seulement pour l'entreprise mais pour toute la région, en raison des interrelations qu'il y a entre certaines activités de sciage et l'exploitation de l'usine de Lebel-sur-Quévillon. Dans une région de cette taille sur le plan démographique et sur le plan de sa main-d'oeuvre, d'avoir plusieurs milliers d'emplois directement ou indirectement touchés par cette grève est quelque chose de très sérieux.  
(14 h 30)

C'est la raison pour laquelle depuis quelque temps - je le disais d'ailleurs volontiers à l'occasion d'une rencontre que j'ai eu récemment dans cette région - j'ai commencé à explorer l'état de la situation. C'est vraiment sérieux. Cette histoire ne peut plus durer très longtemps. Il est clair que plusieurs ministères sont impliqués dans la situation là-bas. Il est clair que Domtar et le syndicat sont dans une sorte d'opposition sur certaines clauses de gérance qui sortent du pattern habituel des usines de pâtes et papiers. L'essentiel du problème vient de là. Comme on le sait, des conventions collectives sont signées et s'appliquent à un très grand nombre d'usines de pâtes et papiers dans tout le Canada ou dans tout le Québec, mais dans cette usine en particulier, et depuis pas mal de temps, certaines clauses sont au fond des clauses de gérance parfois obtenues par le syndicat il y a bien des années et remises en question par la compagnie maintenant. Il y a aussi un certain nombre de demandes qu'on pourrait appeler normatives mais qui ont des conséquences sur l'aménagement du travail de la part du syndicat. C'est un conflit qui est maintenant, d'après ce que je peux voir, ramené à un petit nombre de clauses de chaque côté. D'après ce que j'entends dire, j'ai bon espoir qu'une solution finalement assez rapide puisse apparaître; enfin selon ce que j'entends dire des deux côtés.

**Le Président:** En conclusion, M. le ministre.

**M. Parizeau:** Il n'en reste pas moins que ce n'est pas parce que le gouvernement, par le truchement de certaines sociétés d'État, a un gros tas d'actions dans une entreprise que le rôle normal du ministère du Travail cesse de s'appliquer, que les démarches habituelles que le ministère du

Travail doit entreprendre, cessent de se poursuivre. Dans ce sens, je ne peux pas me substituer au ministère du Travail, cela n'aurait pas de bon sens. Mais il est tout à fait clair que la reprise des activités là-bas m'intéresse vitalelement et j'essaie d'apporter toute la contribution que je peux.

**Le Président:** Question complémentaire, M. le député d'Outremont.

**M. Fortier:** M. le Président, j'ai une question additionnelle à poser au ministre des Finances. Compte tenu du fait que les syndicats accusent la direction de Domtar de retarder un règlement qui serait acceptable, compte tenu du fait que, hier soir, nous avons vu à la télévision que le syndicat et les travailleurs sont prêts à barrer les routes pour obtenir justice et compte tenu du fait que le ministre de l'Industrie...

**Le Président:** La question!

**M. Fortier:** ...et du Commerce disait le 12 décembre...

**Le Président:** M. le député...

**M. Fortier:** ...dernier: "Le gouvernement fait en sorte..."

**Le Président:** Les "compte tenu", c'est de l'argumentation ou cela fait partie d'un préambule, la question complémentaire s'il vous plaît!

**M. Fortier:** Question additionnelle au ministre des Finances: Compte tenu du fait que la décision d'acheter Domtar était une décision politique, nous dira-t-il finalement si le gouvernement interviendra dans ce dossier pour assurer un règlement équitable dans les meilleurs délais?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, qu'est-ce que c'est que cette histoire? Domtar acheté pour des raisons politiques, voyons! M. le Président, cela a été acheté à des conditions telles qui, compte tenu de l'évolution des activités depuis quelque temps, font de Domtar un remarquable placement. Si le député d'Outremont ne lit pas les journaux financiers, tout ce que je peux lui dire c'est de regarder ce qu'ils disent des actions de Domtar depuis trois semaines. C'est un remarquable placement! Si on veut discuter sérieusement d'un conflit comme celui-là, discutons-en! Je lui ai dit tout à l'heure que, à mon sens, on doit faire tous les efforts pour amener - comprenons-nous bien, ne faisons pas de démagogie - non pas un groupe à obtenir justice en barrant les

routes, ce n'est pas de cela qu'il s'agit, mais de faire en sorte qu'une négociation aboutisse à une solution qui est correcte pour les deux parties. Qu'on fasse tous les efforts nécessaires, d'accord! Mais qu'on ne s'appuie pas grands dieux! sur le fait qu'on devrait intervenir comme gouvernement parce qu'on s'est embarqué dans une opération politique. Il ne s'agit pas de cela du tout! Si on met cela sur ce plan, on ne comprendra jamais rien ni au fonctionnement de l'industrie ni aux négociations collectives.

**Le Président:** M. le député d'Outremont, en complémentaire.

**M. Fortier:** Dois-je conclure, M. le ministre, qu'à la suite de votre intervention, vous nous déclarez que vous n'avez pas du tout l'intention d'intervenir et que vous laissez les parties négocier entre elles.

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, j'ai dit très exactement le contraire.

**Le Président:** M. le député d'Abitibi-Est, en complémentaire.

**M. Bordeleau:** Oui, M. le Président, une question additionnelle. À la suite de la rencontre que j'avais moi-même organisée à Val-d'Or lors de la visite du ministre des Finances, le 5 novembre dernier, avec des gens de Lebel-sur-Quévillon, puis-je savoir du ministre des Finances s'il a vraiment eu des contacts avec son collègue le ministre du Travail pour accélérer les négociations avec la partie patronale?

**Le Président:** M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** Non, M. le Président, je laisse le ministre du Travail développer ses positions comme il doit le faire en tant que ministre du Travail. Il n'y a aucune utilité pour le ministre des Finances de servir de mouche du coche à l'égard de son collègue du Travail. C'est ridicule qu'on puisse penser un instant que je servais un but quelconque en tournant autour du ministre du Travail et en disant: Accélérez donc les choses! Cependant, ce que j'ai cherché à faire, c'est d'entrer en contact avec les deux parties pour voir où nous en sommes à l'heure actuelle sur des points d'accrochage. Je me rends compte que les points d'accrochage, à l'heure actuelle, sont beaucoup moins nombreux qu'ils ne l'étaient il y a un mois. Encore une fois, comme je le disais tout à l'heure, je pense que cette grève peut se régler assez rapidement et je pense qu'elle doit se régler. Il est évident que chacun

d'entre nous, et moi en particulier, si on peut donner le moindre coup de main, on le fait et on le fait aussi activement qu'on le peut, mais il ne faut pas intervenir ou interférer avec ce que fait le ministre du Travail. Ces interférences ne donnent jamais rien.

**Le Président:** Question principale, Mme la députée de Jacques-Cartier.

#### **La demande de garantie de prêt des étudiants en génie**

**Mme Dougherty:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de la Science et de la Technologie.

**Des voix:** Il n'y en a plus.

**Mme Dougherty:** M. le Président, les 12 000 étudiants en génie du Québec, frustrés devant la pénurie des ressources informatiques dans nos universités, se sont regroupés au sein de la coalition des facultés d'ingénierie du Québec pour négocier une entente avec la compagnie Philips-Micom pour l'achat de 10 000 micro-ordinateurs. Cette coalition a, par la suite, présenté au gouvernement une demande très raisonnable de garantie de prêt et paiement d'intérêts pour la période des études. Cette initiative des étudiants, une première mondiale dit-on, a reçu un appui enthousiaste de nombreux intervenants, telle la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec, et de la part des principaux employeurs d'ingénieurs tels que Bell Canada, Northern Telecom, SNC, Lavalin, Hydro-Québec, ainsi que de plusieurs institutions financières. Seul le gouvernement refuse de trancher sur cette initiative qui a pour but de réagir devant le retard du gouvernement dans le virage technologique. Ma question est la suivante: Le ministre peut-il d'abord nous dire quelle est la position de son ministère vis-à-vis de cette demande? Où en est rendue cette demande? Enfin, le Conseil des ministres en a-t-il été saisi?

**Le Président:** M. le ministre de la Science et de la Technologie.

**M. Paquette:** Oui, M. le Président. D'abord j'aimerais dire à Mme la députée que, quand elle dit que seul le gouvernement refuse d'agir, je pense que ce n'est pas le cas. Nous avons travaillé ce dossier avec les étudiants depuis la fin de l'été. Au ministère - et c'est également mon opinion - on pense qu'il s'agit d'un projet assez extraordinaire qui va permettre d'équiper la jeune génération d'ingénieurs d'outils informatiques, qui nous permettra d'améliorer la qualité du génie au Québec, qui va le faire à des coûts moindres que si on passait par les voies

normales d'achat d'appareils dans les universités, qui aura des retombées économiques importantes puisqu'ils ont négocié un protocole d'entente avec une compagnie qui fabriquera les micro-ordinateurs au Québec et qui, en plus, est une initiative personnelle des étudiants qu'il faut encourager.

Il y a un mois, nous avons reçu les derniers documents de la part des étudiants, notamment le protocole d'entente qu'ils ont préparé avec la compagnie. Je me suis engagé auprès des étudiants à soumettre le projet au Conseil des ministres dès que nous aurons réglé deux questions: premièrement, une demande de financement de prêt sans intérêt qui arrive en cours d'année budgétaire; deuxièmement, certains problèmes d'ajustement avec le régime des prêts et bourses.

**Le Président:** Mme la députée de Jacques-Cartier, en complémentaire.

**Mme Dougherty:** Quand est-ce que le gouvernement va agir dans ce dossier?

**Le Président:** M. le ministre de la Science et de la Technologie.

**M. Paquette:** Mme la députée, nous avons travaillé régulièrement sur ce dossier - tel que je vous l'ai dit - et je pense que d'ici à la fin du mois je devrais être en mesure de présenter le projet au Conseil des ministres pour décision.  
(14 h 40)

**Le Président:** Mme la députée de Jacques-Cartier.

**Mme Dougherty:** En complémentaire au premier ministre, M. le Président.

**Des voix:** Hou! Hou! M. le premier ministre!

**Mme Dougherty:** Le premier ministre ne disait-il pas au dernier congrès du Parti québécois que les jeunes ne doivent pas se demander ce que l'État peut faire pour eux, mais ce qu'ils peuvent faire pour l'État? Le premier ministre ne trouve-t-il pas que par cette initiative, les jeunes ont très bien relevé ce défi? Le premier ministre endosse-t-il cette initiative, oui ou non?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Lévesque (Taillon):** M. le Président, je suis très flatté du compliment que me fournit l'ignorance un peu incompréhensible de la députée. J'aurais bien aimé prononcer cette phrase. C'était, à l'époque, une des plus belles phrases, je crois, qu'on puisse entendre, mais sauf erreur, les deux biographies que j'ai lues disent la même

chose: C'est Kennedy qui a dit cela, à l'époque. Des fois, tu te demandes - on pourrait peut-être encore le dire - si on ne devrait pas plutôt la renverser, jusqu'à un certain point, en enlevant l'État: Ne demande pas tellement ce que ton pays peut faire pour toi, mais demande-toi donc, pour l'amour du bon Dieu, ce que tu peux faire pour ton pays.

**Le Président:** En complémentaire, M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** Oui, au ministre de la Science et de la Technologie. Le ministre a dit tantôt qu'il nous informerait au cours du prochain mois de la marche à suivre. Dois-je comprendre de sa réponse qu'il a décidé, lui aussi, de rentrer dans le rang, de reprendre sa place dans la parade...

**Une voix:** De se soumettre.

**M. Gratton:** ...et de se soumettre à la directive du...

**Le Président:** M. le député: Vous pouvez la poser comme question principale, si vous voulez, mais c'est étirer la notion de question complémentaire et d'en faire une question.

En complémentaire, M. le député d'Outremont.

**M. Fortier:** Question additionnelle. J'aimerais demander au ministre s'il se rend compte que les délais qu'il y a eus dans ce projet - je crois que le délai est déjà de quatre ou cinq mois depuis que les étudiants... C'est en juin dernier que les étudiants ont soumis le projet au ministre et qu'il y a eu des conversations informelles avec le ministre. Le ministre se rend-il compte que les délais dans ce dossier vont affecter la réussite de cette entreprise et que s'il devait démissionner en plus, bien sûr, il y aurait des délais encore plus grands qui remettraient en question tout le projet?

**Le Président:** M. le ministre de la Science et de la Technologie.

**M. Paquette:** M. le Président, je ne sais pas ce qui peut amener le député à penser que je pourrais démissionner avant d'avoir complété les travaux sur ce dossier. Je viens de dire à la députée de Jacques-Cartier que c'est d'ici à deux semaines que je compte soumettre le projet au Conseil des ministres. Troisièmement, cela ne fait pas quatre ou cinq mois; le projet nous a été soumis à la fin d'août et le protocole d'entente avec l'entreprise, qui est important pour pouvoir évaluer les retombées économiques au Québec, on l'a depuis un mois. On y travaille d'arrache-pied. Il y a certains problèmes

techniques à régler. Comme je l'ai dit tantôt, dans deux semaines, j'espère qu'on pourra présenter le dossier au Conseil des ministres et que le Conseil des ministres y donnera suite parce que c'est un projet extraordinaire pour la jeunesse et pour l'avenir des jeunes en génie au Québec.

**Le Président:** En principale...

**M. Marx:** Oui, question principale.

**Le Président:** Question principale, M. le député de D'Arcy McGee.

**Combien de personnes ont accès aux dossiers des députés fédéraux, des vedettes du sport et des artistes à Revenu Québec?**

**M. Marx:** Merci, M. le Président. C'est la septième fois, lors de la période des questions, que j'interviens concernant la fuite d'informations confidentielles du ministère du Revenu relativement aux rapports d'impôts des députés fédéraux. Nous savons qu'il y a un nombre restreint de personnes qui ont accès aux dossiers des députés - soit les députés fédéraux, soit les députés provinciaux - des vedettes sportives, des artistes de même que certains hommes d'affaires. Ma question s'adresse aujourd'hui au ministre du Revenu et elle est fort simple. C'est la suivante: Combien de personnes ont accès aux dossiers des députés fédéraux, des vedettes sportives, des artistes et de certains hommes d'affaires? C'est une question très simple. On veut savoir le nombre de personnes qui ont accès à ces dossiers spéciaux.

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**M. Dean:** M. le Président, si c'est la septième fois que le député pose la question, je réponds pour la septième fois que je ferai une déclaration d'ici très peu de temps. J'ajouterai sa question d'aujourd'hui aux autres questions que j'ai dûment prises en note. Je répondrai à toutes ses questions lorsque je donnerai ma réponse en Chambre.

**M. Pagé:** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** Question complémentaire, M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** La question principale ne porte pas sur l'enquête qui a eu cours ni sur le rapport que vous étudiez avec le ministre de la Justice. Il est d'usage et de commune renommée qu'un nombre de personnes soient affectées à la vérification de ces déclarations d'impôt et ce, sur une base régulière.

Ce qu'on veut savoir du ministre du

Revenu, qui est responsable de l'application de la loi, c'est combien de personnes ont accès et ont comme mandat de vérifier les déclarations d'impôt des députés fédéraux, des députés provinciaux, des artistes, des joueurs de hockey, etc. Combien de personnes? Vous devez le savoir puisque c'est sous votre juridiction. Cela, indépendamment de l'enquête qui est en cours.

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**Une voix:** C'est pourtant clair et net.

**M. Dean:** Oui, cette question est claire et nette. J'y répondrai simplement pour indiquer que c'est une question piégée. Elle concerne deux catégories différentes de contribuables. Donc, chaque moitié de cette question aura une réponse en même temps que toutes les autres dans la déclaration que je ferai.

**Le Président:** M. le député de D'Arcy McGee, sur une question complémentaire.

**M. Marx:** M. le Président, pour clarifier la question. Combien de personnes ont accès aux dossiers des députés fédéraux? Je pense que c'est assez clair.

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**M. Dean:** Oui. Je vais répondre à cette question très claire lorsque je donnerai ma réponse qui sera aussi très claire.

**Une voix:** Cela fait sept fois qu'il dit cela.

**Le Président:** M. le député de Gatineau.

**M. Gratton:** Quand, M. le ministre? Quand allez-vous répondre? Cette année? L'an prochain? Avant de démissionner? Après? Quand?

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**M. Dean:** M. le Président, je vais tenter à tout prix de faire un cadeau de Noël à mes amis d'en face.

**Le Président:** M. le député de D'Arcy McGee, en complémentaire.

**M. Marx:** Le ministre du Revenu nous a dit qu'il a pris connaissance d'un rapport administratif de son ministère. Le ministre de la Justice nous a dit qu'il a reçu le rapport de la Sûreté du Québec. Est-ce que le ministre a reçu le rapport d'enquête du sous-comité de son ministère? C'est le troisième rapport d'enquête qu'il demande.

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**M. Dean:** Le député est très bien renseigné, semble-t-il, parce que c'est précisément ce dernier rapport dont j'ai vu un brouillon de réponse, à ce qu'on m'a dit. Mais je n'ai pas encore vu la réponse officielle. J'ai pris les mesures pour l'avoir afin de pouvoir vous répondre.

**Le Président:** M. le député de D'Arcy McGee.

**M. Marx:** Dernière question additionnelle, M. le Président. Qui, d'entre vous et le ministre de la Justice, va nous faire rapport en Chambre sur les résultats de ces enquêtes et quand?

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**M. Dean:** Je ferai rapport sur les deux enquêtes que j'ai commandées mais qui ne concernent pas l'enquête de la Sûreté du Québec. Mon collègue de la Justice répondra, pour sa part, sur l'enquête de la Sûreté du Québec. Nous ferons cela tous les deux aussitôt que possible.

**Le Président:** M. le député de Portneuf.

**M. Pagé:** Question additionnelle, M. le Président. Dans le cadre de la vérification régulière de la déclaration d'impôt de certaines personnes, en regard de l'administration générale et selon la loi, est-ce que le ministre du Revenu peut nous confirmer l'information indiquant qu'il y a seulement cinq personnes au ministère du Revenu qui ont la possibilité de prendre connaissance et de s'associer à de telles vérifications?

**Le Président:** M. le ministre du Revenu.

**M. Dean:** Je vais les compter à nouveau et j'en ferai rapport dans ma réponse en Chambre.

**M. Pagé:** C'est bien un péquiste qui ne sait pas compter jusqu'à cinq. C'est un ministre péquiste. Oui, monsieur.

**Le Président:** Question principale, M. le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Ma question s'adresse à l'honorable ministre de l'Énergie et des Ressources.

**Des voix:** Oh! Oh!

**Une voix:** Tu as "lunché" avec lui, dimanche, je suppose.

**Le Président:** On l'attend, M. le député.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamin-**

**gue):** Est-ce que M. le ministre de l'Énergie et des Ressources...

**M. Bisailon:** Passons à la question plantée suivante.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** M. le Président...

**Le Président:** Oui, M. le député.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** En son absence, je pense que le ministre des Finances pourra me répondre. Concernant l'annonce... Ah! M. le ministre de l'Énergie et des Ressources est là.

**Le Président:** Là, vous avez le choix.

#### La nouvelle usine de pâte chimique à Témiscamingue-Sud

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Alors, j'ai le choix. De ce plat de résistance, je choisirai le ministre de l'Énergie et des Ressources.

**Le Président:** Le ministre de l'Énergie et des Ressources. Alors, la question, M. le député.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Concernant précisément l'annonce dans le Devoir, M. le ministre, de l'implantation d'une nouvelle usine de pâte chimique à Témiscamingue-Sud et étant donné que le problème a été réglé la semaine dernière concernant le nouveau financement public de cette nouvelle usine et concernant la demande de Tembec justement au ministère de l'Énergie et des Ressources, je voudrais demander au ministre de l'Énergie et des Ressources, d'une part, s'il a bien reçu la demande de Tembec et, d'autre part, s'il peut nous donner une indication quant au moment où son ministère donnera une réponse que j'espère favorable concernant l'aide financière du gouvernement du Québec dans ce dossier qui va créer au-delà de 450 nouveaux emplois à Témiscamingue-Sud dans le comté de Rouyn-Noranda-Témiscamingue. (14 h 50)

**Le Président:** M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

**M. Duhaime:** M. le Président, il y a plusieurs semaines, j'ai eu l'occasion de rencontrer les dirigeants du groupe forestier Tembec et de parler avec eux de cet investissement très important. Les ententes de principe sont faites quant aux garanties d'approvisionnement et j'ai été très heureux de constater que le scénario financier avait été réussi. Nous allons procéder, le plus rapidement possible, à compléter l'étude de

ce dossier. J'espère que nous arriverons, d'ici à quelques semaines, à faire une annonce conjointe de ce projet. Je voudrais assurer le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue qu'il sera convié lorsque nous annoncerons cet investissement.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Question additionnelle, M. le Président.

**Le Président:** Non, M. le député, la période de questions est terminée.

**Une voix:** Sauvé par la cloche!

**Le Président:** Aux avis touchant les travaux des commissions, M. le leader du gouvernement - je m'excuse - à moins qu'il y ait des motions sans préavis. M. le leader du gouvernement.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

**M. Bertrand:** M. le Président, à la salle 81, le mercredi 21 novembre, de 10 heures à 13 heures, la commission de l'aménagement et des équipements poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 4, Loi sur le ministère des Affaires municipales et entreprendra par la suite l'étude du projet de loi 2, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les finances municipales. Je donne également avis que le mardi 27 novembre 1984, de 10 heures à 11 h 30, à la salle du Conseil législatif, la commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre se réunira afin de poursuivre le mandat qui lui a été confié par l'Assemblée, le 7 novembre dernier, soit de procéder à une consultation particulière concernant le projet de loi 3, Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public.

**Le Président:** D'autre part, à la salle 91... Une fois que les murmures de fond se seront estompés, de manière que tous les intéressés puissent entendre, je continuerai. En effet, M. le député de Sainte-Marie, vous avez raison de m'indiquer qu'on entend mal: il y a trop de conversations parallèles. À la salle 91, immédiatement après les affaires courantes, la commission des affaires sociales vérifiera des engagements financiers et cette séance sera suivie d'une séance de travail. Ce soir, à 20 heures, toujours à la salle 91, la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation tiendra une séance de travail. À la salle 80, la commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre en fera de même.

Aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée... Cela nous mène aux affaires du jour. M. le ministre des Finances.

#### **Crédits supplémentaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985**

**M. Parizeau:** M. le Président, un message de l'honorable lieutenant-gouverneur signé de sa main.

**Le Président:** Veuillez vous lever, s'il vous plaît!

"L'honorable lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1985, conformément aux dispositions de l'article 54 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique 1867, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée."

M. le ministre des Finances.

**M. Parizeau:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer en deux copies les crédits supplémentaires de l'année 1984-1985.

**Le Président:** Document déposé.  
M. le leader du gouvernement.

#### **Renvoi à la commission plénière**

**M. Bertrand:** Oui, M. le Président. Je fais motion pour que l'étude des crédits supplémentaires déposée par le ministre des Finances soit déferée à la commission plénière de l'Assemblée nationale.

**Le Président:** Cette motion est-elle adoptée? Adopté.

Si je comprends bien, ce n'est pas pour aujourd'hui. Pour tout de suite? Aujourd'hui? Ah bon! D'accord.

#### **Projet de loi 88**

#### **Reprise du débat sur l'adoption du principe**

Ce qui nous mène donc au prochain article à l'ordre du jour, soit la reprise du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec.

Je cède la parole au député de Sainte-Anne.

**M. Polak:** M. le Président, je cède temporairement mon droit de parole au député de Sauvé. Je reviendrai ensuite.

**Le Président:** M. le député de Sauvé.

#### **M. Marcel Parent**

**M. Parent:** M. le Président, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche présentait en juin dernier un projet de loi intitulé Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec connu sous le nom de

SOCEPAQ. Ce projet de loi a pour objet la création d'une société dont le rôle sera de participer ou d'intervenir dans l'exploitation ou le développement d'équipements, d'immeubles ou de territoires à vocation récréative ou touristique.

La société pourra aussi plus tard se substituer au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ou à tout autre ministère pour les fins de son mandat. À ce titre, elle en assumera les pouvoirs et les obligations et en acquerra les droits.

Dans une entrevue accordée le 14 juin dernier au journal *Le Devoir*, le ministre Chevreton affirmait: "La création de SOCEPAQ permettra une gestion plus souple, des décisions plus rapides d'investissements, une diminution des coûts d'exploitation, une mise en marche plus agressive et une meilleure motivation du personnel." Voilà des critères d'évaluation auxquels je suis très sensible et qui mériteraient d'être examinés de plus près.

Si l'on considère d'abord le cadre dans lequel s'exercera le mandat de gestion de la nouvelle société, le projet de loi 88 parle d'établissements à caractère commercial ou éducatif, comme les réserves fauniques. Leur transfert s'effectuerait dans un premier temps pour certains et à un moment ultérieur jugé opportun par le gouvernement pour les autres.

Il s'agit là d'un aspect à propos duquel j'aimerais cerner certains paramètres en m'appuyant d'exemples. La liste des équipements visés par le projet de loi 88 et qui sont énumérés à l'annexe du projet de loi nous en apprend beaucoup sur la perception erronée que se fait ce gouvernement d'une saine gestion.

Parlons en premier lieu du cas du parc du Mont-Sainte-Anne. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que ledit parc est une station de ski alpin présentement rentable. Le contraire serait franchement scandaleux après les millions consacrés par le PQ à l'achat de canons à neige et d'autres équipements de plein air.

Cependant, le ski alpin n'est pas la seule activité pratiquée au Mont-Sainte-Anne. Le camping, le ski de randonnée et le golf y ont aussi une place importante. Quelle garantie avons-nous, par exemple, que la nouvelle société maintiendra la gratuité du ski de randonnée? Il y a de fortes chances que la politique de démocratisation des loisirs soit sacrifiée sur l'hôtel d'une rentabilité douteuse.

Quelle garantie avons-nous que la situation financière du Mont-Sainte-Anne sera la même une fois que le projet de Petite-Rivière-Saint-François se sera concrétisé si on tient pour acquis que Petite-Rivière-Saint-François est un centre de ski situé à moins de 20 milles du centre du Mont-Sainte-Anne?

Les effets de la concurrence sont tout

aussi présents dans le secteur privé que dans le secteur public et le ministre semble ignorer cela.

Pourquoi le gouvernement n'inclut-il pas l'ensemble des parcs du Québec dans son projet de loi au lieu de quelques-uns? Pourquoi n'y est-il pas question, par exemple, du gîte du mont Albert, dans le parc de la Gaspésie, où le taux d'occupation est de 95%? C'est là un établissement rentable. Pourquoi le projet de loi l'ignore-t-il et pourquoi les équipements touristiques et historiques du village fantôme de Val-Jalbert sont-ils exclus de la liste?

Pourquoi vouloir changer la clientèle du manoir Montmorency quand on sait que les équipements, à cet endroit, sont abondamment utilisés par les gens du troisième âge?

La Fédération des clubs de l'âge d'or du Québec a explicitement reconnu l'utilité du manoir Montmorency pour les aînés. Est-ce là la contribution qu'entend faire le gouvernement actuel à l'amélioration du sort des gens du troisième âge? Il est à se demander si le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ne continue pas dans le sens de l'énoncé qu'avait fait le premier ministre concernant les gens âgés, lors d'un certain voyage qu'il avait fait en Europe il y a à peine une année.  
(15 heures)

En matière d'unilatéralisme, le PQ n'a de leçon à servir à personne. En matière de rentabilité, les critères sur lesquels il s'appuie n'ont d'égale que l'ambiguïté de sa position constitutionnelle. Par ailleurs, le transfert d'opération d'un ministère à une société d'État nous attire-t-il pour autant un meilleur sort en tant que citoyens? Prenons le cas d'Hydro-Québec. Demandez-le à ceux et celles qui sont aux prises avec des problèmes d'acquittement de factures d'électricité, ils n'ont aucun recours juridique ou autres contre les injustices commises par Hydro-Québec à leur endroit. Tout ceci pour dire, M. le Président, que la naissance d'une société d'État crée un cadre décisionnel parallèle sur lequel les citoyens n'ont aucun pouvoir. En plus d'un cadre décisionnel parallèle, cela devient un autre palier de communication entre le Québécois, entre le simple citoyen et son ministre.

Débarrassé des domaines d'application de la loi jugés encombrants, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche n'aura plus à rendre compte en Chambre des situations inconfortables de son ministère face à sa politique de plein air. Or, notre système parlementaire repose notamment sur le fait que des ministres sont responsables de leurs actions devant les représentants du peuple. Avec la création de la Société des établissements de plein air du Québec, les Québécois n'auront plus de droit de regard pour s'assurer du bon fonctionnement de

leurs activités de loisir en partant de leur rentabilité. Qui nous garantit que le ministre des Finances ne prélèvera pas des dividendes si la société devient rentable, ce qui, je l'avoue, est actuellement douteux, mais qui sait? On connaît l'appétit vorace du PQ. C'est légendaire et sans limite. La rentabilité d'opérations déficitaires ne peut se faire qu'en augmentant le coût des services offerts ou à en supprimant certains. Le contribuable, d'une façon ou d'une autre, y perdra sur deux tableaux. Il est facile à comprendre qu'une société privée n'a pas les mêmes obligations envers la population qu'un ministère. Si, pour rendre ces équipements rentables, on en augmente les prix ou on en supprime certains, les acquis des Québécois en matière de loisir seront diminués.

Les exemples ne manquent pas où ce gouvernement a abdiqué ses responsabilités et nourrit la population de demi-vérités. Le présent projet de loi 88 en constitue une triste réalité. Je voudrais vous en donner un exemple. En apparence, la création d'une société est un bon coup de gestion financière de la part du ministre. L'objectif de la société sera de rentabiliser les équipements dont elle aura la responsabilité. Comment le ministre peut-il être assuré de la rentabilité de la future société du simple fait qu'elle se donne des pouvoirs d'entreprise privée? Qu'on en juge par un article paru dans le Soleil du 19 juin dernier et signé par la journaliste de Québec, Ghislaine Rheault. Je voudrais attirer l'attention du ministre sur ce qu'elle écrivait: Douze des quatorze établissements du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, qui seront transférés à la nouvelle société d'État de plein air, fonctionnent actuellement dans le rouge - c'est un bel héritage - si l'on considère que les quatorze établissements visés ont généré - écoutez bien - 10 700 000 \$ de revenus contre 12 700 000 \$ en dépenses. C'est donc un déficit de 2 000 000 \$ qui sont soustraits aux crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Les trois centres d'hébergement et de restauration de Fort-Prével, manoir Montmorency et Le Domaine totalisent des déficits d'exploitation de

1 100 000 \$ cette année. Pour les terrains de camping, la situation n'est pas rose. Par exemple, le parc des Voltigeurs génère des revenus de 282 000 \$, alors que les dépenses directes seulement dépassent 500 000 \$ pour 1984. Le déficit d'exploitation des neuf terrains de camping visés par le projet de loi totalise à lui seul, en 1984, 906 400 \$. Pourquoi le ministre persiste-t-il à exclure de la liste des établissements couverts ceux qui sont rentables et à n'y inclure que de citrons? Croyez-vous, M. le Président, qu'une société privée avec un déficit de départ de 2 000 000 \$ ait quelque chance que ce soit d'être rentable?

Voilà le genre de rendez-vous irréaliste

et irresponsable auquel nous convie ce gouvernement de fin de règne. Lorsque le ministre se départit d'équipements non rentables, il fait aveu d'impuissance. Que dire, par ailleurs, du problème de la lourdeur administrative accentuée par le projet de loi 88? Pour un gouvernement ayant été à l'origine d'une pluie de lois et de règlements depuis 1976, ne conviendrait-il pas mieux de déréglementer au lieu de réglementer? Il y a bien eu, à l'occasion du discours d'ouverture du premier ministre, un énoncé d'intention visant à réduire cette diarrhée législative, mais il y a fort à parier qu'on ne dépassera guère le stade des vœux pieux.

Dans un tout autre ordre d'idées, il convient de souligner la présence d'autres coûts engendrés par la création de la Société des établissements de plein air du Québec. Je fais référence au fait que quelques hauts fonctionnaires ou amis du régime y trouveront une niche dorée. Comment, dans ce cas, le ministre peut-il prétendre, comme il le faisait en Chambre jeudi dernier, que les standards seront plus élevés dans la fourniture des services? La rétribution des membres du conseil d'administration - ils sont sept - se chiffrera à 555 000 \$, salaires et avantages sociaux compris. Ceci exclut les coûts liés aux immobilisations, ce qui porte le total des installations de départ à plus de 1 800 000 \$. Comment peut-on prévoir économiser et rentabiliser en de telles circonstances? Le gouvernement actuel peut-il nous garantir que ses fonctionnaires partisans auront la compétence et l'intérêt requis pour se pencher sur les impacts créés sur la qualité de la faune au Québec, sur la qualité des équipements récréatifs et sur la superficie des parcs? Je pense que poser la question, c'est y répondre.

En somme, cette création gouvernementale n'est autre chose qu'une décharge de responsabilités. Même si le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche demeure responsable de l'application du projet de loi 88 créant la société, il y a fort à parier que, comme les autres sociétés, celle-ci aura toute la latitude et l'autonomie et que le ministre ne saura pas ce qui s'y passe. Cela ne sera pas la première fois. On en a de beaux exemples de ce temps-là. Quand le ministre fait des déclarations concernant l'implication et les vocations des fédérations sportives, cela prouve tout simplement qu'il est ignorant de ce qui se passe à l'intérieur des fédérations sportives. Le ministre qui vient de découvrir ce qui se passe à la Régie de la sécurité dans les sports du Québec vient de s'apercevoir deux ans en retard qu'elle n'est pas à la bonne place. Pendant que toute l'activité se passe à Québec et à Montréal, il l'a installée à Trois-Rivières. Ce n'est pas la première fois que le ministre fait preuve d'ignorance.

Un autre élément concerne le préjugé



favorable qu'ont entretenu par le passé les centrales syndicales à l'endroit du gouvernement actuel. On se rappellera les ententes coûteuses passées dans le secteur public et dont l'objectif avoué était d'acheter la paix sociale. Avec le projet de loi 88, le gouvernement Lévesque se dépasse comme jamais, par l'article 45 et c'est important. Par l'article 45 de ce projet de loi, les fonctionnaires accrédités par une association syndicale le seront jusqu'à l'expiration des conventions collectives, soit le 31 décembre 1985. Après cette date, ils perdront leur accréditation. Comme le disait Roger Bellefeuille dans un article paru dans le *Soleil* du 20 juin dernier: L'initiative du ministre Chevrette ne vise-t-elle pas davantage un délestage bidon de la fonction publique par le recyclage des bureaucrates de son ministère à une société d'État?

Dans la revue "Sentier, Chasse-Pêche" de juin 1984, André Bellemare allait beaucoup plus loin: En créant SOQUETOUR, qui est devenue aujourd'hui SEPAQ, la société dont ce projet de loi est l'objet, le gouvernement provincial du Québec pourra se débarrasser, dit-il, des fonctionnaires qui devront négocier de nouvelles conditions de travail avec la nouvelle société d'État. Le ministre a soutenu en Chambre jeudi dernier que la création de SEPAQ permettra de prendre des initiatives personnelles. J'aimerais bien connaître quelle sera la marge de manœuvre du conseil d'administration quand on sait que ces messieurs devront au PQ d'avoir été nommés à un salaire de près de 80 000 \$ par année. J'appelle cela de l'autonomie, mais je n'en suis pas certain.

(15 h 10)

Pour un ancien leader syndical comme le ministre, il démontre une attitude plutôt méprisante envers les travailleurs syndiqués. Par contre, il est vrai que la fonction publique est d'une lourdeur désarmante au niveau de ses activités. Mais de vouloir en soustraire, par le biais de la création d'une société, un certain nombre de fonctionnaires, cela apparaît comme un manque de respect envers les travailleurs et même d'hypocrisie envers eux.

Il ne faudra pas croire que la nouvelle société soit seule à procéder de cette façon. La Société immobilière du Québec nouvellement créée par le gouvernement agit de la même façon envers ses employés. Dans le projet de loi 88, il est question de la venue de nouveaux employés. Cependant, après le 31 décembre 1985, si la société décide de réduire son personnel, il serait intéressant de voir ceux qui seront remerciés par l'administration.

On pourra rétorquer, M. le Président, que le fonctionnaire garde son pouvoir de mutation, mais on sait fort bien, dans les circonstances, qu'il n'y a plus de place à

l'intérieur des services gouvernementaux pour l'embauchage et le recyclage de personnel.

Par ailleurs, je m'en voudrais de passer sous silence le sort réservé à nos réserves fauniques. Comment pourrait-on logiquement établir une politique globale dans tout le Québec des réserves fauniques quand les unes relèveront du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et les autres de la nouvelle société d'État. Encore des situations confuses et ambiguës et on en retrouve d'année en année, de semaine en semaine et de mois en mois depuis 1976. On dirait que ce gouvernement s'ingénie à créer la confusion pour demeurer en place, pour mieux fonctionner; c'est inquiétant! C'est inquiétant et je m'en inquiète grandement. Au lieu d'études coûteuses qui n'ont rien donné, de programmes publicitaires dont le PQ a usé abondamment, mais qui n'ont pas encore débouché sur la reconnaissance... Pourquoi n'a-t-on pas encore débouché sur des parcs existants? Au lieu de cela, n'aurait-il pas mieux valu prendre ces fonds de départ de 75 000 000 \$ et les consacrer au développement? Je me demande en l'occurrence comment fera le ministre pour faire débloquer 75 000 000 \$ par le Conseil du trésor, quand il aura comme seul argument à présenter un déficit de 2 000 000 \$ à propos des établissements visés par le projet de loi. Ceci pour dire, M. le Président, que la notion de rentabilité est bien mal perçue par nos amis d'en face. Voilà le genre d'incohérence et de demi-vérité contenue dans le projet de loi 88 créant la Société des établissements de plein air du Québec.

Certains des quatorze établissements concernés sont parmi les meilleurs bijoux de notre patrimoine industriel, culturel et touristique. Refuser de prendre des mesures concrètes visant à les rentabiliser, c'est hypothéquer de façon honteuse le vécu des générations futures. Quand on connaît l'importance que prendra le loisir en général d'ici l'an 2000, on ne peut que constater l'ampleur de la supercherie. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Chevrette, déclarait le 25 septembre dernier au journal *L'Action*: "Tu ne laisses pas une population oisive et tu n'organises pas, tu te fais organiser." Eh bien, voilà ce qu'il s'apprête à faire avec les utilisateurs du service des loisirs; les organiser, c'est comme si on leur disait: On veut votre bien, on va l'avoir! Le ministre du Loisir de la Chasse et de la Pêche, M. Chevrette, ainsi que le gouvernement dont il fait partie viennent de fournir à la population du Québec un argument de plus sur leur incapacité à gouverner. Comment est-il possible d'être aussi irresponsable? Abdiquer ses responsabilités comme fait le ministre équivaut à reconnaître sa faiblesse, son manque de leadership; en fin de compte,

c'est toute la légitimité de ce gouvernement qui est minée. Tel un cancer, il faut en extirper le mal. C'est pourquoi les citoyens et citoyennes du Québec attendent impatiemment le moment de signaler à ce gouvernement leur amère déception face à la gestion des fonds publics. Pour ma part, j'entends veiller attentivement à ce que les Québécois obtiennent des services gouvernementaux conformes à leurs besoins.

Dans sa forme actuelle, le projet de loi 88 est inacceptable car il constitue une intrusion inqualifiable dans ce que nous considérons tous comme la qualité de la vie. La qualité de la vie, c'est tellement important qu'on ne remet pas cela à une société d'État. Le gouvernement se doit de garder cette responsabilité. Je regrette de voir nos amis d'en face... Il y a deux députés qui sont là, du côté ministériel. Et cela, je l'admets difficilement. On demande à l'Opposition de critiquer un projet de loi pour le bonifier et pour l'améliorer. Il me semble qu'on pourrait au moins avoir des gens en place pour conseiller le ministre, pour lui dire de quelle façon on a critiqué son projet. On ne critique pas pour critiquer. Ce n'est pas maladif, la critique. C'est pour aider le gouvernement à mieux fonctionner. C'est pour aider le gouvernement à améliorer son projet de loi.

En terminant, je suis tenté, en parlant du Parti québécois, de paraphraser Cicéron qui parlait à Catilina et qui lui disait: Combien de temps encore abuserez-vous de notre confiance? Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Groulx.

#### M. Élie Fallu

**M. Fallu:** M. le Président, l'État était devenu - cet État du Québec - petit à petit un épicier et voilà que notre collègue de Sauvé nous demande de continuer à l'être. Mais d'où sort-il, ce député? Il ne sait pas que précisément, depuis des années, nous nous évertuons à cesser d'être des épiciers, comme gouvernement. Il faudrait qu'il aille faire le tour du comté de Bonaventure pour voir ce que sont devenus les golfs créés par cet ancien gouvernement libéral, les golfs gérés par le gouvernement.

Partout, dans tout le Québec, le gouvernement s'était substitué à peu près à tout le monde. Le député X, Y ou Z qui avait besoin d'un équipement chez lui ou qui jugeait en avoir besoin, même non rentable, et surtout souvent non rentable, le faisait construire par l'État. Et puis voilà! Qui donc a accepté des anciens terrains à Fort-Prével pour en faire un parc et une auberge? Qui donc? Est-ce le gouvernement du Parti québécois? Qui donc a fait tomber dans la corbeille de l'État l'île d'Anticosti? Est-ce

le gouvernement du Parti québécois? Etc., etc.

Que dire, que dire encore? M. le Président, on nous demande de déréglementer. On nous demande de simplifier la vie aux gens. Mais oui, il faut le faire! Vous imaginez-vous qu'il est possible depuis l'Assemblée nationale d'administrer chacun des 40 000 logements sociaux dans tout le Québec? Il y a là un office municipal d'habitation, municipalité par municipalité. Ce style de gestion a d'ailleurs été implanté par nos amis libéraux. Nous les en félicitons parce qu'il faut que les choses se gèrent dans des dimensions humaines et par des gens qui sont près des réalités. Depuis que nous sommes là, nous avons renvoyé au privé combien d'équipements qui, jadis, relevaient du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche? Nous avons donné en concession restaurants, salles d'équipement, etc., etc., ou encore, nous avons donné des contrats de gérance à gauche et à droite pour que ce soit géré localement selon les besoins. Aujourd'hui, dans la même continuité devrais-je ajouter ce que nous avons fait avec les ZEC, les zones d'exploitation contrôlée que nous avons carrément remises aux citoyens, celles-là? - dans la même foulée, nous sevrans l'État de cette sorte d'amplification à outrance qu'il a connue précisément du temps de nos amis d'en face pour faire en sorte que ce qui doit être géré de façon industrielle, comme des équipements touristiques, le soit par de véritables gérants et non pas des gérants d'estrade comme le député de Sauvé. Mais je lui pardonne. Il vient d'arriver en Chambre. Il nous dit: Le fait de créer une société d'État va sevrer les élus à l'Assemblée nationale de l'examen de la gestion de la société d'État. Je lui pardonne son ignorance, car le 13 mars dernier, nous avons adopté un règlement à l'Assemblée nationale qui permet aux commissions d'interroger les sociétés d'État, de suivre le déroulement de leur budget, de suivre le déroulement de leurs activités, de vérifier d'une façon périodique comment ils atteignent les objectifs qui leur ont été fixés par les lois de l'Assemblée nationale. Une société d'État n'évite pas le contrôle de l'Assemblée nationale: M. le Président, je vous demanderais de le rappeler au député de Sauvé. Pardon! De le lui apprendre. (15 h 20)

Voilà une série d'équipements, ceux-là et peut-être d'autres, et personnellement, je souhaite qu'il y en ait d'autres, qui seront transférés à une société d'État: le terrain et les équipements de l'auberge et du golf de Fort-Prével. Est-il logique de transférer cet équipement à une société d'État? Permettez-moi de vous donner un exemple. Pour acheter actuellement une morue fraîche à l'auberge, une morue pêchée par les pêcheurs du coin, il faut, puisqu'il s'agit d'un

équipement du gouvernement du Québec, passer par les politiques d'achat approuvées ici même en cette Chambre ou dans nos commissions parlementaires. En conséquence, faire le grand cérémonial des politiques d'achat. Mais, entre-temps, s'il faut que la morue monte à Québec et retourne à Fort-Prével à pied, on ne mangera pas de morue fraîche à Fort-Prével. Voilà la réalité. Ces gens-là voudraient qu'on garde le sacro-saint État. Nous n'avons pas de religion de l'État, comme vous l'avez eue. Nous avons une religion des choses pragmatiques, concrètes.

Au mont Sainte-Anne, puisque le parc Mont-Sainte-Anne va également passer à la société d'État, les contrats de travail, qui valent pour toute la fonction publique, stipulent qu'un minimum d'heures... On connaît tous la complexité de ces conventions collectives. Mais dans un centre de ski... Peut-on administrer un centre de ski selon les mêmes principes de convention collective que pour nos secrétaires à l'Assemblée nationale? Voilà! Mais réveillez-vous! Regardez les choses telles qu'elles se passent. Vous êtes contre une société d'État. Eh oui! vous êtes contre. Vous êtes donc pour que l'État continue d'acheter des terrains de camping, fabrique des terrains de golf, ouvre des nouveaux équipements de loisir à gauche et à droite et les fasse gérer par un ministère.

Le choix que nous avons fait est d'avoir une politique sur le tourisme afin que, par le crédit touristique, les terrains de golf, les hôtels, les auberges, les restaurants, les centres de ski, enfin, tous les équipements de tourisme puissent avoir du crédit comme pour les sociétés privées industrielles; qu'ils aient leur crédit touristique géré par la Société de développement industriel. Non pas faire comme ces gens-là ont fait pendant des années, soit de faire construire des terrains de golf par l'État, des centres de ski. De surcroît, nous traitons ces partenaires comme des entreprises. Voilà, en toute logique, ce que l'État fait de ce qu'il possède hors parc, il en fait une société. Ce dont nous avons hérité de nos prédécesseurs nous mène à faire une société à qui nous donnerons, par cette loi, le moyen de gérer comme une société des équipements qui sont déficitaires. Oui, mais voilà la preuve que l'État ne peut pas les gérer, que nos règles de procédure, nos conventions collectives, nos politiques d'achat, etc., ne conviennent pas à de tels équipements. Nous les confions à une société qui, en toute indépendance, pourra le faire. Ces gens sont contre. Veulent-ils que nous achetions le mont Saint-Sauveur? Que nous achetions le Hilton à Québec? Enfin, j'aimerais connaître leur logique.

Cette société administrera des équipements, les exploitera, les développera. Permettez-moi de rappeler succinctement de

quels équipements il s'agit: les équipements et terrains de camping, de golf, de ski alpin et de randonnée du parc Mont-Sainte-Anne; les terrains et équipements de camping d'Amqui, de Côte-Sainte-Catherine, de Kénogami, de Stoneham, du parc des Voltigeurs à Drummondville, de Baie-de-Percé, de Coteau-Landing, de Pointe-des-Cascades et de Fort Témiscamingue; les terrains et équipements de l'auberge et du golf de Fort-Prével; les terrains et équipements du manoir Montmorency; les équipements de la réserve faunique de l'île d'Anticosti; les équipements du domaine dans la réserve faunique de La Vérendrye. Voilà les équipements que cette nouvelle société devra administrer, exploiter et développer. Actuellement, rappelons-le, c'est un ministère qui doit le faire, qui doit voir à cette gestion.

Cette loi, à mon avis - et je le répète avec force - n'est pas complète; elle doit être élargie. Car l'État ne doit plus être, comme il l'est actuellement, un simple épicier travaillant sur le territoire. Laissons à la compétence des épiciers de gérer les épiceries. Il en va de la rentabilité de ces équipements. S'ils ne sont pas rentables, la faute en revient en grande partie à la structure administrative, au fait que ce soit l'État dans son ampleur qui les administre.

L'État doit être là pour donner les services sociaux, les services de santé, par le biais des hôpitaux qui ont des conseils d'administration, par les CLSC qui ont des conseils d'administration, par les centres d'accueil qui ont des conseils d'administration, par les cégeps qui ont des conseils d'administration. Ce qu'on fait pour l'universalité des soins, on le fait en décentralisation par des conseils d'administration, des équipements sur le territoire. On voudrait qu'un terrain de camping soit géré comme cela depuis Québec par la théocratie administrative et les rituels budgétaires de l'Assemblée nationale. On ne voudrait pas qu'un terrain de camping soit géré par une société alors qu'on fait pourtant gérer un CLSC par une société qui a un conseil d'administration.

Quelle cohérence avez-vous? Vous dites non à ce projet de loi. Vous dites non pour des raisons de nature essentiellement philosophique. J'arrive difficilement, d'ailleurs, à savoir lesquelles. Il m'apparaît que la perte de contrôle des élus est à craindre. J'ai déjà répondu au député de Sauvé qu'il n'a pas à craindre puisque, dorénavant, les sociétés doivent répondre devant l'Assemblée nationale. C'est sans doute parce que vous êtes des socialistes, pour ne pas dire des communistes, que vous voulez que l'État soit responsable de la gestion de tous les biens de production et de tous les services au Québec. C'est pour cela? Je ne vois rien d'autre, parce que le député

de Charlesbourg ne nous a rien dit. Il nous a dit: Nous sommes contre et résolument contre. Mais on ne sait pas pourquoi. Sans doute parce que l'efficacité, la rentabilité, le développement adapté et, pourquoi pas - parce qu'on donne à cette société la permission - la vente simplement - comme on l'a fait, d'ailleurs, pour de très nombreux autres équipements - ou la fermeture, la cession, la location, etc.. On leur donne cette autorité car il n'est pas convenable dans une société où les gestionnaires existent, où la compétence des citoyens existe, qu'on doive se fier uniquement à l'État et à des ministères pour gérer partout sur le territoire un tas d'équipements mineurs, importants pour les citoyens mais mineurs par rapport au travail de l'État qui doit être un travail d'orientation et de planification.

(15 h 30)

M. le Président, j'ai plaidé peut-être d'une façon négative en parlant du projet de loi 88 parce qu'il me fallait répondre à ce que les adversaires du projet de loi avaient soutenu, d'une part, et, d'autre part, pour bien faire saisir que leur objection est vraiment étonnante dans notre société telle que maintenant elle doit s'ajuster aux conditions de vie des Québécois.

Pour le reste, je sais qu'au moment de l'étude article par article nous aurons très certainement, du moins dans les annexes - l'annexe 1 entre autres - peut-être à réfléchir sur l'ampleur donnée dans le nombre des équipements et les secteurs, car, à mon avis, le ministère aurait avantage à confier plusieurs autres équipements à cette nouvelle société.

Quant à moi, M. le Président, vous l'avez entendu, je m'apprête à voter pour le projet de loi 88.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Sainte-Anne.

**M. Polak:** Merci, M. le Président. Voulez-vous vérifier s'il y a quorum avant que je débute?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Nous allons faire cette vérification.

**M. Polak:** Je sais qu'il y a quorum de notre côté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît! Le quorum est pour toute l'Assemblée nationale, M. le député de Sainte-Anne.

Nous avons quorum, M. le député de Sainte-Anne.

**M. Maximilien Polak**

**M. Polak:** Merci, M. le Président. Je

n'avais compté que les trois péquistes, j'oubliais les libéraux.

On discute du principe du projet de loi sur la Société des investissements de plein air du Québec. Pourquoi y en a-t-il tant parmi nous qui parlent sur ce projet de loi? Parce qu'on va faire la preuve encore une fois qu'il s'agit de l'incapacité du gouvernement de bien administrer leur affaire.

Chaque fois que cela va mal, chaque fois que le gouvernement a des problèmes sur le plan financier, on trouve des petits trucs, et le dernier de ces trucs a été, encore une fois, de créer une autre société. Pourquoi pas? On va créer une société qui est à part du gouvernement, du ministre en question et, comme ça, on essaie de tenter d'échapper à ses responsabilités.

Tandis que dans d'autres provinces et même au gouvernement fédéral on commence justement à se débarrasser des sociétés d'État, ici au Québec on en crée.

C'est malheureux que le ministre ne soit pas ici parce que je me rappelle que lorsqu'on a parlé la semaine dernière, sur un projet de loi concernant le ministère du Travail, le ministre était absent parce qu'il était en train de tenter de régler un conflit de travail. J'ai vu le ministre responsable du projet de loi qu'on étudie aujourd'hui traverser rapidement la Chambre et malheureusement il n'est pas ici parce qu'il aurait pu apprendre quelque chose de nous, de notre critique.

**M. Blouin:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Question de règlement, M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin:** Le député de Sainte-Anne a pris la mauvaise habitude de dévier du sujet et de ne pas respecter l'article 216 ni l'article 204. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est juste à côté, à quelques pieds d'ici, en train de discuter de certains problèmes avec ses fonctionnaires. Il est disponible, il suit les débats en même temps. Ne faites pas de procès d'intention. Tenez-vous en à parler du fond du projet de loi, de ses principes et à suggérer des choses différentes si vous n'êtes pas d'accord avec le fond du projet de loi. C'est ce que vous devez faire actuellement.

**Une voix:** ...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît! M. le député de Sainte-Anne, on ne peut, en aucun cas, je le dis pour chacun des membres de cette Assemblée, préjuger de ce qu'un ministre peut faire ou ne pas faire à un moment donné. Je pense que vous

en êtes bien conscient.

**Des voix: ...**

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît; S'il vous plaît! Je pense que tous et chacun sommes très conscients de cela. Vous avez maintenant le droit de parole afin de poursuivre votre allocution.

**M. Polak:** M. le Président, je voudrais simplement établir que, quant à moi, on doit écouter un débat en Chambre ici même à l'Assemblée nationale. S'il ne veut pas le faire et va écouter le débat quelque part devant un écran, c'est sa responsabilité. Mes gens de Sainte-Anne voudraient savoir qui est en Chambre et à quel moment.

M. le Président, cette société dont on parle devient propriétaire des biens, meubles et immeubles, qui sont énumérés dans le projet de loi lui-même. Il s'agit, à l'annexe, de quatorze équipements du domaine mobilier et immobilier, qui sont tous listés. Sur les quatorze, il est bien connu qu'à ce jour il y en a douze qui fonctionnent avec un déficit, ce qu'on appelle "dans le rouge". Les seuls qui fonctionnent avec un profit, qui gagnent leur argent, c'est précisément le parc du Mont-Sainte-Anne et le camping à Baie-de-Percé. Tous les autres fonctionnent avec un déficit. M. le Président, quand on calcule tous les revenus, c'est-à-dire ce montant de 10 700 000 \$ et le montant des dépenses qui sont de 12 700 000 \$, on note qu'il y a un déficit, pour le gouvernement, de 2 000 000 \$ par année. C'est une méthode bien habile de se débarrasser de ce déficit que de créer une société d'État. On enlève ce montant du débit aux livres du ministère.

M. le Président, il est intéressant de noter, quand on étudie le projet de loi, que le tiers de tous les articles du projet de loi fait référence à un seul sujet, c'est-à-dire le conseil d'administration. Quand on pense aux emplois, quand on pense à nommer un président, un vice-président, un conseil d'administration - ce sont des gros salaires - là on rédige bien. Là, on prend un tiers de tous les articles. Il y a quinze articles dans tout le projet de loi à ce sujet. Je vais vous citer quelques principes. Ceux qui ont rédigé ce projet de loi - à ce point de vue, je suis entièrement d'accord avec notre porte-parole - commencent à se créer des emplois, ils commencent déjà à se couvrir, peut-être que cela ira mal bientôt. Ils veulent se couvrir en créant des postes dans cette société. Le projet de loi dit que la société sera administrée par un conseil composé de sept membres dont un président nommé par le gouvernement pour une période de cinq ans. Lui, il est bon pour une période de cinq ans. Ceux qui travaillent dans mon comté, les chômeurs et les bénéficiaires de l'aide sociale, il n'y a aucune sécurité d'emploi

pour eux, rien, même pas pour deux jours. Ici, on les nomme pour cinq ans. Ensuite, six membres sont nommés par le gouvernement pour une période d'au plus trois ans. Ensuite, le projet de loi stipule - j'ai mal compris, mais il faut que je le dise - qu'au moins cinq membres du conseil doivent être domiciliés au Québec. J'ai compris qu'au Québec, cela veut dire dans la province de Québec. On a peut-être voulu dire dans la ville de Québec, parce que le siège social est situé dans la ville de Québec. Si c'est au Québec, est-ce à dire qu'on permet à des gens d'autres provinces de participer à l'administration de cette société? C'est peut-être un nouveau geste de compréhension vis-à-vis du gouvernement fédéral et peut-être va-t-on inviter des représentants de ce gouvernement à prendre un siège au sein du conseil d'administration.

M. le Président, on parle de la fonction. On parle, dans toutes sortes d'articles, de la fonction du président du conseil. On parle de la fonction du président de la société. On fait la distinction entre ce que l'un fait et ce que l'autre fait. On parle, évidemment, de leur rémunération. On parle de leur salaire, parce que la rémunération de ces gens-là a été établie par un contrat qui les lie à la société. Ils vont négocier le contrat. Notre porte-parole a déjà parlé d'un montant de 80 000 \$. Ce n'est peut-être pas que le salaire, mais on parle, dans le projet de loi, du traitement, des allocations, des indemnités et des autres conditions de travail. M. le Président, c'est encore un bel exemple de l'administration péquiste. On prend très bien soin de nos fonctionnaires et de ceux qui cherchent précisément à se faire employer dans cette fameuse société d'État.

On dit également que tous les membres du conseil sont payés sur les revenus de la société. Donc, les sept personnes du bureau d'administration sont payées sur les revenus de la société. Les péquistes, ici, disent, à commencer par le ministre: On est train de créer cette société précisément pour avoir la même attitude que dans le secteur privé, parce que cette société va être administrée de la même manière qu'une société privée. Je peux vous dire une chose. Une société privée, son bureau d'administration n'est pas payé sur les revenus de la société. Il est payé sur les revenus nets de la société. (15 h 40)

**M. Blouin:** Question de règlement.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin:** Je ne veux pas être désagréable à l'égard du député de Sainte-Anne, mais quand il arrête de parler du ministre, qui est juste à côté de nous, il se met à faire l'étude du projet de loi article

par article. Or, au moment où nous en sommes....

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît! S'il vous plaît! M. le leader adjoint du gouvernement, il est évident que nous en sommes à l'étude du principe et que chacun des membres de cette Assemblée doit en rester sur le principe. Il est évident qu'il y a parfois des débordements, mais je demande qu'ils soient le plus courts possible. Si vous voulez vous en tenir au principe. S'il vous plaît: S'il vous plaît!

**M. Polak:** Le leader adjoint va probablement s'opposer parce qu'il n'a pas lu le projet de loi. Il se lève pour protester contre le fait que je parle du projet de loi que je connais, que j'ai bien étudié, contrairement à lui. Je continue.

Ayant parlé sur le principe de ce fameux conseil d'administration, ce conseil de sept personnes touché par un tiers de ce projet de loi, salaires et rémunérations, compris, je voudrais parler d'un autre principe: Les pouvoirs de la société. Qu'est-ce qu'elle va faire? La société aura pour objet - la loi le dit, je ne cite pas l'article, je parle du principe - d'administrer, d'exploiter et de développer des équipements, les immeubles à vocation récréative ou touristique. Pourquoi une société fait-elle cela? Ce n'est pas nécessaire parce que si on avait confiance dans nos propres employés, si le ministère avait confiance dans ses fonctionnaires, si on prenait ces fonctionnaires pour peut-être leur donner un cours d'entraînement justement dans l'industrie privée pour voir comment cela marche, pour leur apprendre, on n'aurait pas besoin d'une société d'État, on pourrait le faire par ses fonctionnaires mêmes.

En fait, c'est bizarre qu'il n'y a pas longtemps on a adopté ici le projet de loi 51, un projet de loi qui parlait de donner plus d'imputabilité aux fonctionnaires, qui parlait d'augmenter la productivité. Finalement, le gouvernement a vu clair et a dit: Il faut penser d'augmenter la productivité des fonctionnaires. Pourquoi pas donner une chance à ces gens d'augmenter la productivité? Pourquoi ne pas donner une chance à ces fonctionnaires d'exercer l'imputabilité dans leurs fonctions, justement en fonctionnant, en contribuant de leur expertise dans le domaine? Autrement, cela voudrait dire que le ministre n'a pas confiance dans son propre personnel. Est-ce que c'est la conclusion qu'il faut tirer? Pourquoi sans cette société, le ministre n'est-il pas capable de crier et de mettre sur pied une politique de développement? Pourquoi? Je lui pose la question. Quand il regarde l'écran, j'espère qu'il va répondre plus tard.

Est-ce qu'il est incapable de faire une

bonne gestion des équipements sous sa responsabilité? Pourquoi ne donne-t-il pas preuve de cela en montrant ce qu'il peut faire dans son ministère au lieu de créer une société et essayer de justement échapper aux responsabilités? Est-ce que toute cette politique de la création de société est un aveu de son impuissance? Je dis impuissance sur le plan administratif. La semaine dernière, on parlait justement sur une loi concernant le ministère des Affaires municipales, le projet de loi 4. Et là on avait le principe qu'on avait enlevé à une personne en dehors du ministère une responsabilité pour justement la confier au ministère. Je me rappelle très bien parce qu'il s'agissait du domaine de prévention des incendies. Dans la prévention des incendies on avait, jusqu'à maintenant, un directeur général. Qu'est-ce qu'on a fait dans le projet de loi, la semaine dernière? On a justement dit: On va confier cela au ministère. Pourquoi, dans le projet de loi 88 qui est devant nous, fait-on justement l'inverse? On en enlève au ministère pour en donner à la société. Dans un autre projet de loi, on en enlève de l'extérieur pour en donner au ministère. Il y a contradiction quelque part. Il y en a un des deux qui n'a pas raison. Je sais qui n'a pas raison. Celui qui n'a pas raison, c'est le ministre devant nous, parce que justement il ne faut pas toujours, pour échapper à ses responsabilités, créer des sociétés et essayer de s'échapper.

Le problème c'est que la société n'a pas de lien direct avec la population ou avec les représentants. Vous savez très bien que si un citoyen se plaint de quelque chose qui arrive dans une société, qui ne fonctionne pas bien, c'est difficile d'attirer l'attention parce que la société est elle-même une couche de protection et avant d'arriver vraiment au ministre, il faut passer par la société. Si tout ce domaine restait au ministère, avec des gens responsables, avec des fonctionnaires compétents qui peuvent donner l'imputabilité, qui peuvent donner et montrer leur originalité dans un programme, M. le Président, on n'aurait pas besoin d'une telle société. On appelle cela en anglais: "accountability". Demandez donc à vos fonctionnaires qui sont en place de s'occuper de bien gérer douze équipements. À Mont-Sainte-Anne, cela marche bien, pourquoi pas ailleurs? On n'a pas besoin de créer une société ou d'espérer que, en créant une société, soudainement, le mal va disparaître.

M. le Président, les fonctionnaires de la province de Québec qui sont impliqués dans le ministère, comme dans tous les autres, ont envoyé un mémoire; on l'a reçu: Mémoire du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec. J'espère que le ministre l'a lu. Ils font une critique très sévère; ce ne sont pas des gens irresponsables, ce sont des gens auxquels

vous avez dit dans la loi 53: S'il vous plaît, on veut que vous soyez plus responsables; on veut vous donner de l'initiative; on veut vous donner de l'imputabilité. On veut vous traiter comme des gens qui auraient une chance, comme dans le secteur privé. Soudainement, on change encore et on revient avec une autre loi sur une société.

M. le Président, ces gens disent à la page 4 de leur mémoire: "Contrairement à ce qui arrive très fréquemment dans le cas d'autres organismes, le personnel de la société ne fera donc plus partie de la fonction publique." Vous avez traité ces gens d'une manière différente d'autres organismes. Je vais vous lire les fonctionnaires: "Selon nous, la loi pourrait très bien prévoir que les employés de cette nouvelle société soient nommés et rémunérés en vertu de la Loi sur la fonction publique, comme cette situation existe dans le cas de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, la Régie de l'assurance automobile du Québec, la Régie des rentes du Québec ou la CSST."

Comment se fait-il que les gens qui travaillent dans ces organismes ont une certaine protection tandis que les fonctionnaires qui seront transférés du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche à cette nouvelle société ne l'auront plus? On aura donc deux classes de fonctionnaires ou d'anciens fonctionnaires. On est mieux d'y penser avant d'aller plus loin.

M. le Président, je continue à citer des recommandations du mémoire. C'est important, ces fonctionnaires ont quelque chose à dire, ce sont eux qui travaillent au ministère. Il faut avoir un esprit d'équipe. Imaginez-vous de quel avis ils sont: "Nous n'aurons d'autre alternative que de recommander aux membres de refuser un tel transfert de la Société des établissements de plein air du Québec à moins que le projet de loi ne maintienne le statut de fonctionnaire aux employés visés, ce qui n'empêchera pas le gouvernement de prêter ceux-ci à la nouvelle société afin de lui permettre d'assumer les responsabilités qui lui sont confiées par la loi."

En d'autres termes, M. le Président, leur opinion est très claire et le ministre est mieux de les écouter avant de s'aventurer avec une autre société et de savoir quelle est la réaction dans le milieu et quelle est la réaction dans son propre ministère parmi les fonctionnaires.

M. le Président, le ministre sait ce que cela veut dire d'avoir des problèmes. On n'a qu'à lire les journaux pour connaître exactement quelle tempête on a eu dans le cas de la Fédération des régies sportives. Des milliers de gens de son ministère ont été obligés de publier une lettre ouverte. J'en cite un paragraphe, peut-être que le ministre va en apprendre sur ce projet de loi. Il a déjà assez de problèmes sur le dos

pour en avoir un autre avec son projet de société. Des milliers de personnes du ministère parlent à leur ministre et il faut que je lui dise - je suis évidemment objectif là-dedans - que je préfère qu'il soit ici parce qu'il écoute et qu'il prend des notes. Je ne dis pas qu'il n'a pas écouté tout à l'heure quand il regardait l'écran, mais on se sent plus en débat direct parce qu'on voudrait justement qu'il apprenne de nos interventions, qu'il ait l'honnêteté de dire: Ce projet de loi ne marchera pas.  
(15 h 50)

Ce projet de loi ne donnera aucune solution en définitive. Le milieu n'en veut pas. Les gens autour de lui n'en veulent même pas et il a assez de problèmes sur le dos. Je cite la lettre ouverte adressée au ministre, ce n'est pas un cadeau pour un ministre de recevoir une lettre comme celle qu'il a eue et qui a été publiée dans tous les journaux de la province. Ils disent: "Nous sommes des milliers de citoyens..." Ce sont tous des gens qui travaillent volontairement dans le domaine, précisément de son ministère qui disent: "Nous n'acceptons pas, M. le ministre, que vous dévalorisiez nos efforts en donnant l'impression qu'ils se résument à tenir des congrès et des réunions de concertation." Apparemment, c'est ce qu'il leur a dit. Je ne le sais pas. Je n'étais pas là. C'est ce qu'ils disent dans leur lettre. Ils disent: "Peut-être faut-il excuser pour cette fois votre méconnaissance de votre rôle puisque votre implication en sport amateur fédéré est plutôt récente."

Je voudrais ajouter à cette lettre: Peut-être, M. le ministre, que c'est à cause de votre méconnaissance, justement, des efforts que peuvent faire les fonctionnaires quand ils sont bien gérés, quand ils ont l'amour de leur travail, quand ils veulent donner quelque chose d'eux-mêmes. Nous, on a confiance en ces gens. Ils sont capables de bien gérer tous ces équipements. On n'a pas besoin d'une autre société justement pour essayer d'enlever l'imputabilité ou peut-être pour montrer un bilan financier de couleur verte au lieu de couleur rouge.

M. le Président, avec toutes les interventions qui ont été faites contre moi, pourriez-vous me dire s'il reste encore quelques minutes?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Sainte-Anne, il vous reste une minute et demie.

**M. Polak:** M. le Président, le projet de loi stipule... À un moment donné, si cette société fait de l'argent, qui décide s'il y a un dividende à payer? Le ministre des Finances. Le projet de loi le dit. C'est exactement comme Hydro-Québec. C'est le ministre des Finances qui, d'ailleurs, aura toutes les actions de cette société,

enregistrées en son nom, en fiducie, évidemment, pour le gouvernement, et c'est lui qui décide. Imaginez-vous! On vient nous dire: On aura une société qui va fonctionner comme dans le domaine privé. Vous allez voir, messieurs les Québécois et mesdames les Québécoises, comme cela va bien marcher. S'il s'agit de distribuer des dividendes, ce n'est même pas la société ou le ministre qui peut en décider. C'est le ministre des Finances.

Mon temps est écoulé. J'ai voulu intervenir dans ce projet de loi parce que nous ne sommes pas d'accord sur une question de principe. Merci beaucoup.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Nelligan.

### M. Clifford Lincoln

**M. Lincoln:** M. le Président, je me suis toujours beaucoup intéressé à toute la question de la conservation des sites naturels et en fait, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt la venue du nouveau ministre au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Il faut, en fait, reconnaître les choses de façon tout à fait objective. Ayant fait des débats dans le passé avec l'ancien ministre de l'Environnement et ayant constaté les conflits qui ont existé entre le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de l'Environnement, du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du point de vue de la conservation des sites naturels, je trouve que le ministre actuel du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a certainement une attitude beaucoup plus ouverte envers le milieu, qu'il a su écouter les gens, qu'il a su participer, qu'il a su avoir vraiment un esprit d'ouverture du point de vue de la conservation de la faune et des sites naturels. Et cela, il faut le reconnaître et le reconnaître avec beaucoup de plaisir. En fait, j'ai suivi - parce que je suis très intéressé à la question - plusieurs interventions du ministre devant certaines associations, même récemment; je pense qu'il a parlé en fin de semaine devant l'Association des biologistes du Québec. Il peut se réjouir de tout cela, parce que si nous avons quelque chose de précieux au Québec, c'est vraiment nos sites naturels. C'est un devoir pour nous tous, qu'on soit d'un côté ou de l'autre de la Chambre, de pouvoir trouver des solutions à la conservation de ces sites si précieux qui existent aujourd'hui de moins en moins dans toute l'Amérique du Nord, au Canada et dans le monde entier. Les sites naturels, cela devient peut-être la chose la plus rare qui soit aujourd'hui et nous, au Québec, on est béni car on a des sites naturels de premier ordre qu'il faut à tout prix préserver pour nos générations futures.

Cette loi a un aspect très particulier en ce qu'elle a trait aussi aux réserves fauniques dont le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est responsable. Là, il faudrait tirer une parenthèse parce qu'il y a une certaine contradiction dans la loi. Le mandat de la société qui est créée sous la loi 88, la Société des établissements de plein air du Québec, a trait au domaine touristique et récréatif. Pourtant, par contradiction, on retrouve dans l'annexe de la loi les équipements de deux réserves fauniques: celle de l'île d'Anticosti et celle du parc de La Vérendrye. Il faut se demander alors comment une société pourra gérer les équipements d'une réserve faunique, le ministère gardant pour lui son mandat sur la réserve faunique. Est-ce qu'on n'introduit pas encore dans le milieu un autre genre de conflit, de contradiction? Au contraire, est-ce qu'il ne faudrait pas que le ministre ne cède en rien sa juridiction sur les réserves fauniques? Parce qu'il a actuellement l'atout le plus précieux qui est donné à un ministre du Québec, celui d'essayer de conserver ces sites naturels, ces réserves fauniques, la faune et tout ce que nous avons dans le milieu naturel qui est peut-être notre héritage, notre patrimoine le plus précieux.

Par cette loi, il donne une ouverture à une société d'État qu'il contrôlera bien moins que son ministère, naturellement, pour administrer maintenant des équipements de deux réserves fauniques. Qu'arrivera-t-il ailleurs? Qu'est-ce qui va arriver plus tard? Nous savons qu'à l'article 22 du projet de loi, le ministre se donne le pouvoir de transférer les biens du domaine public à la société d'État, pour un rôle que nous ne connaissons pas, plus ou moins petit ou plus ou moins grand.

J'ai remarqué quelque chose dans le communiqué de presse du ministre. Ce communiqué est daté du 13 juin 1984. Il parle de la société qu'il va créer par la loi 88. Il dit: "Cette société publique prendra en charge graduellement un certain nombre d'établissements gérés par le MLCP, dont le Mont-Saint-Anne, la réserve faunique de l'île d'Anticosti..." C'est symptomatique que dans le communiqué de presse il ne parle pas des équipements de la réserve faunique, mais de la réserve faunique elle-même. Il nous faut peut-être faire une parenthèse à ce stade-ci.

Je lisais récemment une proposition d'une politique sur les espaces naturels du Québec qui a été émise en 1979 par le Conseil consultatif sur l'environnement. On disait: "Le problème auquel nous faisons face au Québec est que nous avons beaucoup trop d'intervenants pour ce qui est de la conservation de nos sites naturels". Nous avons beaucoup trop d'intervenants. On y citait les lois qui gèrent tous ces sites naturels: la Loi sur la qualité de l'environnement; la Loi sur les biens



culturels; la Loi sur les réserves écologiques; la Loi sur les parcs; la Loi sur la protection du territoire agricole; la Loi sur la conservation de la faune. Le ministre va ajouter un autre élément, soit une société d'État, parmi toutes les choses qu'il pourrait inventer. On va ajouter une autre société d'État, comme s'il disait que cela ajoutera quelque chose de positif à ce que nous voulons faire dans certains secteurs critiques, par exemple, les réserves fauniques.

Je lisais dans le même document, qui propose une politique d'ensemble sur la préservation de nos sites naturels, cette remarque, à la page 91, qui mérite d'être citée entièrement. On parle ici de l'absence d'un interlocuteur gouvernemental unique. On dit: "L'absence d'un seul interlocuteur au sein du gouvernement sur les espaces naturels contribue à ralentir les actions, à entraîner des mesures incohérentes et mène à une certaine inefficacité. C'est ainsi qu'aucun intervenant au niveau gouvernemental ne se préoccupe de développer une politique d'ensemble sur les espaces naturels du Québec, de mettre cette politique en place, de se donner les moyens légaux, financiers et techniques pour doter le Québec d'espaces naturels afin de préserver certains milieux environnementaux et satisfaire les besoins de la population en espaces de nature de qualité. Cette situation provoque la perte continuelle de sites d'une grande qualité environnementale ou oblige le gouvernement à devoir payer des sommes parfois fabuleuses pour certains sites ou espaces naturels qu'il veut maintenir ou protéger. De plus, cela entraîne occasionnellement la création d'espaces naturels au gré des pressions populaires. L'on perd alors de vue les véritables objectifs d'une politique en ce domaine". (16 heures)

Or, parmi la clientèle qu'a le ministère, les chasseurs, les pêcheurs, tous les gens qui aiment le plein air, si un consensus se faisait, ce serait vraiment ce que tous désirent. Je ne pense pas qu'il y ait un seul Québécois qui ne désire pas la conservation de nos milieux naturels, dont font partie les réserves fauniques et la faune et qui sont sous la responsabilité du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

Au lieu de pondre la loi 88 créant une société d'État qui s'ajoute à toutes celles qu'on crée en quantité, au jour le jour, comme des petits pâtés, au lieu d'ajouter une autre société d'État, est-ce que le ministre n'aurait pas fait un travail beaucoup plus positif et beaucoup plus valable pour le Québec en annonçant sa politique pour la protection de la faune? En fait, nous espérons que, dans la personne de ce nouveau ministre qui est plus à l'écoute des gens que ses collègues, on retrouverait enfin l'espoir qu'un jour on ait une politique

unifiée de la part du gouvernement du Parti québécois par rapport à la protection de la faune et des réserves fauniques et de tout ce patrimoine que nous voulons protéger. Nous espérons qu'au lieu d'une loi sur une société d'État concernant les établissements de plein air du Québec, loi qui ne sert à rien, qui ne va rien changer de fondamental, le ministère aurait accéléré ses travaux pour la protection des réserves fauniques et pour la conservation de la faune. Nous aurions espéré que le ministre convainque ses collègues, les ministres de l'Environnement et de l'Agriculture, de lui confier la gestion totale de la faune dans toute sa grandeur, dans toutes les réserves, dans toutes les frayères, qu'il a maintenant en principe sous son égide mais qui lui échappent dans les circonstances pratiques de tous les jours. C'est toujours la bagarre entre ces trois ministères.

On a vu encore tout à l'heure comment on a remblayé des frayères. Les journaux d'aujourd'hui en citaient un autre cas. Cela a été le lac Saint-Pierre; cela a été les battures de Kamouraska et maintenant, on assiste à un troisième cas déplorable... On n'a rien solutionné. Tout ce qu'on a fait, c'est qu'on a créé une société d'État pour des bebelles. On a dit: On va confier la gestion des pentes de ski du mont Sainte-Anne et des établissements de plein air à une société d'État et cela sera bien plus difficile d'interroger le ministre.

Mais, la chose qui est peut-être la plus importante dans cette loi, la chose sur laquelle nous devrions nous pencher par dessus tout, c'est la question des réserves fauniques. Comment, M. le ministre, avez-vous même pu penser à inclure dans cette loi les équipements de la réserve faunique? Même si vous ne donnez pas, dans la loi, un mandat explicite à la société sur la gestion des réserves fauniques, indirectement vous le lui donnez parce que vous lui refitez les équipements des réserves fauniques et que vous lui laissez la porte ouverte dans un domaine que vous devriez conserver par dessus tout.

Nous vous demandons, au lieu de mettre de l'avant cette loi 88, de prendre du recul et d'essayer de vous demander ce qui est important, aujourd'hui, pour le Québec. N'est-il pas plus important, plutôt que de travailler à une autre bebelles, à une autre société d'État, à une autre administration qui va nous coûter une fortune - 700 000 \$ ou à peu près comme on l'a vu pour toutes les sociétés d'État créées... Il faut un appareil administratif. Est-ce que c'est la solution que les Québécois cherchent? Mais non. La solution, c'est qu'un ministère se charge de la conservation des sites naturels. Le grand problème qui se pose - et dans toute la faune, on le retrouve - ce sont les plaines inondables de 20 ans. C'est cela qu'il faut

protéger. Nous espérons que ce sera vous qui irez les chercher et les protégerez parce que vous comprenez le milieu plus que le ministre de l'Environnement et certainement plus que le ministre de l'Agriculture qui ne veut rien savoir de tout cela.

Nous espérons que vous seriez le catalyseur qui irait écouter les gens, comme vous l'avez fait, mais qui mettrait ses politiques en pratique, qui ferait quelque chose pour apporter une solution au problème de la conservation de la faune. Qu'est-ce que vous avez fait? Vous vous êtes concentré sur quelque chose de secondaire et vous allez revenir plus tard, au printemps sur toute la question de la politique sur les réserves fauniques et la protection de la faune. Vous savez très bien qu'au printemps, cela n'arrivera jamais, parce qu'on sera presque à la veille d'une élection provinciale. Cela n'arrivera jamais. Au printemps, vous allez tenir une commission parlementaire pour écouter les gens encore une fois et vous ne mettrez rien en pratique parce qu'il ne restera plus de temps et que l'Assemblée nationale sera dissoute.

Ce que nous pensons fondamentalement, c'est que cette question est au coeur du débat, qu'elle devrait être débattue bien plus avant qu'une société d'État pour gérer des équipements de loisir et des équipements de ski. Si vous ne faites rien à ce sujet avec la société, cela va aller, on va continuer à faire des déficits mais cela ne changera rien au budget de 25 000 000 000 \$ du gouvernement. Ce qu'il faut faire c'est mieux gérer vos ministères, mieux les faire prospérer. Ce qui est critique aujourd'hui, c'est la protection de nos sites naturels et c'est la priorité et non votre projet de loi 88.

J'espère que vous saurez comprendre que ce n'est aucunement une solution. Mon collègue de Charlesbourg vous a donné maints exemples, depuis l'administration jusqu'au mandat, toute la question du personnel, des coûts additionnels que cela occasionnera au gouvernement pour démontrer que cela n'est pas une vraie solution, c'est une solution factice, c'est encore une fois une bebelles. C'est pourquoi je m'adresse à vous en toute sincérité et en toute objectivité. Je pense que vous avez su écouter jusqu'à présent, mais vous ne voulez pas ou ne pouvez pas le mettre en pratique parce que vous ne pouvez pas convaincre le Conseil des ministres qu'il faut un interlocuteur unique dans toute la question de la protection de la faune. C'est ça le grand défi.

Nous vous mettons presque au défi - un défi amical - d'aller convaincre le premier ministre, votre collègue de l'Environnement et surtout le ministre de l'Agriculture pour que toute cette faune, toutes ces réserves fauniques qui sont précieuses avant tout pour

notre patrimoine, soient protégées de façon constructive, qu'il y ait une politique globale qui n'attende pas des commissions parlementaires qui n'arriveront jamais parce que l'Assemblée nationale sera ajournée pour les élections. Une belle politique globale devrait être une priorité et non le projet de loi 88 que nous étudions ici.

Si quelque chose fait consensus parmi tous les clients de votre ministère, c'est bien la conservation. Peut-être même que votre ministère, au lieu de s'appeler le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, devrait s'appeler le ministère de la conservation parce que c'est ce qu'on essaie de faire. Que ce soient des sites de plein air, des sites récréatifs, des sites de loisir, chacun a sa vocation distincte. Si on ne regarde pas une politique d'ensemble qui permettra l'élaboration de différentes catégories où certains sites majeurs seront protégés à jamais pour l'avenir et pour les générations futures, on n'arrivera à rien. Tout cela sera tout à fait factice. Cela ajoutera une loi à plusieurs lois à la politique des sites naturels citée comme étant déjà un problème parce qu'on a trop de lois contradictoires qui sont gérées par des ministres qui voient la chose de leur propre façon.

Nous vous demandons donc, M. le ministre, surtout pour la question des habitats fauniques, de retirer les réserves fauniques de ce projet de loi 88 afin que quelque chose de positif soit fait. Même cela vicierait le projet de loi 88. Au lieu de faire adopter le projet de loi 88 nous vous demandons de regarder votre affaire avec beaucoup plus de recul, d'établir une politique d'ensemble, de la faire de façon prioritaire, de commencer aujourd'hui même à vous imposer aux ministres de l'Environnement et de l'Agriculture pour que, pour une fois depuis votre arrivée, nous ayons une politique compréhensible, une politique cohérente de la protection des sites naturels.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Roberval, adjoint parlementaire au ministre des Finances.

**M. Michel Gauthier**

**M. Gauthier:** Merci, M. le Président. J'écoute le débat depuis déjà un certain nombre de minutes et les membres de l'Opposition me font un peu pitié parce qu'ils n'ont pas l'air de savoir exactement de quoi ils parlent, ils n'ont pas l'air d'être branchés, au niveau de leur formation politique.

(16 h 10)

Tantôt il y en avait un qui nous disait: ce projet de loi, il faut l'abolir, il ne faut pas l'appuyer parce qu'il ne fait pas suffisamment confiance aux fonctionnaires.

Tantôt un autre parlait d'à peu près n'importe quoi sauf de ce qu'il y a d'inclus dans ce projet de loi. On essaie, de ce côté-ci - je les écoutais, parce que je savais que je devais faire une réponse - de trouver un lien dans tout cela, de voir quelle était la cohérence des gens de l'Opposition dans leurs discours sur le projet de loi 88 qui constitue, qui crée la Société des établissements de plein air du Québec.

Si on veut en parler de façon intelligente et rationnelle, il faudrait peut-être se rappeler dans quel contexte le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche en est arrivé à nous proposer ce projet de loi. Je me souviens, quand je suis entré comme député en cette Chambre, qu'on avait fait, en compagnie du ministre à l'époque, le tour des équipements dont le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche avait la responsabilité. On s'était mis à regarder cela. Tantôt c'était un golf, dans Bonaventure, je pense; tantôt c'était une piscine à Gaspé; tantôt c'était l'auberge Aigremont dans le parc de Chibougamau; tantôt c'était un camping en plein milieu d'un champ je ne sais trop où. On avait un ensemble d'équipements tout à fait disparates. Il y avait de ces équipements, d'ailleurs, qui avaient comme parrain un M. Simard, à l'époque, beau-frère du chef du Parti libéral, M. Bourassa, qui avait, en tant que ministre, je ne dirai pas dilapidé les fonds publics, mais utilisé à des fins pour le moins douteuses les fonds publics pour faire des équipements afin de faire plaisir à des amis, je ne sais trop, afin de faire des récompenses politiques.

Je ne sais trop exactement quelle était sa motivation. Toujours est-il qu'on avait toutes sortes d'équipements. Le ministre, dans un premier temps, a commencé à évaluer quels étaient les équipements non opérables, qui n'avaient plus leur raison d'être. Dans mon comté de Roberval, il y avait l'auberge Aigremont qu'on a simplement décidé de fermer parce que cela coûtait, à l'époque, 400 000 \$ par année aux citoyens. Cela n'avait pas tellement d'utilité reconnue, si bien qu'après quelques années de non-fonctionnement de cet équipement, les gens ont réalisé que c'étaient là des fonds publics mal investis. Il y a eu, dans un premier temps, un déblayage de certains équipements qui n'étaient pas nécessaires, qui n'étaient plus à propos ou qui auraient demandé des investissements tellement importants qu'il aurait fallu investir des deniers publics à une époque où ils se faisaient plus rares.

Dans un deuxième temps, le ministre a examiné l'ensemble des équipements qu'il restait au ministère. Je pense qu'il a considéré sage - c'est une décision qui s'avère, en tout cas jusqu'à présent, intéressante - de confier ces équipements à

des organismes du milieu, de les offrir au dynamisme des gens de chez nous, dans les différents comtés, pour les administrer à l'avantage des citoyens du coin et selon un mode de fonctionnement qui leur plaise. C'est ainsi que certains campings ont été confiés à des groupes locaux. Aujourd'hui, s'étant dégraissé d'un certain nombre d'équipements non utilisables ou encore d'équipements qui répondent mieux à leur vocation s'ils sont administrés par des gens du milieu, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dans une troisième phase, nous présente le projet de loi 88 et mentionne qu'il y a un autre type d'équipement qui a avantage - un avantage certain - à être administré par une société d'État, à être sorti du ministère et à être confié, à cause de son caractère, je dirais, paracommercial, à une société qui, par sa structure même, serait plus appropriée, serait mieux placée pour en faire une gestion correcte et cohérente.

J'écoutais ce que le député de Sainte-Anne disait tantôt. Il nous parlait de motivation des fonctionnaires. Il a essayé d'accuser le ministre en disant: Écoutez! M. le ministre, vous deviez faire confiance à vos fonctionnaires; donnez-leur des cours; faites-leur administrer ces équipements. M. le Président, il y a quelque chose qu'il n'a pas compris et cela me surprend. Cela me surprend peut-être moins de lui, mais après trois ans et demi dans ce Parlement à s'intéresser, comme il le fait de façon très assidue et très régulière aux différentes commissions parlementaires, principalement celle qui traite de l'administration. Il devrait savoir que, lorsqu'un ministère agit dans une activité quelconque qui génère des revenus, la Loi sur l'administration financière fait en sorte que ce ministère ne peut pas garder ces revenus. Voilà un élément qui plaide nettement en faveur d'une société d'État pour gérer les équipements. C'est bien beau parler, comme le député de Sainte-Anne le faisait, sur la motivation des fonctionnaires, mais quelle est la motivation du gérant d'un établissement si les revenus qu'il génère dans son établissement, par sa compétence et par la qualité du service qu'il donne, sont versés au fonds consolidé de la province?

La Loi sur l'administration financière ne permet pas, que le député de Sainte-Anne le sache, de garder ces fonds pour les réinvestir sur place. Je pense bien que les citoyens qui nous écoutent ont compris, eux, que ce n'est pas très motivant pour des fonctionnaires qui gèrent un établissement quelconque de voir les fonds générés versés au fonds consolidé. Ils doivent se contenter d'un budget annuel plutôt standard qui leur est donné à l'occasion du budget du ministère concerné. Je pense que toute l'argumentation des 20 minutes du député de Sainte-Anne qui plaidait en faveur de la

motivation des fonctionnaires, elle ne vaut pas. M. le député de Sainte-Anne, ce n'est pas parce que les fonctionnaires ne sont pas compétents qu'on fait une société d'État. Ce n'est pas parce qu'on ne veut pas les motiver, M. le député de Sainte-Anne. Au contraire, c'est parce qu'on veut faire en sorte que les fonctionnaires du Québec qui accepteront, parce qu'on leur aura offert un transfert avec privilèges et avantages, d'aller dans une société plus souple, plus dynamique, mieux adaptée à la nature même de l'activité qu'ils gèrent soient extrêmement motivés, qu'ils puissent percevoir le fruit des efforts qu'ils mettent à donner des services à une clientèle et qu'ils puissent réinvestir - avec l'assentiment du conseil d'administration, cela va de soi - ces sommes dans l'amélioration de l'équipement, dans des priorités qui leur semblent importantes pour donner encore et toujours de meilleurs services à la population du Québec. J'espère qu'on n'entendra plus, de l'autre côté, des interventions aussi fausses de députés qui ne semblent pas connaître l'ABC de l'administration financière d'un gouvernement.

On a parlé, également, des liens. On a dit: Il ne faut pas créer une société d'État parce que dans une société d'État les citoyens n'ont pas suffisamment de liens avec cette société. Chaque fois dans cette Chambre que les gens d'en face se sont levés, c'était pour nous dire, dès qu'il y a une intervention d'ordre politique quelque part, que c'est du patronage, c'est une intervention politique. Il ne doit pas y avoir d'intervention politique. On doit permettre une gestion objective des fonds publics. On doit permettre une gestion objective des équipements publics. C'est curieux. Là on arrive avec un mécanisme qui va permettre une gestion motivante et objective des équipements publics et le député de Sainte-Anne nous dit: Il n'y aura pas assez de liens entre les citoyens et cette société d'État. Il parlait, très probablement, du lien politique. Le député de Sainte-Anne nous a dit: Il n'y aura pas suffisamment d'interventions politiques dans l'administration de ces équipements qui seront confiés à la société d'État. Il faudrait qu'ils se branchent! Ou bien ils souhaitent les interventions politiques régulièrement dans l'ensemble des activités de gestion de ces équipements, ou bien ils souhaitent une gestion objective, une gestion dépolitisée de ces équipements. Ils ne peuvent pas plaider en même temps pour l'un et pour l'autre. Il va falloir qu'ils se branchent. C'est ce qu'on leur demande. C'est probablement ce que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche va leur demander de faire. Il va falloir qu'ils se branchent. On veut savoir ce qu'ils pensent. On veut savoir ce qui les motive fondamentalement. Est-ce une obstruction

pour le plaisir d'en faire? Est-ce que cela repose sur des principes d'une certaine logique administrative? Jusqu'à présent, je vous avoue qu'ils n'ont pas démontré, pas l'ombre d'un instant, cette logique administrative.

(16 h 20)

M. le Président, cette société poursuit, cela va de soi, des buts auxquels on doit être très attentif. Cette société va exploiter et, dans un deuxième temps, développer ces équipements qui donnent des services à la population. Ce sont là des buts extrêmement louables en soi et qui présentent aussi, tout en les poursuivant, des avantages certains.

M. le Président, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, comme on le connaît, ne vient pas devant cette Chambre pour présenter un projet de loi auquel il n'y aurait pas d'avantages. Le ministre a parlé dans son discours du début d'une gestion plus souple; il a parlé d'une gestion plus appropriée à la nature même de l'activité de l'établissement qui sera géré par la société. On ne gère pas nécessairement, M. le Président, un établissement de ce type de la même façon qu'on va gérer un programme de subventions à des fédérations ou à des organismes de loisirs. On doit donner un système, et c'est cela la compétence, c'est cela que les gens du Québec veulent de leur gouvernement. Ils veulent que chacun des ministres, selon la situation, selon la problématique, présente des ajustements de gestion qui font en sorte que la gestion la plus appropriée soit mise en place pour l'équipement en question. Ce que les citoyens du Québec veulent, ce n'est pas une recette miracle, il n'en existe pas. Ils veulent que, pour chacun des dossiers, le gouvernement, le Conseil des ministres s'assoie et discute de la façon la plus appropriée de gérer ces équipements. C'est ce qui arrive dans le cas du projet de loi 88. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dans la perspective d'une amélioration de la gestion de tous ces équipements, tantôt en a fait disparaître, tantôt en a confié à l'administration éclairée du milieu et tantôt en confiera un certain nombre à la gestion d'une société d'État.

M. le Président, on se scandalise... Bon! Une société d'État ne répond pas à ci ou à ça. Mais quand on a créé la Société immobilière du Québec, on était d'accord de l'autre côté. On trouvait que cela avait du bon sens. Tantôt cela avait du bon sens, maintenant cela n'en a pas. Il faut regarder les dossiers dans leur ensemble. Il faut apporter à un même problème une même solution. Il faut apporter à des problèmes différents des solutions différentes. Il nous apparaît que dans la gestion des équipements qui sont mentionnés ici, la formule de la société d'État présente des avantages qui font d'elle la meilleure solution. Une gestion

souple, une réduction possible des coûts d'exploitation, parce que les fonctionnaires responsables seront motivés. Ils sauront qu'il ont les revenus générés; ils sauront où faire les investissements. Bref, cela sera possiblement et très probablement une gestion plus souple, moins coûteuse, donc mieux adaptée au type d'activités qu'on fait dans ces établissements.

Enfin, M. le Président, la société pourra exploiter de façon bien meilleure le potentiel commercial de ces activités parce que ce sont des activités, je le rappelle, à caractère commercial ou paracommercial.

M. le Président, ce projet de loi présenté par le ministre se fait - et là je rejoindrais le député de Sainte-Anne s'il ne se faisait pas ainsi - dans le plus grand respect des employés du ministère concerné. Personne de ce côté de la Chambre n'a l'intention un seul instant de bousculer quelque fonctionnaire que ce soit. Au contraire, on a prévu des protocoles d'intégration. Les employés ont été associés depuis le tout début au processus de création de cette nouvelle société. Ils sentent qu'ils ont leur place dans cette nouvelle société. Ils savent quels sont les défis qui leur seront proposés et ils sont intéressés à relever ces mêmes défis. M. le Président, quand un projet de loi apporte une solution appropriée à un problème donné, quand une solution s'inscrit dans la logique administrative d'un gouvernement clairvoyant et qui administre consciencieusement les deniers et les équipements publics, quand un projet de loi présente des avantages de souplesse, d'économie et de dynamisme qui seront les caractéristiques de la nouvelle société de gestion, quand, en plus, ce projet de loi rend heureux, rend contents de participer enfin, de façon déterminante, aux orientations des différents établissements et quand un projet de loi rend les employés conscients de cela, on ne peut pas faire autrement, lorsqu'on est un tant soit peu logique et objectif, que de souscrire à une telle démarche et de féliciter le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche de la détermination avec laquelle il a conduit ce dossier depuis le début. C'est pour cette raison qu'avec un très grand plaisir, je voterai pour le projet de loi. Merci.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Saguenay.

**M. Ghislain Maltais**

**M. Maltais:** Merci, M. le Président. Le député de Roberval est sans doute en campagne électorale ou cela chauffe terriblement dans son comté.

Le député de Roberval vient de faire une démonstration tout à fait cocasse de la façon dont le Parti québécois et le parti

ministériel traitent la population du Québec. Comment peut-il venir affirmer en cette Chambre qu'ils vont traiter les fonctionnaires d'une façon juste et équitable, alors qu'il y a à peine un an et demi, ils ont déchiré leur convention collective et leur ont enlevé 20% de leur salaire? Comment vont-ils faire accroire à la population du Québec qu'ils vont respecter leurs aspirations, alors qu'ils ne respectent même pas l'article 1 de leur programme, l'indépendance du Québec? Alors qu'ils ne se respectent même pas entre eux, ils vont faire accroire au reste de la population du Québec qu'ils vont venir les respecter, eux. M. le Président, je sais que ce n'est pas là le débat. Je m'en tiendrai donc à ces remarques.

Je pense que le Parti libéral veut faire une étude exhaustive du projet de loi, une étude en profondeur. Tout à l'heure, le député de Roberval disait qu'il n'était rien sorti des intervenants de ce côté-ci. Mais il aurait bien dû écouter le député de Groulx, parce qu'il a mêlé la morue de Fort-Prével... D'ailleurs, mon collègue de Gaspé a été très surpris de voir de la morue là-dedans, moi aussi et tout le monde. C'est dire que certains intervenants du côté ministériel n'ont même pas lu le projet de loi et ils voudraient qu'on s'embarque actuellement derrière ce projet de loi.

M. le Président, j'aimerais d'abord rétablir certains faits. J'ai l'honneur de représenter une région qui est très riche au Québec au niveau des équipements de loisir, chasse et pêche et au niveau de la faune. Nous avons eu des problèmes majeurs dans notre comté, surtout au cours de la période de 1976 à 1982 et vous savez pourquoi. Nous avions à ce moment-là l'ex-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. C'était un homme à problème. Déjà, avec le ministre actuel, c'est une amélioration. Il faut le dire. L'Opposition peut être négative, mais elle doit aussi être positive et on le dit, à l'heure actuelle. Cependant, l'article 18 de ce projet de loi jette une crainte fondamentale sur l'ensemble des Québécois et des Québécoises. Pourquoi? Parce qu'à l'heure actuelle, à l'intérieur du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, la responsabilité immense qu'a le ministre de protéger l'ensemble de nos équipements, de les mettre au service de la population québécoise, de protéger notre héritage national dans le domaine faunique, c'est mis en péril, non pas par le ministre et son projet de loi, mais bien par la politique du gouvernement actuel. On n'a qu'à regarder ce qui arrive avec la protection des marais. C'est un exemple bien concret.

(16 h 30)

Alors que le ministre avait assuré cette Chambre que rien ne serait fait pour détruire les marais - on en a justement un sur la Côte-Nord - le ministre de

l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a écrasé son homologue du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour assécher ce marais. Je pense que ce n'est pas avec le projet de loi actuel qu'on va retrouver une garantie pour l'ensemble de la population québécoise à savoir que d'autres ministères n'interviendront pas suffisamment dans cette future société d'État pour écraser ce qui reste de l'héritage collectif aux Québécois. C'est pourquoi on s'oppose au projet de loi. L'article 18 du projet de loi enlève au ministère, à toutes fins utiles, des véritables pouvoirs que le ministre a présentement; c'est-à-dire de conserver ces équipements et cette faune.

Je pense que, lorsqu'on se pose la question de savoir pourquoi une nouvelle société d'État, on pourrait dire: Écoutez, on a bien eu la Société nationale de l'amiante qui n'a pas été un succès. D'abord, lorsqu'on crée une société d'État, il faut avant tout s'assurer que cela correspond à un besoin de la population. Comment peut-on comprendre en cette Chambre que c'est un besoin de la population? Je comprends que le ministre a consulté beaucoup de gens, plusieurs intervenants. Mais, de toute façon, que ce soit une société d'État ou un ministère, le tout relève du gouvernement.

À l'heure actuelle, aucune garantie ne nous est donnée, par ce projet de loi, que cela va mieux fonctionner. Pourquoi cela fonctionnerait-il mieux? Est-ce que les fonctionnaires actuels ne sont pas capables de s'occuper de cette gestion? Est-ce qu'on veut nous dire qu'ils sont incompetents et qu'en les transférant dans une société d'État, ils vont devenir beaucoup plus brillants qu'ils le sont aujourd'hui et qu'ils vont faire de l'argent? Il y a quelque chose qui ne fonctionne pas quelque part.

Alors qu'on nous dit qu'on va transférer des équipements, des parcs, des ceci et des cela à l'intérieur d'une société d'État, dont douze au moins sont déjà déficitaires, comment voulez-vous que cette nouvelle société ait des dividendes à la fin de l'année? Or, on sait qu'il y a des équipements rentables au Québec - on n'en nommera pas mais on pourrait en citer plusieurs - au plan des aménagements de loisirs mais, par contre, on sait aussi qu'il y en a qui sont déficitaires. Si on met tout cela dans le même chaudron, on arrivera encore une fois, à la fin de l'année, avec une société d'État déficitaire. Lorsqu'une société d'État est déficitaire, que fait-elle? Elle va voir son ministre responsable qui, lui, va voir le ministre des Finances et le président du Conseil du trésor pour éponger la dette. Mais pourquoi faire tout ce tralala, tout ce chemin? Je pense qu'il faut être logique.

S'il y a actuellement des équipements déficitaires à l'intérieur du ministère du

Loisir, de la Chasse et de la Pêche, cherchons-en les raisons au lieu de créer une société d'État. Cherchons un moyen de combler ces déficits, de rendre les équipements rentables, au lieu de créer une société d'État qui, elle, ne les rendra pas nécessairement rentables. Rien ne garantit cela à la population dans le projet de loi.

On pourrait parler longtemps des parcs, et particulièrement du parc Saguenay. On lit des articles parus dans les journaux de la province qui sont écrits par des députés de l'Assemblée nationale - je voudrais vous en citer un - par exemple, un article du Quotidien, du 6 novembre 1984: "Le député de Dubuc à l'Assemblée nationale est d'avis que le dossier du parc Saguenay progresse de façon intéressante - je vais revenir là-dessus - depuis l'élection du gouvernement conservateur à Ottawa". Écoutez bien cela. "Il trouve déplorable que des interventions de part et d'autre des fonctionnaires viennent jeter de l'huile sur le feu". Cela ne correspond pas au député de Roberval qui disait de faire confiance, que les fonctionnaires étaient beaux, fins, brillants et intelligents. Là, il vient de dire que ce sont des hypocrites, des imbéciles. Écoutez, il faudrait quand même, dans ce gouvernement, avoir un seul langage. Comment voulez-vous qu'on vous croie? Comment voulez-vous que la population vous croie, alors que pas un ne dit la même chose? On sait que c'est devenu une pratique courante dans le gouvernement actuel de ne jamais dire la même chose.

On est passé de séparatiste à souverainiste, à fédéraliste. Il ne reste plus que l'anarchisme, M. le Président. Je pense que lorsqu'on tient des langages pareils, ce n'est pas pour rassurer les fonctionnaires du parc du Mont-Saint-Anne, ce n'est pas pour rassurer les fonctionnaires d'autres endroits au Québec. Ceux-ci ont exprimé leur inquiétude à savoir, après avoir consacré quinze ou vingt ans de leur vie à mettre le Québec sur la carte au plan de certains équipements, au plan de certaines publicités nationales et internationales, pourquoi a-t-on le droit aujourd'hui, comme gouvernement, de laisser planer de l'inquiétude chez ces employés et dans leur famille. Est-ce que le gouvernement n'a pas une responsabilité sociale envers ces personnes? C'est à lui de l'exercer présentement non pas en semant l'inquiétude et en terrorisant ces fonctionnaires comme l'ont fait certains députés du gouvernement par leurs propos incendiaires. Ce n'est pas de cette façon qu'on va rassurer les fonctionnaires. Rien dans le projet de loi ne nous garantit qu'ils seront traités d'une façon efficace et honnête. Ce n'est pas le ministre lui-même qui agit de cette façon, mais bien les porte-parole des haut-parleurs du gouvernement. La population du Québec en a par-dessus la tête de ces haut-parleurs qui, souvent, sèment la

zizanie dans la population et parmi ceux qui la servent.

Je faisais référence tout à l'heure au parc Saguenay. Depuis 1973 qu'on parle du parc Saguenay et je me souviens de la bataille qu'avait menée le Parti québécois dans l'Opposition à cette époque en disant que jamais le gouvernement fédéral ne mettrait les pieds dans le parc Saguenay. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et ex-député de Saguenay à l'époque avait fait une bataille rangée là-dessus. Lorsqu'il est devenu ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, il n'a jamais voulu signer l'entente Québec-Canada pour permettre la réalisation du parc Saguenay. Dans son édition de samedi dernier, Le Quotidien affirme, entre autres, que "le Québec refuse l'offre de Brian Mulroney relative à la signature d'un bail emphytéotique." Plus loin, on lit une déclaration du ministre de la Justice: "Le fédéral a beau investir autant qu'il voudra dans le parc Saguenay, il est le bienvenu." Comment voulez-vous que la population s'y retrouve.

C'est tellement devenu une propriété du caucus du Parti québécois dans le Saguenay qu'on est en train de faire croire à la population que la rivière Saguenay a juste un côté. Imaginez qu'une rivière qui coule a un côté nord et un côté sud ou un côté ouest et un côté est, selon l'endroit où on se place. Actuellement, tout est fait en fonction du côté sud et rien en fonction du côté nord. Pourtant, le Saguenay a deux rives. Lorsque les députés du Parti québécois viennent affirmer des choses dans les journaux, je pense que la population de l'autre rive se demande si elle existe encore. Ce n'est pas de cette façon qu'on devrait faire une approche globale de la population pour permettre enfin une exploitation saine du parc Saguenay.

J'ai parlé tout à l'heure de l'article 18. Je pense que le ministre délègue ses pouvoirs d'une façon extraordinaire et je ne suis pas sûr qu'il a le droit de les déléguer. Est-ce qu'on a le droit de déléguer à une société d'État l'ensemble de nos responsabilités vis-à-vis d'une population? Surtout lorsqu'on regarde la façon dont le ministre a été traité par son collègue, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation? Rien ne nous garantit dans cette loi qu'un autre ministère ne viendra pas prendre autorité ou encore contrecarrer certains plans de progrès, d'assainissement de ces équipements. Lorsqu'on voit comment le ministre de l'Agriculture a traité le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche dans le cas de certaines réserves fauniques, on se demande si ce projet de loi ne devrait pas inclure un amendement qui exclurait l'intrusion d'autres ministres dans cette société d'État. À l'heure actuelle...

**M. Polak:** Y inclus Parizeau.

**M. Maltais:** Y inclus le ministre des Finances. Vous avez raison, mon collègue de Sainte-Anne. À l'heure actuelle, rien ne permet à la population d'avoir un contrôle là-dessus. C'est bien beau de dire qu'une société d'État appartient à l'ensemble des Québécois; je le concède. Mais pensez donc au pauvre petit citoyen qui est pris avec une facture trop élevée d'Hydro-Québec. Comment ce gars-là va-t-il pouvoir se faire entendre quelque part? Imaginez un utilisateur de ces équipements qui n'est pas content, qui a été mal servi, comment voulez-vous qu'il se fasse entendre des élus? C'est retourner aux calendes grecques les plaintes des citoyens. Je pense qu'un gouvernement n'a pas le droit d'esquiver ses responsabilités de cette façon. L'individu qui sera lésé dans ses droits devra retourner auprès de la société d'État, auprès du président et lorsqu'on connaît tous les délais insupportables que doit supporter la population pour atteindre ces personnes-là, les gens se découragent souvent.  
(16 h 40)

À l'heure actuelle il y a un ministre élu politiquement qui est responsable du dossier. Si les citoyens trouvent qu'il ne fait pas son job adéquatement, ils viendront lui dire, soit à son bureau de comté ou par la voix de l'Opposition. Les citoyens ont une façon logique et démocratique de se faire entendre qu'on veut leur enlever. C'est pour ça qu'on devrait regarder de plus près le projet de loi 88. Que le ministre se penche sur ces points-là qui ne sont pas destructifs. Ce sont des garanties qu'on demande au ministre, garanties auxquelles la population a droit. Si la population ne veut pas être lésée, il faut que le ministre apporte des amendements ou modifie son projet de loi en conséquence.

Il est grand temps que la population conserve des droits acquis et le droit de revendiquer, le droit de dire qu'elle n'a pas été satisfaite par certains équipements. Je pense que le projet de loi actuel ne garantit pas ça.

Tout à l'heure le député de Roberval disait, dans son discours: Ça vous choque parce que les personnes qui seront là ne seront pas des personnes politiques. À moins du contraire, il est bien indiqué dans un article du projet de loi que c'est le ministre lui-même, qui est un homme politique, qui nommera le président et les membres du conseil d'administration. Que je sache il n'y aura pas beaucoup de libéraux dans la gang.

Que ce soit la population qui ait le droit de faire de la politique comparativement à un gouvernement ou un ministre, je pense que la population prime d'abord et que ce n'est pas de cette façon-là qu'on garantit toute cette pureté et cette

virginité. Je pense que le député de Roberval aurait dû lire son projet de loi avant de venir ici.

En concluant, je pense qu'on devra, au cours des prochaines semaines, avant que ce projet de loi devienne loi, se rappeler qu'en allant trop vite avec des projets de loi, avec des sociétés d'État, on crée des conflits qui sont irréparables. On n'a qu'à penser aux ZEC, la création de l'ex-ministre du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, M. Duhaime, alors qu'on constate, après huit ans, le désastre faunique qui a été fait par la création des ZEC. Personne n'en veut plus malheureusement au Québec et nos ressources ont diminué d'autant. Nos ressources sont devenues pires qu'à l'époque où il y avait du braconnage dans ces ZEC.

Je pense que comme le gouvernement a des responsabilités vis-à-vis l'ensemble de la population, l'Opposition en a aussi vis-à-vis la population et c'est par des interventions plus que très justes pour faire réfléchir le ministre et non pas faire de la petite politique de basse-cour qu'on pourra améliorer un projet de loi. C'est donc de cette façon-là que le Parti libéral traitera le projet de loi 88. Merci beaucoup.

**Une voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Rousseau.

**M. Blouin:** Il s'agit simplement d'une question de règlement en vertu de l'article 206. Est-ce que le député de Saguenay me permettrait de lui poser une question?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Acceptez-vous, M. le député?

**M. Maltais:** Oui.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député accepte.

**M. Blouin:** Le député de Saguenay, un peu comme le député de Sainte-Anne, a prétendu que nous n'avions pas lu le projet de loi. Il a dit que ce projet de loi s'attaquait directement à la protection des employés. La question est la suivante: Je lui demande s'il a lu les articles 39 à 45 du projet de loi et particulièrement les articles 42 et 45 qui touchent la permanence d'emploi, les conditions de travail et qui accorde à cet égard une protection complète aux employés de la nouvelle société?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Saguenay.

**M. Maltais:** Il me fait plaisir de répondre au député de Rousseau parce que le problème des occasionnels est un problème

particulier à l'intérieur de la fonction publique à l'intérieur d'une société d'État. Si le député de Rousseau avait lu le mémoire que le syndicat nous a remis, il y aurait trouvé la réponse.

**M. Polak:** C'est ça.

**M. Maltais:** L'Opposition, elle, l'a lu.

**M. Polak:** C'est bien ça.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Berthier.

**M. Albert Houde**

**M. Houde:** Merci, M. le Président. Nous sommes ici encore aujourd'hui pour étudier un projet de loi concernant encore une société d'État.

Le projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, a pour objectif de créer une société d'État dont le mandat sera de gérer des établissements, biens, meubles et équipements qui relèvent actuellement de la responsabilité du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Dans un premier temps, ce seront les équipements indiqués à l'annexe 1 du projet de loi 88 qui tomberont sous la gestion de l'administration de la Société des établissements de plein air du Québec, soit les équipements et terrains de camping, de golf, de ski alpin et de randonnée du parc du Mont-Sainte-Anne, les terrains et équipements de camping d'Amqui, de Côte-Sainte-Catherine, de Kénogami, de Stoneham, des Voltigeurs, de Baie-de-Percé, de Côteau-Landing, de Pointe-des-Cascades et de Fort Témiscamingue, les terrains et les équipements de l'auberge et du golf de Fort-Prével, de même que les terrains de la réserve faunique de l'île d'Anticosti et ceux du Domaine dans la réserve faunique de La Vérendrye. Pour le moment, ce sont quatorze organismes qui seront sous la responsabilité de la société, et ce n'est pas fini.

En 1986, on prévoit que certains gîtes de quelques réserves fauniques passeront sous la juridiction de la société. En 1987, ce sera possiblement le zoo, l'Aquarium de Québec et la station de ski de Petite-Rivière-Saint-François, puis, en 1988, on prévoit que certains pavillons et camps de chasse et de pêche, des chalets, etc., dans les parcs provinciaux et les réserves fauniques du Québec, passeront de l'administration du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche aux mains de la nouvelle société d'État.

Comme le disait André A. Bellemare, dans la revue "Sentier, Chasse-Pêche" de juillet dernier: "Est-ce à ce dire que, dans



cinq ans d'ici, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche n'existera plus comme tel? On peut entretenir des craintes à ce sujet quand on se souvient de la disparition du ministère des Travaux publics, remplacé par une société d'État, la Société immobilière du Québec, et du ministère de la Fonction publique. Le MLCP deviendrait alors le fameux ministère du Loisir dont l'actuel gouvernement péquiste rêve tant et dont il a tant parlé depuis quelques années. Au diable les activités de chasse et de pêche!"

Mais, M. le Président, où est la transparence de la gestion gouvernementale à travers le nombre incalculable de sociétés? Comment la population du Québec peut-elle juger de la bonne administration par ces sociétés des équipements qui lui appartiennent? Les députés, les ministres, le gouvernement comme tel répondent directement de la population. Ils sont les représentants qu'elle a choisis. La population juge des actes posés, des décisions rendues par un ministre, un gouvernement. Elle peut les critiquer ouvertement si cela est nécessaire. À la différence des représentants du peuple, les sociétés, leurs administrateurs et leur président n'ont pas ce lien direct avec la population. Leurs gestes sont beaucoup moins ouverts. Enfin, la population ne sait pas trop ce qui se passe dans ces nombreuses sociétés d'État. Elle ne peut juger ou, du moins, peut juger beaucoup plus difficilement les actes et les décisions prises par les dirigeants de ces sociétés. N'est-ce pas là un manque de transparence?

M. le Président, il faut se l'avouer, en créant cette société d'État, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche s'enlève un lourd poids financier. Il se débarrasse d'équipements qui ne sont pas rentables en grande majorité puisque douze des quatorze équipements ou immeubles mentionnés à l'annexe I du projet de loi 88 sont déficitaires. En fait, seuls le parc de Mont-Sainte-Anne et le camping de Baie-de-Percé génèrent des profits. N'est-ce pas là, pour le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, faire aveu d'impuissance sur le plan administratif?

Je citerai à nouveau M. André A. Bellemare: En confiant ces établissements commerciaux à une société d'État, le gouvernement du Québec et le MLCP se débarrassent, d'autre part, d'un maudit paquet de problèmes. En effet, la clientèle des utilisateurs ne pourra plus chialer auprès des politiciens pour obtenir ce qu'elle désire. Il faudra que les clients fassent leurs représentations et soumettent leurs doléances aux dirigeants de la nouvelle société d'État, assez hermétique, vous le comprendrez. Pensez seulement au contrôle que les citoyens du Québec peuvent exercer sur la société d'État hydroélectrique, qui leur appartient pourtant et qui leur coûte très

cher. Évidemment, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, malgré la soi-disant transparence de l'actuel gouvernement provincial au pouvoir, liquide discrètement ses équipements et établissements sans qu'on ait largement consulté la population à ce sujet. (16 h 50)

Le gouvernement, par cette nouvelle créature d'État, ne répond plus aux attentes de la population. Il se décharge de ses responsabilités. Même si les députés ministériels et les ministres diront que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche demeure responsable de l'application du projet de loi 88, il ne faut pas s'illusionner, cette société aura toute la latitude, toute l'autonomie désirée comme une entreprise privée. Il y a de fortes chances que le ministre ne saura même pas ce qui se passe dans sa société. En créant cette société, le gouvernement fabrique de toutes pièces un nouveau palier administratif, la responsabilité gouvernementale se dilue à travers les organismes gouvernementaux, que ce soit une régie, une société ou autres. Pour l'Opposition, cela nous apparaît difficile d'appuyer une telle initiative du gouvernement. Comme le disait Roger Bellefeuille, journaliste du quotidien *Le Soleil*, quelle rationalité administrative et budgétaire incite ainsi le ministre Chevrete à refiler à une société d'État, une autre, la gestion de ces fragiles lieux sur le plan économique?

Le parrain du projet de loi y voit un souci de rentabiliser l'exploitation de ces établissements en les calquant sur le modèle de l'entreprise privée. Il serait illogique de penser qu'uniquement en passant l'administration et la gestion de certains équipements de plein air des mains du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, à une société leur situation financière va devenir tout à coup en bonne santé. Si c'est le cas, à ce moment on peut se demander ce que la valeur du ministre, en tant que gestionnaire et administrateur, vaut. L'Opposition a raison de s'inquiéter si cette société d'État, pour devenir rentable d'ici à quelques années, risque d'agir aux dépens de la population du Québec. A moins que le ministre ait été un très mauvais administrateur et que par la simple bonne gestion des dirigeants de la société, ces équipements deviennent rentables.

La société n'aura que deux moyens pour la rendre rentable soit en augmentant les coûts pour utilisation des services, ou encore, en diminuant les services touchés par ce projet de loi 88. Dans les deux cas, cependant, la population du Québec sera pénalisée. Elle sera la grande victime des actes posés par la société. Lors du colloque de la MRC de Joliette qui se déroulait à Lanoraie et où le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche était conférencier

invité, le ministre avouait dans le journal *L'Action*, du mardi, le 25 septembre 1984 - quand je parle du journal *L'Action*, c'est le journal local de notre région: "On ne peut continuer à payer des structures dites technocratiques quand on n'a pas d'argent pour le développement."

Il ajoutait que c'est le dilemme auquel fait face son ministère au niveau du loisir et de l'offre touristique. Par le fait même, le ministre démontrait son incapacité de gérer. Il avouait que mieux valait se débarrasser de ces structures, donc, de ses responsabilités quand on n'a plus d'argent. Mais à qui la faute s'il n'a plus d'argent pour le développement, sinon au gouvernement du Parti québécois? Lorsqu'on analyse l'article 18 du projet de loi 88 qui touche les objets et les pouvoirs de cette société, on s'aperçoit qu'on donne à la société d'immenses pouvoirs dont entre autres celui de vendre, aliéner, céder par bail ou autrement, ou donner en garantie tous les biens meubles ou immeubles de même que tous les droits dont elle dispose. C'est donc dire que des équipements appartenant au gouvernement, donc, par le fait même à la population québécoise, seraient susceptibles de passer à l'entreprise privée. Ici, dans ce projet de loi, on ne parle pas de l'activité industrielle, commerciale ou autre, mais bien de loisir, de réserve faunique, donc de gestion faunique. Touchant particulièrement les réserves fauniques, n'est-ce pas là un danger de voir prendre notre patrimoine faunique? Comment le Parti libéral du Québec pourrait-il entériner un tel geste, un tel acte?

M. le Président, en conclusion, l'Opposition ne peut suivre le gouvernement dans cette initiative de vouloir se débarrasser de ses responsabilités de premier administrateur. En voulant passer ces équipements du gouvernement aux mains d'une société, il démontre qu'il y a faille au niveau de son administration. Pour le Parti libéral du Québec, il est impensable de croire que, par un simple ajout sur le plan de la lourdeur administrative, on réglerait les problèmes de rentabilité de ces équipements. Enfin, on ne fera que rendre plus opaques les gestes et décisions du gouvernement aux yeux de la population. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le leader adjoint du gouvernement et député de Rousseau.

#### M. René Blouin

**M. Blouin:** M. le Président, j'ai écouté le député de Berthier; il n'est pas toujours facile à suivre. Cette fois, j'ai cru percevoir dans les éléments de son discours qu'il s'opposait à la création d'une société d'État

pour gérer des biens immobiliers et que le Parti libéral, a-t-il dit, - j'ai cru comprendre qu'il était le porte-parole officiel ou un de ceux-là du Parti libéral du Québec - s'opposait à la création d'une société d'État pour gérer des biens immobiliers. Ce que je m'explique mal - et j'aimerais obtenir une réponse de la part du Parti libéral - c'est qu'il y a à peine quelques mois, il félicitait le gouvernement de poser un geste en tous points identique qui était celui de créer la Société immobilière du Québec qui administrerait dorénavant les biens immobiliers du gouvernement au nom des ministères et qui serait considérée comme étant plus efficace pour, effectivement, gérer ces biens qui deviennent difficiles à gérer lorsqu'on entre dans toutes les machines administratives qui ne sont pas faites pour faire du commerce, qui ne sont pas faites pour gérer des biens immeubles ou des biens meubles. Il y a quelques mois, le Parti libéral était d'accord. Je souligne au Parti libéral que ce projet de loi est très largement inspiré, même sur le plan technique, même dans ses détails, sur le projet de loi de la Société immobilière du Québec, il poursuit les mêmes objets. Le Parti libéral était d'accord pour appuyer le projet de loi sur la Société immobilière du Québec; certains de ses ténors en ont fait un grand éloge et, aujourd'hui, nous entendons toute une série de discours qui nous donnent l'impression que, dorénavant, on s'oppose à ce genre de pratique gouvernementale qui vise à rendre l'administration de ces biens immeubles plus efficace et donc, évidemment plus rentable.

Je ne comprends pas trop cela. Évidemment, ce n'est pas la première contradiction à laquelle nous assistons. Je comprends qu'il s'agit d'une espèce de blocage. On s'aperçoit que beaucoup de députés libéraux désirent parler sur ce projet de loi. Certains, comme le député de Saguenay tout à l'heure lorsqu'il parlait des relations du travail dans la nouvelle société ne savait pas trop - malheureusement: Il faut le dire - de quoi il parlait. Il n'avait pas lu la section de la loi entre les articles 39 et 45 qui précise toutes les conditions de travail des nouveaux employés de la nouvelle société. J'ai entendu également un certain nombre de députés libéraux venir affirmer que nous allions créer encore une fois une nouvelle société d'État, grossir encore le gouvernement, grossir le nombre de fonctionnaires. Il devrait se rendre compte que le gouvernement de Robert Bourassa avait grossi démesurément la fonction publique au Québec. Le gouvernement du Parti québécois a systématiquement, depuis 1976, réduit l'ampleur de la machine gouvernementale et a réduit le nombre de fonctionnaires qui sont effectivement dans les secteurs public et parapublic, à l'emploi

du gouvernement, tout en donnant des services identiques et même, dans certains cas, on a réussi à ajouter de nouveaux services.

(17 heures)

Le Parti libéral développe donc une deuxième thèse, comme je le dis, qui est celle que nous voulons présumément gonfler la machine gouvernementale. Est-ce qu'ils ne le savent pas ou s'ils veulent faire semblant de ne pas le savoir et donner une fausse impression à ceux et celles qui suivent nos débats? C'est complètement faux. Nous n'allons pas grossir la machine gouvernementale; nous n'allons pas faire en sorte qu'il y ait davantage d'employés de l'État, que le fardeau pour l'ensemble des contribuables soit plus lourd qu'il ne l'était avant. Ce n'est pas ce que nous allons faire, mais alors, pas du tout. Ce projet de loi prévoit que ce sont des gens qui sont actuellement au service du gouvernement qui vont être transférés à cette nouvelle société d'État et que les postes ainsi transférés ne seront pas comblés au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Donc, c'est un transfert d'employés vers une nouvelle société. Il n'y a donc rien de démesuré, rien de grossi, rien de gonflé. Il s'agit donc d'une deuxième erreur.

La première a été faite par le député de Saguenay au sujet des relations du travail. J'y reviens un moment parce qu'il s'est levé lorsque je lui ai posé la question, ne sachant trop que dire. Il a dit: Mais nous avons le mémoire du syndicat qui nous dit que ce n'est pas correct et là, il a sauté sur une page en disant: Tiens, justement, pour les employés occasionnels. Encore une fois, il n'a pas très bien saisi le débat. Le syndicat trouve effectivement que les employés occasionnels n'ont pas assez de garanties. Je vous lis la déclaration que le ministre a faite - si le député de Saguenay avait suivi le débat, il saurait cela - dans son discours de deuxième lecture, relativement aux employés occasionnels. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche disait ceci: "C'est pourquoi il me fait plaisir d'annoncer - c'était une annonce officielle faite à l'Assemblée nationale - aujourd'hui officiellement que j'ai l'intention de demander à la société, dès sa création - dès le moment, donc, où elle engagera des employés - qu'elle respecte la priorité d'embauche des occasionnels prévue aux listes de rappel du ministère - donc, les occasionnels seront protégés, mais il dit davantage, écoutez bien - lorsqu'elle décidera d'exploiter elle-même les équipements gouvernementaux qui lui seront transférés. Je compte aussi inviter les représentants du Syndicat des fonctionnaires à s'asseoir avec ceux de la société lors de sa création pour établir un protocole d'entente pour aplanir les difficultés d'application que cette solution

pourrait poser dans certains cas particuliers." Même les cas particuliers seront également étudiés.

Il ajoute finalement ceci: "Ces dispositions me semblent tout à fait convenables pour les employés puisque, en pratique, elles leur permettront, lorsque la société décidera d'opérer elle-même les équipements gouvernementaux transférés, de conserver leur emploi aux conditions prévues par les conventions collectives actuellement en vigueur et ce, jusqu'à leur expiration." Où a-t-il pris cela, le député de Saguenay, qu'il n'y avait pas de réponse pour les employés occasionnels? Au contraire. Les employés occasionnels seront davantage protégés qu'ils ne l'étaient avant puisque la liste de rappel qui, actuellement, est appliquée pour les fonctionnaires qui font affaire avec le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, est la même liste de rappel qui sera appliquée pour la société. Les employés occasionnels auront le même type de protection que celle qu'ils reçoivent actuellement. Donc, on ne comprend pas trop pourquoi les députés de l'Opposition ont décidé de se lever d'un bloc ou presque, les uns après les autres, pour s'opposer à ce projet de loi. J'ai beaucoup de difficultés à comprendre cette attitude d'autant plus, comme je le rappelle, qu'ils ont appuyé, il y a quelques mois, un projet de loi presque en tous points identique et qui, effectivement, donnera très certainement des résultats en termes d'efficacité.

En fait, que voulons-nous faire? C'est très compliqué de parler de la formation d'une nouvelle société d'État et je suis persuadé que ceux qui n'ont pas eu l'occasion de suivre nos débats depuis un certain nombre d'heures maintenant ont quelque difficulté à se faire une idée de ce dont il est question. En fait, ce dont il est question, c'est de la façon dont on dispose des biens immeubles qui sont la propriété du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Il s'agit, dans certains cas, de terrains de golf, d'auberges, de camping, de centres de ski, en somme, toute une série d'équipements qu'utilise la population du Québec, qui sont le plus souvent même en concurrence avec les sociétés privées et qui, jusqu'à maintenant, étaient reliés à l'administration du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Or, la structure administrative, la façon dont fonctionne un ministère n'est pas conçue pour exploiter des biens et pour faire du commerce. Un ministère, c'est conçu pour administrer un budget, prévoir des programmes, les administrer, donner de l'aide à une industrie ou à un secteur en difficulté pour l'aider à se relever.

En fait, les ministères du gouvernement sont là d'abord et avant tout pour donner des services aux entreprises touchées par le secteur dont ils ont la responsabilité. Ils ne

sont pas créés, ils ne sont pas conçus non plus, pour administrer des biens meubles, pour administrer des biens immeubles comme des terrains de camping, enfin, que sais-je? ce que j'ai évoqué tout à l'heure, des terrains de golf, des auberges et des centres de ski.

Je vais vous donner un exemple qui va vous faire comprendre à quel point les ministères ne sont pas conçus pour cela. Il y a, dans la série d'équipements qui sont la propriété du ministère du Loisir de la Chasse et de la Pêche, particulièrement deux équipements qui sont assez rentables. Le Mont-Sainte-Anne est un de ceux-là. Je m'attarderai à cet exemple particulier.

Les administrateurs du Mont-Sainte-Anne sont des fonctionnaires qui travaillent pour le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. On leur remet chaque année un budget d'exploitation qui leur permet effectivement de donner aux clients qui viennent dans cet établissement des services de loisirs. Le ski, en l'occurrence. Faire du ski, se détendre. Eh bien, est-ce que vous savez que les responsables administratifs du Mont-Sainte-Anne ont un budget d'exploitation qu'ils ne peuvent pas excéder? Je vous donne un exemple parfaitement fictif. Le ministre n'est plus là, il est à côté. Il ne pourra pas me le dire maintenant, je prendrai donc un exemple fictif.

Supposons qu'un gestionnaire de centre de ski a besoin de 200 000 \$ ou de 300 000 \$ pour l'exploiter à chaque année. Je ne connais pas le budget d'exploitation du Mont-Sainte-Anne, mais disons 5 000 000 \$ environ. C'est-à-dire qu'on confie aux gestionnaires un budget de 5 000 000 \$ pour leur permettre d'entretenir les télésièges, de payer le personnel qu'ils utilisent pour donner toutes espèces de services à la clientèle qui, très nombreuse, se rend à ce centre de ski. Paradoxalement, si, pendant une année, que ce soit à cause de la publicité qui a été faite par les administrateurs, que ce soit à cause des conditions climatiques qui sont meilleures, il y a un achalandage plus grand et que cela coûte plus cher que ce qui était prévu parce qu'on est obligé de donner plus de services, le cadre administratif ne permet pas actuellement aux administrateurs de tenir compte des profits qu'ils vont faire, parce que les profits sont versés au fonds consolidé du Québec. Ils n'en voient ni l'alpha ni l'omega, ils n'administrent que les dépenses, finalement. Quand les dépenses augmentent et qu'ils dépassent leur budget, on est porté à croire que ce sont de mauvais administrateurs alors que, très souvent, ce sont l'achalandage et l'efficacité même du centre de ski qui ont fait en sorte qu'ils ont été obligés de dépasser leur budget de dépenses pour donner des services à tous ceux et celles qui se sont rendus profiter de ce genre d'équipement.

Il n'est pas très stimulant pour un

administrateur de croire qu'il se fera taper sur les doigts parce qu'il a dépassé son budget alors que, souvent, il dépasse son budget de dépenses parce qu'il a attiré davantage de gens et qu'il a effectivement bien fait son travail. Mais si cet administrateur devait répondre non seulement des dépenses mais également des profits qui sont générés par son administration, il serait davantage motivé pour faire en sorte que les profits soient plus grands. C'est un peu comme si on disait à un administrateur de restaurant, que ce soit n'importe quel type de restaurant: Eh bien, nous ne sommes pas très contents de ce que tu as fait cette semaine parce que nous avions prévu un budget de nourriture de 5000 \$ et tu en as acheté pour 7000 \$, et qu'on ne tenait pas compte qu'il est venu deux fois plus de clients et qu'on a donc fait plus de profits. C'est dans cette situation que sont placés actuellement les administrateurs des biens immeubles possédés par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Ils ont souvent l'obligation de dépenser davantage sans pouvoir toucher aux profits et équilibrer leur budget.

Ce que la nouvelle société fera, sans ajouter de fonctionnaires, sans créer de nouvelles obligations financières pour l'ensemble des citoyennes et des citoyens du Québec, c'est permettre aux fonctionnaires d'avoir un contrôle plus grand sur l'administration des biens qu'on leur confie. C'est de leur donner plus de responsabilités, de faire davantage appel à leur dynamisme, à leur désir de mieux organiser leur milieu pour le rendre plus rentable et faire en sorte, finalement, que ce soit l'ensemble de la collectivité qui en profite, parce que, au lieu d'éponger des déficits, on peut s'attendre que les profits, compte tenu de la nouvelle structure, soient plus grands parce que les administrateurs seront davantage responsables.

(17 h 10)

Donc on s'aperçoit qu'il s'agit d'une nouvelle structure, beaucoup plus légère que celle d'un ministère, qui s'apparente finalement aux structures commerciales de l'entreprise privée, qui fait en sorte qu'on puisse dorénavant administrer ces équipements un peu comme on le fait pour des magasins ou des entreprises privées qui font affaires avec des clientèles cibles, ou avec des clientèles particulières. Il s'agit donc de rendre plus efficace le travail des administrateurs et des travailleurs et travailleuses qui font corps avec ces entreprises qui, elles-mêmes, offrent des services de loisir à la population du Québec. Il s'agit d'éviter le gonflement de la fonction publique puisqu'on fait appel à des fonctionnaires déjà à l'emploi du gouvernement et qui acceptent d'être déplacés dans des sociétés d'État.

Si on pose la question, à savoir si les fonctionnaires vont accepter d'être transférés dans cette société d'État, je dirai que c'est une objection qui a déjà été manifestée par les libéraux au moment où nous avons étudié le projet de création de la Société immobilière du Québec. Or, si cela peut les rassurer, je leur dis tout de suite que 98% des fonctionnaires à qui on a offert de s'intégrer à la nouvelle Société immobilière du Québec ont accepté de le faire avec plaisir et avec enthousiasme. Avec une loi basée sur le même principe et qui, en fait, est calquée sur celle de la Société immobilière du Québec, il ne fait aucun doute que le transfert de fonctionnaires du ministère vers cette nouvelle société plus dynamique, plus productive et plus intéressante en termes de défis pour ceux qui y travaillent, ne sera pas une chose très difficile et que nous n'aurons pas beaucoup de difficulté à recruter du personnel motivé et qui n'a pas peur des défis.

Cela dit, j'ai tenté le mieux possible de répondre à certains arguments qui n'étaient pas fondés du côté des libéraux. Nous allons encore les écouter prononcer quelques discours. N'ayez crainte, d'ici à la fin du débat, nous allons de temps à autre répondre à leurs objections qui, en fait, n'en sont pas. Ils se trompent, ils n'ont pas bien lu le projet de loi. Ils font des discours, probablement parce qu'on les a incités à le faire, parce qu'on leur a demandé de faire des discours. Ils font leurs devoirs mais, dans certains cas, les devoirs sont très mal faits. Merci, M. le Président.

**Des voix:** Bravo!

M. Houde: Il n'a pas changé.

**Une voix:** Hein, Albert? C'est vrai, Albert?

**Une voix:** Il a changé.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** S'il vous plaît! M. le député de Richmond.

**M. Yvon Vallières**

**M. Vallières:** Merci, M. le Président. À entendre l'orateur qui m'a précédé...

**Une voix:** Je comprends.

**M. Vallières:** ...on jurerait que nous ne regardons pas, d'un côté et de l'autre de la Chambre, d'un même oeil ou avec les mêmes lunettes le projet de loi qui est devant nous. Selon toute vraisemblance, le député de Rousseau nous disait que ce projet de loi, par la constitution de la Société des établissements de plein air du Québec allait, entre autres choses, permettre de faire appel

au dynamisme des fonctionnaires du gouvernement du Québec déjà à l'emploi du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. La question que je me posais en l'écoutant, c'est: Est-ce que cette initiative n'est pas la conséquence directe du manque de leadership du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche dans ce secteur? Est-ce que le ministre actuel n'a pas un effet démobilisateur sur son personnel plutôt qu'un effet de mobilisation, de véritable dynamisme chez les travailleurs de son ministère? Si c'est à cela que faisait allusion le député de Rousseau, je veux lui dire que, de ce côté, à tout le moins pour cette partie de son allocution, nous disons qu'il a raison et que, très probablement, le manque de leadership du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est une conséquence directe du projet de loi qui nous est soumis.

Ce projet de loi, en fait, crée une nouvelle société d'État; ce n'est pas nouveau. Ce gouvernement nous a habitués à la création de sociétés d'État. C'est devenu une véritable spécialité de ce gouvernement. La création d'une société nouvelle n'est rien d'autre qu'un transfert de pouvoirs du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche à une nouvelle société d'État.

Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche serait-il devenu si lourd, en tant qu'appareil, sur les épaules du ministre responsable qu'il doive se départir de certaines de ses responsabilités? C'est une question que je pose à mes collègues d'en face. Est-ce que ce ministère est devenu tellement gigantesque que l'on doive maintenant presque le scinder en deux et remettre une partie des équipements dont il dispose à une société d'État?

Il s'agit là d'une délégation de pouvoir que, personnellement, je n'accepte pas. Je veux indiquer immédiatement aux députés d'en face que je ne parle pas sur ce projet simplement parce qu'on nous donne une commande pour parler à ce sujet, mais bel et bien parce que je crois que les intérêts de plusieurs de mes électeurs sont directement visés et qu'il est de mon devoir de les représenter ici en cette Chambre et d'exprimer ce que je pense être leur point de vue.

Combien de fois a-t-on entendu des ministres en cette Chambre qui, questionnés sur le fonctionnement de certaines sociétés d'État, se sont camouflés, se sont cachés derrière le pouvoir de l'autorité des conseils d'administration de ces mêmes sociétés d'État? Il faut être de ce côté-ci de la Chambre pour se rendre compte jusqu'à quel point, dans plusieurs domaines, les responsabilités ministérielles échappent véritablement, je pense, aux politiciens, aux ministres responsables et malheureusement c'est nous, par l'intermédiaire de projets de loi comme celui que nous avons devant nous,

qui faisons en sorte de venir diluer ce pouvoir que nous a confié la population.

C'est aussi une façon comme une autre d'abdiquer nos responsabilités. Par exemple, si, à la suite de la création de cette société, qui sera une société flambant neuve de ce gouvernement, il y avait une mauvaise gestion des équipements transférés, le ministre pourrait très bien, en cette Chambre, à la suite de questions qu'on pourrait lui adresser, se laver les mains et blâmer quelqu'un d'autre en disant que la responsabilité administrative appartient aux administrateurs de cette société d'État et qu'il n'a surtout pas l'intention d'intervenir dans le processus décisionnel.

Souventefois, ici en cette Chambre, du côté de l'Opposition, on s'est vu privé d'informations sur le fonctionnement de certaines sociétés à cause, justement, de cette facilité qu'ont les gens d'en face de transmettre à d'autres des responsabilités qui leur appartenaient auparavant.

L'objectif principal de cette société d'État sera de rentabiliser les équipements dont elle aura la responsabilité. Est-ce que cela veut signifier que le ministre est incapable d'y arriver présentement? Est-ce qu'il s'agit d'un constat d'échec? Je serais porté à dire que oui, M. le Président.

Je veux vous citer ici Ghislaine Rheault, journaliste du Soleil, qui écrivait en juin dernier que: "Douze des quatorze établissements du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui seront transférés à la nouvelle société d'État plein air Québec fonctionnent actuellement dans le rouge." Est-ce qu'on n'est pas en droit de se questionner sur la capacité ou l'incapacité dont a fait preuve le ministre responsable de faire en sorte d'exercer lui-même le leadership nécessaire au sein de son ministère pour éviter justement que ne se reproduise ce qui s'est produit, c'est-à-dire que douze des quatorze équipements qui sont transférés soient déficitaires?

(17 h 20)

Je pense que le projet de loi 88 vient simplement nous indiquer que le ministre actuel a échoué, a complètement négligé ses devoirs dans ce dossier en particulier. Cette nouvelle créature qui serait une de ces grandes sociétés d'État de plus au Québec, est-ce que ce ne serait pas la confirmation de l'incompétence du gouvernement actuel à rentabiliser lui-même certains équipements? Les quatorze établissements visés par cette nouvelle société auraient eu des revenus de l'ordre de 10 700 000 \$ alors que leurs dépenses, au cours de la dernière année, auraient été de l'ordre de 12 700 000 \$, soit un déficit de 2 000 000 \$. Comment ne pas, logiquement, de ce côté-ci de la Chambre à tout le moins, s'interroger sur les intentions réelles que poursuit le gouvernement?

Par surcroît, qu'est-ce qui aurait empêché le gouvernement actuel de négocier avec l'entreprise privée, entre autres, pour voir la possibilité de faire administrer certains de ces équipements par le secteur privé plutôt que par une nouvelle société d'État? J'entendais, tantôt, le député de Rousseau nous dire qu'on allait garder tous les emplois actuels au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Ils seraient conservés avec cette nouvelle société d'État. Est-ce qu'on pourrait nous indiquer, de l'autre côté, comment on va réaliser des économies s'il n'y a rien de changé? Comment cette nouvelle société va-t-elle réussir à rentabiliser les équipements qu'on lui confie? De l'autre côté, on en parle très peu et on aimerait, de ce côté-ci, se laisser convaincre du contraire de ce qu'on croit présentement, à savoir que ce serait très difficile de rentabiliser cette nouvelle société d'État.

La société d'État, c'est toujours beau sur du papier. C'est toujours beau quand on fait de grands plans, mais quand on tombe dans la réalité quotidienne, c'est trop souvent différent. Je me souviens d'un débat en cette Chambre, assez orageux d'ailleurs, quand le gouvernement a créé ce qu'on a appelé la Société nationale de l'amiante qui, sur papier, faisait faire des miracles, faisait créer, entre autres, des milliers d'emplois. Ce qu'on constate aujourd'hui, c'est que le gouvernement, par le biais de cette société d'État, a acheté des mines qui font des déficits fulgurants et que le chômage a augmenté de façon dramatique dans toutes les régions de l'amiante au Québec. C'est donc dire que, selon les objectifs qui sont poursuivis, qui parfois peuvent être louables - ce n'est pas le cas présentement pour le projet de loi - nous nous rendons compte que le rendement, l'efficacité de certaines sociétés d'État, au fil des années, peut être remise en doute et je pense qu'on est en droit de se poser des questions sur la nécessité pour le gouvernement actuel de créer cette nouvelle créature, cette nouvelle société.

De plus, cette société vient, à mon humble avis, alourdir davantage l'appareil administratif. C'est une autre structure, un autre palier décisionnel qui ajoutera à la complexité de l'appareil gouvernemental indépendamment de ce que nous diront nos amis d'en face. Que disent tous les gens à nos bureaux de comté, dans des rencontres, dans des conversations? Ce qu'ils viennent nous dire, chaque lundi quand on fait du bureau de comté et chaque vendredi quand nous en faisons, c'est que l'État s'éloigne progressivement d'eux, que l'État s'éloigne du citoyen. C'est devenu pour eux un véritable géant dont le niveau d'accessibilité de services aux citoyens est inversement proportionnel à la grandeur de la machine.

Plus l'appareil grossit, plus l'accessibilité aux services aux citoyens semble difficile. C'est, à tout le moins, ce que nos électeurs nous disent chaque fois qu'ils nous rencontrent. Est-ce que cette société d'État permettra de rendre des services additionnels à nos concitoyens? Personnellement, je dois répondre non. C'est ma perception. Elle est, selon moi, la conséquence d'un gouvernement qui veut répondre à un autre de ses caprices, au caprice d'un de ses ministres, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, qui a décidé de se débarrasser d'une patate chaude pour la remettre entre les mains d'une société d'État et qui, par le fait même, abdique les responsabilités qui lui incombent.

Cette société, nous dit-on - je m'interroge là-dessus et peut-être que de l'autre côté on pourrait m'éclairer - pourra réinvestir ses profits. Je voudrais demander aux gens d'en face lesquels, puisque douze des équipements sur les quatorze qui sont transférés, qui sont refileés à la société d'État, sont actuellement déficitaires, fonctionnent dans le rouge. Est-ce que je dois tenir pour acquis qu'ils ont réinvesti des déficits? Je pose la question aux gens d'en face. Dans la meilleure des hypothèses, supposons qu'à tout considérer cette nouvelle société réalise des profits. A-t-on l'assurance qu'elle pourra réinvestir ces profits dans les équipements qui sont sous sa responsabilité? D'après la perception que j'ai du projet de loi, je dois répondre non.

C'est le gouvernement et non les administrateurs de la société qui fixera les dividendes payés. Le ministre des Finances pourrait venir siphonner les profits de cette nouvelle société. C'est le même principe qui a été introduit, je m'en souviens, dans le projet de loi 16, si ma mémoire est fidèle, où une partie des profits réalisés par Hydro-Québec est siphonnée par le ministre des Finances, le grand argentier de la province de Québec. Même, malgré les grands principes, quand on a décidé d'acheter au nom du gouvernement l'électricité québécoise, on avait dit: On va vous procurer l'électricité au plus bas coût possible. C'est à cette condition qu'on s'en porte acquéreur. Au moment où on pourrait donner des tarifs intéressants à la population, au lieu de faire profiter la population des profits, c'est le ministre des Finances qui, pour d'autres fins que celle du développement hydroélectrique au Québec, se sert de ces profits. C'est un principe qu'on introduit étape par étape dans divers projets de loi qu'on présente ici. Une fois de plus, le projet de loi 88 nous confirme cette tendance qu'a le gouvernement de ne pas permettre aux sociétés de se développer avec les profits qu'elles réalisent, mais d'accaparer ces profits et de payer son épicerie à même les profits que pourraient réaliser certaines sociétés.

Là encore, c'est toujours dans la

meilleure des hypothèses où on pourrait dire: Il est peut-être possible qu'un jour cette société réalise des profits, mais il semblerait que dans son état actuel ce n'est pas pour demain. Peut-être qu'en réplique le ministre pourrait nous indiquer quand il prévoit que cette société d'État pourra réaliser des profits. Donc, une nouvelle société sans aucune assurance que la qualité et la quantité des services seront améliorées. Aucune assurance que le grand public ne sera pas pénalisé. Ma perception de ce projet de loi, c'est que le ministre abdique ses responsabilités et fait l'admission qu'il est incapable de mettre sur pied une véritable politique de développement au sein de son ministère. Que certains ministres ne croient plus aux principes ou aux avantages de la souveraineté politique du Québec, cela peut passer. Mais qu'ils refusent de croire en leur propre capacité de diriger et d'orienter leur ministère, ça c'est beaucoup plus inquiétant pour nos électeurs. Il semblerait que les ministres ont même perdu confiance dans leurs propres moyens de stimuler, d'exercer le leadership nécessaire à l'intérieur de leur ministère pour en permettre un développement afin d'assurer la meilleure qualité et la plus grande quantité possible de services aux contribuables qui paient pour ces services.

Quand on n'a plus confiance dans ses propres moyens pour réaliser des choses, que reste-t-il? La réponse c'est qu'on refile nos responsabilités à quelqu'un d'autre. C'est ce que fait le ministre actuellement par son projet de loi. Il abdique certaines de ses responsabilités pour les refiler à un organisme gouvernemental, à une société d'État.

Qu'il me soit également permis de m'interroger sur les intentions réelles qu'a le gouvernement en créant cette nouvelle société d'État. Ne s'agit-il pas ici d'une nouvelle étape? Vous savez, tout le monde connaît les mérites, les talents de l'étapisme péquiste, donc, est-ce qu'il ne s'agirait pas là d'une étape qui conduira éventuellement à la disparition pure et simple du secteur de la chasse et de la pêche au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche? Le député de Charlesbourg a fait allusion à cette possibilité dans son allocution.

(17 h 30)

Je demande à nos collègues d'en face de se questionner également et au ministre de répondre honnêtement à cette question: A-t-on l'assurance de la part du gouvernement que la chasse et la pêche vont demeurer un secteur prioritaire pour ce gouvernement et qu'on n'assistera pas, dans six mois ou un an, à la transmission d'une autre série de pouvoirs à une société d'État qui pourrait être celle-ci ou une autre? On sait que ce gouvernement n'a pas peur de cela les sociétés d'État; il en crée à

profusion. Cela pourrait faire en sorte, qu'à force d'enlever des plumes, on se rende compte que le ministère n'est plus capable de voler; qu'à force d'enlever des pouvoirs, on se rende compte que dans le domaine de la chasse et de la pêche il n'y a presque plus rien au ministère et donc, que cela devienne purement et simplement le ministère du loisir.

Ce projet de loi 88, selon moi à tout le moins, va à l'encontre du principe que je défendrai toujours avec beaucoup d'ardeur: celui de permettre aux utilisateurs de nos services gouvernementaux d'adresser entre autres leurs doléances, leurs critiques, directement aux élus. Cette société deviendra une espèce de coussin de sécurité, une cloison étanche, séparant l'usager de ses représentants à l'Assemblée nationale. Donc, d'une façon, c'est le contrôle même du citoyen qui risque de disparaître. Il est de notre devoir, de ce côté-ci de la Chambre, de faire en sorte que le pouvoir réel de nos concitoyens soit préservé, soit protégé.

Un exemple bien concret que je pourrais vous donner - Oui, M. le Président, je termine là-dessus - de lien direct qui peut exister entre l'électeur et un ministère et inversement. Par exemple, dans le domaine de la voirie, si un électeur a à se plaindre de l'état d'une route, il n'y a pas de société de ci ou de ça entre le député, le ministre et le citoyen. Le citoyen a cette facilité de s'adresser même directement au ministre pour faire part de ses doléances, de ses critiques et le ministre peut y répondre directement.

Prenons Hydro-Québec, un exemple contraire. À Hydro-Québec, si un électeur vient nous voir pour se plaindre du service, à quoi sommes-nous réduits en tant que législateurs? Même le ministre va nous dire en cette Chambre: Je ne peux pas intervenir dans le processus d'un conseil d'administration. Ce n'est pas là mon devoir ni mon rôle, mais il demeure que cette cloison d'étanchéité que l'on installe constamment entre, d'une part, l'électeur et le représentant à l'Assemblée nationale, le député, me semble être une mauvaise pratique. J'espère que dans d'autres projets de loi qu'on déposera dans cette Chambre, on ne retrouvera pas toujours cette cloison qui nous fait croire, de ce côté-ci à tout le moins, que le gouvernement veut, de cette façon, se débarrasser de certaines critiques qui peuvent être acerbes à certains moments donnés et retransmettre la patate chaude à un autre niveau en créant des sociétés d'État.

C'est donc dire, M. le Président, qu'à moins de changements majeurs, d'éclaircissements majeurs, qui interviendraient de la part de mes collègues d'en face, pour l'instant tout au moins, je mets beaucoup de réserve sur ce projet de

loi 88.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le président du Conseil du trésor et député de Drummond.

**M. Michel Clair**

**M. Clair:** Merci, M. le Président. M. le Président, après avoir entendu le député de Richmond et avoir lu, à défaut de pouvoir entendre, un certain nombre d'intervenants du côté de l'Opposition, je commencerai mon intervention en disant: Heureusement que la contradiction n'étouffe pas les députés de l'Opposition parce que ce serait plate à l'Assemblée nationale, aucun d'entre eux ne pourrait parler. Comment en effet, M. le Président, peut-on expliquer cette contradiction du député de Richmond qui affirme, dans le même discours, que cette société d'État sera déficitaire et qu'elle ne pourra se rentabiliser et, dans un deuxième temps, pousse les hauts cris parce qu'il craint que le ministre des Finances, et je cite, "vienne siphonner les profits de la nouvelle société d'État". Un autre exemple, M. le Président. Le député affirme tout bonnement comme cela - parce que cela fait bien de le dire - que le gouvernement est trop gros, que l'administration publique est trop complexe, qu'on a de la difficulté à s'y retrouver, faisant appel au sens commun des citoyens qu'il rencontre dans son bureau de comté et il conclut son discours en s'opposant à une mesure justement de simplification de l'administration publique et de saine gestion administrative.

Que comprendre dans tant de contradictions? Enfin, j'ai lu, juste avant de prendre la parole, l'exposé du député de Charlesbourg qui se demandait si ce n'était pas là une façon détournée de retourner certains équipements vers l'entreprise privée pour éventuellement les envoyer en forme de clubs privés. Et le député de Richmond dit: Est-ce que le gouvernement n'a pas examiné la possibilité de confier la gérance de ces équipements à l'entreprise privée? Belle contradiction, encore une fois. Heureusement que cela ne les étouffe pas. Ils ne pourraient plus parler.

On pourrait également citer plusieurs autres contradictions qu'on retrouve dans les interventions de ces députés. La dernière que le député de Richmond a faite, à mon avis, c'est qu'il dit: À partir de la création d'une société d'État qui va s'occuper de gérer des équipements commerciaux, n'y a-t-il pas un risque que le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ne s'occupe plus de chasse et pêche? N'importe qui qui fait un raisonnement logique est amené à conclure que s'il y a création d'une société d'État pour s'occuper à temps plein d'un certain nombre d'équipements de nature plus



commerciale que de nature chasse et pêche, le temps du ministre, le temps du sous-ministre, le temps des fonctionnaires consacré au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche sera moins important à l'égard de ces actifs et donc, par voie de conséquence, ils auront plus de temps à consacrer à la dimension chasse et pêche que semblait avoir particulièrement à cœur le député de Richmond. On voit donc que l'Opposition libérale ne s'appuie pas sur grand-chose pour s'opposer à ce projet de loi. Au fond, la seule véritable raison pour laquelle elle s'oppose à l'adoption de ce projet de loi, c'est que le menu législatif de cet automne étant très positif et ne trouvant rien après quoi s'accrocher, ces députés ont décidé, sous l'habile direction du grand et brillant député stratège de Charlesbourg, d'essayer de s'en payer une petite sur le dos du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche au cas où cela pourrait réussir à marquer quelques points dans l'opinion publique.

Je pense qu'ils sont dans les patates par-dessus la tête, parce que si on prend connaissance de ce projet de loi, de quoi s'agit-il, au fond? De quoi s'agit-il, dans les faits? Au fil des années, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche depuis, dans certains cas, près d'une trentaine sinon une quarantaine d'années, en est venu à gérer directement un certain nombre d'équipements à vocation récréative ou touristique avec une valeur patrimoniale dans certains cas importante et dans d'autres cas, moins importante. On retrouve parmi ces équipements des terrains de camping. On retrouve un ou deux hôtels ou auberges. On retrouve un centre de ski et des terrains de golf, donc, toute une série d'activités qui, reconnaissons-le, ne sont pas de la nature même traditionnelle de l'activité gouvernementale d'un ministère. Nous avons donc décidé de regrouper ces équipements qui ont comme dénominateur commun d'être surtout à vocation récréative, touristique, voire commerciale, dans une société d'État, dans une société de la couronne, essentiellement pour des raisons d'efficacité, de saine gestion financière et administrative. (17 h 40)

Si je pouvais faire une comparaison, il n'y a pas de quoi fouetter un chat dans ce projet de loi. Que font les municipalités, par exemple, lorsqu'elles ont en commun à deux ou trois, ou une municipalité et une commission scolaire ensemble, voire quelques-unes, lorsqu'elles ont ensemble un certain nombre d'équipements ou un équipement dont la vocation est davantage commerciale, même si elle est également récréative? Est-ce que le service des loisirs des municipalités gère directement, avec l'approbation du compte de dépenses de ceci, de cela, par le conseil municipal, pour les

bases de plein air, les centres communautaires, etc.? Que ce soit sous la forme d'un organisme sans but lucratif, il existe plusieurs bases de plein air... J'en ai une dans ma ville qui s'appelle le Camp familial - parce que je veux le nommer, je vais avoir de la difficulté - Hemming. C'est l'équivalent d'une base de plein air. La Cité des loisirs de Drummondville est une base de plein air. La ville de Drummondville ne la gère pas directement. Elle s'est, au contraire, dotée d'une formule souple, soit l'équivalent d'une mini-société d'État à la portée des villes et villages du Québec. Elle a créé une structure juridique qui permet de mieux gérer un équipement à vocation à la fois récréative et commerciale. Pourquoi? Parce que la structure juridique est mieux adaptée que de gérer cela comme étant directement un service de la ville de Drummondville.

On pourrait donner des exemples de régies intermunicipales, d'organismes de terrains de jeux, d'organismes de loisirs de toutes espèces qui ont été créés par les municipalités pour faciliter l'administration de services davantage récréatifs, commerciaux que gouvernementaux à proprement parler.

De quoi parlons-nous? Essentiellement de cela. Non pas de faire une révolution en ce qui concerne une quinzaine de ces équipements qui se retrouvent au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, non pas de les transférer de but en blanc dans le secteur privé, non pas de les fermer ou quoi que ce soit, mais bien au contraire, ces équipements vont demeurer dans le domaine public. Ils appartenaient au gouvernement et étaient gérés par un ministère. Ils continueront à appartenir à l'État, donc au public, et seront administrés par une société d'État plutôt que directement par un ministère. Mais il est universellement reconnu, ma foi, que pour gérer des activités de nature commerciale ou de nature récréative ou touristique, mais toujours avec la dimension commerciale, une société d'État, une société de la couronne est un bien meilleur instrument qu'un ministère qui est soumis à tous les règlements, toutes les règles et toutes les normes qui sont l'apanage d'un gouvernement à l'égard de ses ministères.

La deuxième chose que je voudrais souligner, c'est qu'à entendre les députés de l'Opposition, on croirait que c'est presque la moitié du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui va être transférée à cette société d'État. Je voudrais rappeler, simplement pour remettre les choses dans leur juste perspective, qu'il y a environ 2250 employés permanents et environ 5000 employés occasionnels au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, alors que les effectifs concernés par la création de cette

société d'État sont d'environ 120 employés permanents et de 450 employés occasionnels environ; donc, largement moins de 10% des effectifs totaux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

Qu'est-ce qui a amené le gouvernement à prendre cette décision? Essentiellement, quatre raisons, toutes reliées à une perspective de saine gestion financière, d'efficacité et d'efficacité administrative. La première, c'est la souplesse dans l'administration. Je rejoins jusqu'à un certain point le député de Richmond et le député de Charlesbourg. C'est vrai qu'un gouvernement, c'est naturellement lourd et qu'il y a tout un processus décisionnel qui, la plupart du temps, remonte jusqu'au ministre, voire même jusqu'au Conseil du trésor et, parfois, jusqu'au Conseil des ministres. Il me semble que cela tombe sous le sens qu'un équipement comme le Mont-Sainte-Anne ne doit pas être géré par le Conseil des ministres ou par le Conseil du trésor, ni même par un ministre, mais bien davantage par une compagnie - dans le cas présent, une compagnie de la couronne - afin d'avoir toute la souplesse nécessaire pour bien gérer ces équipements.

La deuxième raison fondamentale pour laquelle nous avons choisi cette formule, c'est la motivation des gestionnaires et des employés qui oeuvrent dans ces établissements. J'ai eu l'occasion, lundi dernier, de rencontrer la quarantaine d'employés permanents et occasionnels du parc des Voltigeurs, qui fait partie des équipements qui seraient transférés à cette société d'État. Vous seriez surpris du nombre de suggestions qui me sont venues de la part d'employés occasionnels disant: Pourquoi le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche n'a-t-il pas pensé à telle idée pour rentabiliser tel équipement? Nous ici, on a de l'expérience pour gérer ce parc et on pense qu'il y aurait telle économie à faire. Ma réponse a été - et elle est dans le projet de loi - que, justement, si on veut que les gestionnaires et les employés soient motivés dans la rentabilisation de leurs équipements, les équilibres financiers qui concernent l'employeur direct et immédiat qui est le leur, on n'y arrivera pas en disant simplement aux gestionnaires: Peu importe votre comportement sur le plan de la gestion financière, vous allez disposer du même budget l'an prochain et c'est, en quelque sorte, une incitation à dépenser tout le budget qu'on vous confie. Ce n'est pas non plus en disant aux employés: Peu importe les suggestions que vous pourriez faire et les efforts que vous déploierez, il n'y aura pas plus de développement que par les années passées. La motivation des gestionnaires et des employés, c'est une notion fondamentale dans la création de cette société d'État.

La troisième raison - rapidement -

c'est l'économie. Le député de Charlesbourg a tenté de tourner en ridicule les efforts qu'on déploierait pour rentabiliser cette société d'État. Si le montant de 1 900 000 \$ de déficit qu'on encourt directement pour ces équipements est insignifiant pour lui ou si c'est un objectif trop élevé, de notre côté, nous ne sommes pas d'accord. Nous pensons que par une saine gestion de ces équipements, par une structure juridique et financière adéquate, il est possible de rentabiliser ces équipements à terme et de procéder à des économies véritables à la condition qu'on cesse de traiter des équipements de nature commerciale comme des centres de Travail-Québec ou des bureaux d'aide sociale.

La dernière raison - mon collègue a insisté là-dessus; je ne le ferai pas - c'est la possibilité de faire une mise en marché plus agressive et plus dynamique par une société d'État que par un ministère dont ce n'est pas la vocation première. J'ai rencontré personnellement bien des gens qui ignoraient même que le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche était propriétaire d'un terrain de golf, d'un camping, d'un hôtel, d'un centre de ski. Chaque fois que j'en ai parlé, il est toujours tombé sous le sens que ces équipements auraient avantage à être mieux connus, davantage mis en valeur auprès de la population en termes de marketing, et je pense qu'une société d'État répond bien mieux à cette exigence que la formule d'un ministère.

Je terminerai en tentant de répondre brièvement à un certain nombre d'attaques qui ont été faites par l'Opposition. L'une concernait le sort que l'on réservait aux employés permanents et occasionnels touchés par ce projet au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

C'est un peu surprenant d'abord que l'Opposition, qui a vilipendé, dénoncé, accusé le gouvernement pour le contenu des conventions collectives, nous accusant d'avoir décrété celles-ci, etc., etc., nous les présente aujourd'hui comme étant le nec plus ultra auquel le gouvernement ne saurait renoncer. Quoi qu'il en soit, fondamentalement le discours de l'Opposition est dans le sens qu'on va maltraiter les employés du gouvernement. Rien n'est plus faux. En ce qui concerne les employés permanents. Le projet de loi est très clair, très précis à cet effet et je n'ai pas l'intention d'élaborer longuement là-dessus. Il est écrit dans le projet de loi qu'on va respecter les droits et privilèges. Je pense que les employés permanents seront très correctement traités. Même les syndiqués que j'ai rencontrés dans mon coin, chez nous, le reconnaissent.

Mais là où l'Opposition essaie de faire des gorges chaudes c'est concernant les employés occasionnels. Mon collègue, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la

Pêche a clairement indiqué la volonté du gouvernement de traiter avec justice et équité les employés occasionnels concernés par ce transfert de services vers la société d'État, la Société des établissements de plein air du Québec.

Je trouvais que le député de Charlesbourg était particulièrement effronté de venir essayer de nous faire la leçon en ce qui concerne le sort des employés occasionnels du gouvernement. Se souvient-il quels étaient les droits reconnus aux employés occasionnels du gouvernement alors qu'il était député de Matane? Je vois qu'il fait signe que oui, il s'en souvient. Pour le cas où des gens qui nous écoutent ne s'en souviendraient pas et en particulier ces travailleurs et travailleuses qui sont employés occasionnels du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, premièrement, avant le 23 février 1978, ces employés n'avaient même pas le droit d'être syndiqués, on ne leur reconnaissait pas ce droit-là.

Deuxièmement et surtout, quelle sorte de liste de rappel prévalait à cette époque?

**Une voix:** ...

**M. Clair:** Effectivement. Il n'y avait pas de liste de rappel du type de celle qui est reconnue aujourd'hui par la convention collective et dont mon collègue s'est engagé à respecter l'esprit. La façon dont cela fonctionnait - je sais que cela choque le député de Berthier mais il reconnaîtra que ce que je dis est vrai - c'était l'arbitraire du député qui avait droit de vie ou de mort, à toutes fins utiles, sur tous les employés occasionnels de son comté. C'était vrai au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, c'était vrai au ministère des Transports, c'était vrai dans les Bureaux des véhicules automobiles, c'était vrai mur à mur. Les deux règles qui prévalaient étaient le pouvoir arbitraire du directeur du personnel, du chef de district ou autres ou encore, dépendant de la force du député, le pouvoir arbitraire du député libéral du coin.

Quand l'Opposition essaie de nous faire la morale sur le sort qu'on réserve aux employés occasionnels qui seront concernés par ce transfert d'activités du gouvernement vers une société d'État, je dis au député de Charlesbourg que nous n'avons aucune leçon à recevoir de vous et ne vous inquiétez pas, le traitement que nous allons donner aux employés occasionnels du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche concernés par ce transfert n'aura aucune commune mesure en termes d'équité et de justice avec ce que vous faisiez avec ces employés à l'époque où vous formiez le gouvernement.

La deuxième attaque de l'Opposition...

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le ministre, veuillez conclure, s'il vous plaît!

**M. Clair:** Je termine là-dessus, M. le Président. On nous dit que les budgets du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche sont devenus des budgets insignifiants. Je terminerai en disant qu'encore là, les faits donnent tort au député de Charlesbourg et aux autres députés libéraux. Jamais, depuis les dix dernières années, n'avons-nous eu, premièrement, un ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui ait autant de projets sur le métier, dont les crédits de fonctionnement tout autant que les dépenses en immobilisations, ont atteint des sommes aussi importantes et qui soit aussi impliqué dans tous les secteurs du loisir, de la chasse, de la pêche, de la protection de la faune, du développement des habitats fauniques. M. le Président, je dirai au député de Charlesbourg qui s'inquiétait de la force du député de Joliette et de sa capacité à faire valoir les intérêts du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche au Conseil du trésor que c'est l'un des plus présents effectivement au Conseil du trésor et que c'est l'un de ceux qui ont reçu, au budget supplémentaire présentement soumis à notre étude, les crédits additionnels les plus importants. Ce sont d'autres faits qui viennent démontrer que le député de Charlesbourg était dans l'erreur, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Charlesbourg.

**M. Côté:** Est-ce que le président du Conseil du trésor me permettrait une question?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le président du Conseil du trésor, est-ce que vous acceptez une question? Vous acceptez.

**M. Côté:** M. le président du Conseil du trésor, est-ce que vous êtes prêt à déposer devant cette Chambre les études qu'a faites le Conseil du trésor sur la rentabilité des équipements qui démontreraient que d'ici à trois ans au mieux, ce serait un déficit de 300 000 \$?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le président du Conseil du trésor.

**M. Clair:** M. le Président, la question du député de Charlesbourg est piégée. Il sait très bien qu'en vertu même de la loi sur l'accès à l'information, les documents privilégiés pour le gouvernement pour la prise de décisions, sont précisément les analyses qui sont faites au secrétariat du Conseil du trésor et qu'il n'est pas de coutume de les dévoiler. En ce qui concerne les études que le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche voudra bien dévoiler, je n'ai pas d'objection. Mon collègue, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la

Pêche a toute ma confiance pour ce faire.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Verdun.

**M. Caron:** M. le Président, il est presque 18 heures. Serait-il possible de suspendre?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Le débat. Donc, vous faites motion pour la suspension du débat.

**M. Caron:** Oui.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin:** Effectivement, à compter de 20 heures nous poursuivrons ce débat sur la Société des établissements de plein air du Québec. Je propose que nous suspendions nos travaux jusqu'à 20 heures.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion de suspension de nos travaux est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté. Nos travaux sont suspendus jusqu'à 20 heures.

(Suspension de la séance à 17 h 56)

(Reprise à 20 heures)

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** À l'ordre, s'il vous plaît!

Vous pouvez vous asseoir. Nous reprenons notre discussion sur le projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, présenté par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Guy Chevrete.

**M. Lucien Caron**

**M. Caron:** M. le Président, il me fait plaisir d'avoir l'occasion, ce soir, de dire quelques mots sur le projet de loi 88, Loi sur la Société des établissements de plein air du Québec, présenté par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Guy Chevrete.

Le projet de loi a pour objet, M. le Président, la création d'une société dont le mandat est de gérer les établissements, biens meubles et immeubles ainsi que les

équipements qui ont un caractère commercial et éducatif, comme les réserves fauniques, qui lui seront transférés, dans un premier temps, par le projet de loi 88, annexe I, ou à un moment ultérieur selon le bon vouloir du gouvernement, comme l'indique l'article 22.

M. le Président, je trouve drôle ce projet de loi au moment où le nouveau gouvernement qui vient d'être élu à Ottawa décide soit de vendre ou de se départir des sociétés de la couronne; nous, ici, au Québec, depuis qu'il y a un nouveau gouvernement à Ottawa, il semble que cela va bien, ils travaillent bien, ils font bien les choses... Alors, je pense qu'avant de continuer avec ce projet de loi, on devrait voir ce que le gouvernement fédéral va faire. Jusqu'à présent, moins une personne en cette Chambre qui a décidé, cet après-midi, de siéger comme indépendant, que je sache, les autres semblent vouloir se tenir ensemble, à tort ou à raison. C'est leur affaire, ce n'est pas à moi de juger, ce sera à la population du Québec de le faire.

On a fait de la publicité, on l'a vu, on peut donner comme exemple Petro-Canada, dont le président avait au-delà de 400 000 \$ par année. Je pense que les gens qui ont 400 000 \$ et plus par année sont assez rares ici au Québec. On a tellement de gens qui sont sur l'aide sociale, tellement de gens qui sont dans les hôpitaux. On a des exemples flagrants, actuellement, M. le Président. Dès qu'on ouvre un poste de télévision ou qu'on regarde les articles de journaux, on voit les gens qui sont dans les corridors des hôpitaux, vous le savez. Je pense que la devise de votre gouvernement est "la personne avant toute chose." Je pense qu'on a oublié cela.

Je reviens au projet de loi 88, M. le Président, mais je devais vous dire cela parce que cela va coûter de l'argent au gouvernement. On n'est pas prêt, pour le moment. Je pense bien que le président du Conseil du trésor, qui a parlé avant moi, n'a pas de leçon à donner aux gens de ce côté-ci. Il est le premier à ne pas respecter les ententes qu'il a faites avec la Sûreté du Québec. Je pense bien qu'il n'a pas...

**M. Blouin:** M. le Président, question de règlement.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le leader adjoint du gouvernement sur une question de règlement.

**M. Blouin:** M. le Président, vous avez compris que dire des faussetés au sujet des négociations avec la Sûreté du Québec ou sur tout autre sujet...

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Je pense, M. le député, que je vous ai fait signe de revenir et vous l'aviez vous-même dit, je

pensais que vous reviendriez au sujet du projet de loi 88. Quant à l'autre partie concernant ce que vous pouvez avoir dit, je n'ai pas à prendre position pour ou contre mais simplement je dois vous dire, M. le leader adjoint du gouvernement, qu'il y a d'autres moyens de rectifier les choses que d'invoquer la question de règlement. Quant à la pertinence, vous aviez raison. M. le député de Verdun.

M. Caron: M. le Président, je pense que le leader adjoint du gouvernement est allé un petit peu trop vite. Ce que je voulais dire c'est que dans le projet de loi on parle de fonctionnaires réguliers et de fonctionnaires à temps partiel. Cela veut dire que ces gens auront affaire au président du Conseil du trésor. Déjà, je pense que sa position n'est pas d'une façon à donner l'exemple. C'est pour cela que, personnellement, je ne vois pas pourquoi le gouvernement s'empresse... Si le gouvernement avait déposé un projet de loi, M. le Président, au lieu de parler de parc et de ministère... Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche n'est pas le plus gros ministère au gouvernement du Québec, il est encore temps que ces fonctionnaires puissent s'en occuper. Je vois très mal - cela vient justement du président du Conseil du trésor - à cet organisme 120 personnes qui vont travailler à temps plein et 420 qui vont travailler, j'imagine, durant l'été en partie, et un certain nombre l'hiver, sur les pentes de ski.

M. le Président, imaginez-vous! Quand on entend souvent de la bouche du premier ministre: Il faut vivre selon nos moyens, il faut se serrer la ceinture. Si mes renseignements sont bons, ces gens retireront pour le conseil d'administration nommé par le gouvernement... J'imagine qu'ils vont nommer leurs amis, j'ai des gros doutes mais enfin... L'un me fait signe que non, mais il n'est pas à la confesse. Le premier ministre le disait cet après-midi, de temps en temps il va à la confesse pour des petits péchés. Je sais, M. le Président, qu'ils vont les nommer, ils devraient être assez francs pour dire: Oui, c'est vrai! On a telle et telle personne. Imaginez-vous, 555 000 \$ pour les membres du conseil d'administration. Cela veut dire environ 80 000 \$, M. le Président, plus que vous, plus que moi. Combien de personnes ont besoin d'aide ici au Québec actuellement? Si on avait pris cet argent pour l'investir pour nos jeunes qui sont sans travail actuellement, M. le Président.

Personnellement, M. le Président, je pense que le Conseil des ministres, même s'il a un bout de chemin de fait et veut voter sa loi avant les fêtes, il devrait la reporter. On a des articles qui disent... On se contredit. Aux Affaires municipales, il y a rapport, naturellement, au projet de loi 88. On a un article ici, l'article 22, paragraphes

1 et 2, Loi sur la prévention des incendies dont le chapitre B-23 est abrogé. C'est le ministre des Affaires municipales qui va... Et il n'y a pas à dire, s'il y a un ministère qui est surchargé ici au Québec, c'est bien le ministère des Affaires municipales qui gère quelque 1600 municipalités au Québec. Il va s'en chercher d'autres. Il va être chargé de la responsabilité de la prévention des incendies du Québec. Le ministre des Affaires municipales, d'un côté, va chercher... Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, lui, renvoie cela. Cela ne tient pas ce projet de loi, parce que jusqu'à maintenant, depuis que le gouvernement est au pouvoir, je ne sais pas combien de nouveaux organismes et de nouvelles structures il a créés. Combien de ces structures rapportent au gouvernement? Naturellement, il y a Hydro-Québec. Il y a la Régie des alcools. Il y a Loto-Québec. Les autres, je pense bien que ce n'est pas avec la Société nationale de l'amiante que vous allez venir...  
(20 h 10)

Une voix: ...

M. Caron: Oui, REXFOR, peut-être, mais en moyenne, ce n'est pas rentable quand c'est administré par... Si le gouvernement donnait cela directement à l'entreprise privée, oui, on serait d'accord. Je serais le premier d'accord pour que l'entreprise privée administre sur une base d'affaires. Naturellement, ce sera administré par des fonctionnaires; je dis bien par des fonctionnaires. Parmi les fonctionnaires, on en a des bons et des moins bons. Je pense bien qu'il n'y a pas de cachette pour personne sans vouloir juger. Mais dans l'entreprise privée, si on décide de remercier quelqu'un parce que ce n'est pas rentable, on peut le faire plus facilement que le gouvernement ou une municipalité serait capable de le faire.

Plusieurs aspects peuvent être soulevés par la création de cette société d'État. Par exemple, on se départit d'équipements qui sont une charge financière lourde pour le gouvernement. Le ministre n'aura pas à faire face à une mauvaise gestion par rapport à certains équipements. On se départit de fonctionnaires en leur faisant perdre l'accréditation par leur association syndicale ou encore on nie le rôle du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

En apparence, la création de cette société est un bon coup de gestion financière de la part du ministre. Je dis bien "en apparence." L'objectif de cette société sera de rentabiliser les équipements dont elle aura la responsabilité. Dès ce moment-ci, une question nous vient à l'esprit. Comment peut-on penser, uniquement par un transfert de responsabilités du MLCP à l'organisme, qu'on puisse assister à une rentabilisation de

ces mêmes équipements?

Mme Ghislaine Rheault, journaliste au journal *Le Soleil*, écrivait: "Douze des quatorze établissements du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui seront transférés à la nouvelle société d'État de plein air du Québec fonctionnent actuellement dans le rouge". Pour une fois, cela marche dans le rouge et ils sont d'accord avec nous. Imaginez-vous!

On peut se demander au départ quand cet organisme rapportera quelque chose. Le ministre lui-même ne le sait pas. Les fonctionnaires ne le savent pas. En fait, il n'y a que le Mont-Sainte-Anne, avec un surplus de 895 000 \$, et le camping de Baie-de-Percé qui gèrent plus de revenus que de dépenses. Toujours selon Mme Ghislaine Rheault, "les quatorze établissements visés par cette nouvelle société ont obtenu 10 700 000 \$ en revenus contre 12 700 000 \$ en dépenses". C'est donc un déficit de 2 000 000 \$ qui se soustrait des crédits du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

En plus de contourner une certaine tempérance de l'état financier de ces équipements en les mettant entre les mains d'une société d'État, on ajoute à une lourdeur bureaucratique déjà volumineuse. On crée un nouveau palier décisionnel, un État dans l'État, sans compter le coût qu'entraînera cette nouvelle création gouvernementale.

Enfin, qu'est-ce que la société pourra faire de plus que le ministre? Cette société a un pouvoir d'emprunt. De plus, elle a la possibilité de mettre de côté et de réinvestir les revenus qu'elle peut retirer de ces équipements. Le ministre n'a pas ces pouvoirs directs. Un porte-parole du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. Robert Deserres, expliquait, le 25 juillet 1984, au quotidien *La Presse* que ce nouvel organisme permettra non seulement de sauver les pertes provoquées par les coupures budgétaires, mais également de mettre en oeuvre une politique de développement. Mais de quelle façon la société peut-elle sortir de l'asphyxie les parcs de camping et les autres équipements même si elle a un pouvoir de réinvestissement puisqu'elle ne peut rien investir, ayant douze équipements sur quatorze dans le rouge?

Pour reprendre une question posée par le journaliste Roger Bellefeuille: Quelle rationalité administrative et budgétaire incite le ministre Chevrette à ratifier une autre société d'État? La gestion de ces fragiles lieux sur le plan économique... Au risque de penser que dans quelques années, ces ensembles d'équipements pourront offrir un profit, comment peut-on penser que cette société pourra réinvestir ses profits dans les équipements sous sa responsabilité, puisque les dividendes payés par la société sont fixés

par le gouvernement et non par les administrateurs? Il serait donc loisible à un ministre des Finances de prendre une part des profits pour sa propre soif, un peu comme il le fait avec Hydro-Québec. On se sert d'Hydro-Québec pour emprunter; on se sert d'Hydro-Québec pour boucher bien des trous. L'électricité, pour les petits, coûte plus cher ici qu'ailleurs. C'est vrai que, dernièrement, on a décidé de faire des prix pour les gens qui veulent venir investir, mais il faudrait aussi penser aux petits contribuables...

Oui, revenant toujours au projet de loi 88... Les petits qui n'ont pas l'occasion, qui n'ont pas de chalet, vont pouvoir aussi se servir des parcs comme ils s'en servent actuellement. Mais il faut penser aussi qu'ils reçoivent un compte d'électricité très dispendieux et souvent on va jusqu'à leur couper les services.

Je sens que mon temps achève. J'en aurais encore beaucoup à dire. Je trouve regrettable qu'on nous arrive à la fin de la session - nous allons entamer le mois de décembre dans quelques jours - et, au lieu de nous présenter un projet de loi qui ferait travailler les jeunes et les moins jeunes, qui pourrait concerner les gens qui sont dans les hôpitaux où il y a encore des grèves un peu partout, on décide de présenter un projet de loi pour créer, comme je vous le disais au début, la Société des établissements de plein air du Québec. On va nommer des amis politiques. Je sais que ça va se faire.

Si le ministre était réellement sincère, il nous dirait comment il va choisir les douze personnes, selon quels critères elles seront choisies.

Comme mon temps est déjà terminé et que je veux le respecter - j'ai un grand respect pour la présidence, comme vous le savez, M. le Président - soyez sûr que j'aurai l'occasion d'aller en commission parlementaire pour l'étude article par article de ce projet de loi qui est très épais. On va avoir de l'agrément en commission parlementaire parce qu'il y a beaucoup de choses que les gens du Parti libéral vont essayer de montrer au ministre afin de lui faire comprendre la nécessité de retarder l'adoption de ce projet de loi. Je vous remercie, M. le Président.

**Des voix:** Bravo!

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le leader adjoint du gouvernement.  
(20 h 20)

M. Blouin: M. le Président, le député de Verdun, qui est un homme franc, me permettrait-il de lui poser une question?

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Permettez-vous une question, M. le député

de Verdun?

**M. Pagé:** M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Oui, M. le whip de l'Opposition.

**M. Pagé:** Je conviens que les députés du Parti québécois ou de la majorité participent très peu à ce débat. Je crois qu'il serait préférable qu'on passe au député de Louis-Hébert...

**M. Blouin:** Question de règlement, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** Je dois vous dire, M. le député, que la question est posée au député de Verdun. Si celui-ci me dit non, je donne la parole au député de Louis-Hébert.

**M. Caron:** Je n'ai pas objection, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Verdun accepte. M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Blouin:** M. le député de Verdun, brièvement. Vous avez prétendu que le coût d'administration du seul conseil d'administration était de 520 000 \$. Seriez-vous étonné d'entendre qu'en fait, ce n'est pas 520 000 \$, mais environ 12 000 \$ que cela coûtera pour le conseil d'administration et que les 520 000 \$, c'est pour toute l'administration de l'ensemble du siège social et tous les employés qui y travaillent.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Verdun.

**M. Caron:** M. le Président, j'ai dit que cela coûtera au-delà de quelque 500 000 \$ pour les têtes dirigeantes et si le ministre est vraiment sincère envers lui-même et nous-mêmes, qu'il le mette dans son projet de loi que cela va lui coûter X. On va le savoir. S'il n'est pas dans le projet de loi, on ne le saura jamais.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Louis-Hébert.

**M. Réjean Doyon**

**M. Doyon:** Merci, M. le Président. Le projet de loi 88, qui établit la Société des établissements de plein air du Québec est présenté par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche qui fait grand état de la rentabilité et de la compétitivité des établissements. J'entends le leader adjoint du gouvernement qui s'entête, chaque fois qu'il en a l'occasion, à poser des questions aux

députés de notre côté. S'il a une intervention à faire ou si ses collègues ministériels ont quelque chose à dire sur ce projet de loi, ils sont les bienvenus. Tout le monde aura remarqué, vous le premier, M. le Président, que nous sommes deux, trois et parfois quatre à parler avant d'avoir une réplique de l'autre côté. C'est le silence absolu. Ils n'ont rien à dire. Je pense que le temps de faire valoir les points de vue, c'est lors d'interventions normales dans les 20 minutes qui nous sont allouées par le règlement. Les députés ministériels sont les bienvenus, bien sûr, pour faire valoir leur point de vue à condition qu'ils en aient un, ce qui ne semble pas être le cas devant leur silence. On ne peut pas conclure autrement.

Je disais donc que le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche fait grand état de la rentabilité, de la compétitivité des équipements qui vont passer du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche à la Société des établissements de plein air du Québec. Cependant, il nous laisse sur notre faim quand il s'agit d'analyser la façon dont il va s'y prendre pour accorder ses violons à ce sujet. Les moyens qu'il met de l'avant ne sont pas à la hauteur - et pas du tout - des objectifs qu'il dit poursuivre. Les mesures qu'il présente devant cette Assemblée sont, finalement, quand on regarde de près, des mesures de diversion, des mesures qui cherchent à mêler la population. Actuellement, il se passe un drôle de phénomène au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. Ce ministère se cherche, ne sait pas où il va, fait de l'exploration de différentes avenues, va dans l'à-peu-près et n'a aucune ligne directrice qui soit significative. Les chasseurs et les pêcheurs au Québec sont un peu, de la part du ministre responsable qui nous présente ce projet de loi, considérés comme des hors-la-loi ou à peu près. C'est devenu que c'est mal vu d'être un pêcheur, c'est mal vu d'être un chasseur. Il faut se cacher de cela. On donne dans la villégiature, on donne dans l'observation, on donne dans la photographie. C'est rendu qu'admettre qu'on est un pêcheur ou un chasseur, c'est comme si c'était un peu honteux. Je n'ai pas honte de dire que je suis un pêcheur et un chasseur respectueux des lois qui voient à la protection de la faune aquatique, de la faune terrestre, de la faune sous toutes ses formes.

Le ministre cherche à culpabiliser actuellement les pêcheurs et les chasseurs. C'est dommage parce que les chasseurs et les pêcheurs du Québec ne se laisseront pas impressionner. La mesure de diversion que constitue finalement le projet de loi 88 ne mêlera et ne trompera personne. On doit réaliser le potentiel récréatif énorme qu'est la faune au Québec. Est-ce qu'on sait qu'au Québec, pendant l'année 1983, il y a eu

11 500 000 de jours de pêche 4 200 000 de jours de chasse, 1 000 000 de jours de piégeage? Ces activités ont rapporté, pour ce qui est de la chasse et de la pêche, 500 000 000 \$ en 1983.

C'est important, c'est énorme comme apport financier. Il est regrettable que le ministre soit en train de présenter un projet de loi qui met son ministère dans une situation où on ne sait pas qui il est, ni chair ni poisson. On ne sait pas à quoi s'en tenir. La chasse et la pêche sont des enfants oubliés par le ministère. On présente actuellement un projet de loi de façon à soi-disant rentabiliser les équipements de loisir, les équipements récréatifs. On oublie, cependant, de rendre attrayantes, d'une certaine façon, les activités de chasse et de pêche.

Quant à ce qui se passe dans les réserves du Québec, dans les parcs fauniques du Québec, c'est à proprement dire honteux la façon dont les chasseurs et les pêcheurs très souvent sont reçus. J'ai vécu des expériences personnelles avec mon épouse, l'an dernier, quand je suis allé à la pêche dans la réserve de la Mauricie, où on m'a fait toutes sortes de chinoïseries pour m'empêcher de pratiquer le sport que j'aime; le sport pour lequel j'avais payé. C'était extrêmement compliqué.

On a commencé par me mettre dans une situation où j'étais obligé de participer à un tirage au sort pour voir mon nom finalement sortir comme si c'était la loto. Après cela, une fois que j'ai été choisi... Je vous invite et j'invite n'importe qui de cette Assemblée à participer à cette expérience. Je vous assure que ce n'est pas très gai. Là, le malheur que j'ai eu, cela a été de me rendre à la barrière. Je vais revenir au projet de loi, ne vous inquiétez pas, M. le Président, parce que tout cela est relié, on parle du même ministère, on parle du même ministre. Je me suis présenté à la barrière avec les papiers en main. Mais malheur à moi parce que je n'étais pas chef de groupe et que j'arrivais avec le papier et le nom de quelqu'un d'autre dessus. Je ne pouvais pas passer parce que la personne qui m'accompagnait, qui venait avec moi, qui devait partager le chalet, cette personne avait été retardée au bureau pour quelques heures.

Je devais attendre que cette personne se présente à la barrière en même temps que moi. Comment se fait-il que ces chinoïseries sont inconnues chez les pourvoyeurs? Est-ce que ce genre de chose ne devrait pas être réformé par le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche avant de s'aventurer à former une nouvelle société d'État? Est-ce qu'il ne devrait pas justement mettre de l'ordre dans la bureaucratie, la paperasse à laquelle nous avons à faire face? Est-ce qu'il ne devrait pas s'occuper de

rassurer les fonctionnaires qui ont passé une bonne partie de leur vie, 10, 15, 20 ans, à mettre sur pied des équipements récréatifs de valeur, où ils ont investi des efforts énormes, considérables, comme en ce qui concerne le parc du Mont-Sainte-Anne, et qui se retrouvent actuellement dans l'incertitude la plus totale, qui ne savent pas à quoi s'en tenir? Tout ce que le ministre est en mesure de leur dire, c'est: D'ici au 31 décembre 1985, vous allez continuer d'être régis par la convention actuelle. Par les décrets, plutôt, parce qu'on ne parle plus de convention collective au Québec, on parle de décrets maintenant, avec ce que cela comporte de coupures, évidemment.

Vous allez continuer d'être régis par les décrets qui vous gouvernent actuellement jusqu'au 31 décembre 1985. Après cela, vos conditions de travail seront définies par la société qui négociera ou ne négociera pas avec vous un certain nombre de choses dans le domaine du relations de travail. (20 h 30)

Ces gens sont extrêmement inquiets. Je les ai rencontrés. Je sais que ces gens se disent, aujourd'hui: Je ne sais pas ce qui m'attend en 1986. Je ne sais pas à quoi m'en tenir. Les conditions de travail, que je connais actuellement sont des conditions de travail qui me sont accordées temporairement. À partir du 1er janvier 1986, je devrai recommencer à neuf. Je ne sais pas, en tant qu'employé permanent de cette nouvelle société, ce qui sera négociable avec la société, quelles seront les conditions de travail sur lesquelles je pourrai discuter et m'entendre avec celle-ci? Je n'en sais rien. Je ne sais pas non plus avec quels moyens je pourrai discuter avec cette société.

Le syndicat qui me représente actuellement, qui est le Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, de 35 000 à 40 000 membres, a négocié les conditions de travail actuelles des employés du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. À partir de l'adoption de ce projet de loi et à partir du 1er janvier 1986, ce même syndicat ne représentera plus ces fonctionnaires, il ne sera plus accrédité pour négocier au nom des fonctionnaires. Les fonctionnaires devront négocier en un petit groupe de 300 à 400 employés avec la société. Il est facile de comprendre que ce n'est pas la même force de persuasion vis-à-vis du gouvernement. Quand on considère qu'un syndicat de fonctionnaires de 35 000 à 40 000 membres a dû plier l'échine devant ce gouvernement, a dû accepter des coupures de salaire, a dû accepter que celui-ci dénonce sa propre signature, qu'un syndicat aussi fort et aussi bien enraciné que le Syndicat des policiers de la Sûreté du Québec se voit, actuellement, refuser ce que le gouvernement lui avait accordé et,



finalement, imposé, c'est-à-dire l'arbitrage obligatoire, et que le gouvernement fixe les règles du jeu vis-à-vis d'un syndicat aussi fort que celui des policiers de la Sûreté du Québec, lequel gouvernement refuse de mettre en application la décision de l'arbitre, est-ce que les futurs fonctionnaires de la société n'ont pas raison de s'inquiéter énormément du sort qui les attend? Est-ce qu'on n'a pas raison de croire que ce qui est arrivé au Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, aux syndicats des employés des secteurs public et parapublic, aux policiers de la Sûreté du Québec actuellement, est-ce que ce n'est pas le signe avant-coureur de ce qui les attend?

Là, on parle des employés permanents. On parle des gens qui ont une sécurité d'emploi. Mais qu'en est-il du sort et de l'avenir de ces occasionnels, de ces contractuels, de ces gens qui sont sur appel et qui, à chaque année, viennent travailler au Mont-Sainte-Anne pendant six ou sept mois, qui sont à la merci d'un appel ou d'une lettre leur disant "on vous invite à vous rapporter au travail"? Est-ce qu'ils n'ont pas raison de s'inquiéter? Ils l'ont exprimé d'une façon très claire dans un mémoire qu'ils ont remis au ministre et qu'ils ont eu l'occasion de m'expliquer.

Je dois dire que leurs inquiétudes sont loin d'être mal fondées. Comment le ministre peut-il nous faire croire que la rentabilité et la compétitivité de la future société de plein air dépend de la création d'une nouvelle société d'État alors que, dans le même souffle, il nous dit que les mêmes employés vont être invités à faire partie de la même société, vont être invités à continuer de travailler à l'intérieur de la société?

Est-ce que c'est normal, M. le Président, qu'avec les mêmes employés, tout simplement parce qu'on aura changé la structure juridique de l'organisme qui les contrôle et les emploie, que ces mêmes employés, du jour au lendemain, deviendront plus compétitifs, plus rentables? Le seul moyen de le faire et le moyen qui sera à la portée des administrateurs, qui se seront servis les premiers dans l'assiette au beurre, qui auront pigé les premiers dans les 500 000 \$ ou 600 000 \$ alloués pour l'administration de cette société, une fois qu'ils se seront servis, pour les employés occasionnels, les gars et les femmes qui travaillent à 10 \$ et à 8 \$ l'heure au remonte-pente du Mont-Sainte-Anne, qu'est-ce que vous pensez qui va leur rester? Il va leur rester des miettes, comme d'habitude, et encore bien chanceux s'ils en ont.

C'est comme cela qu'on les traite. Le ministre nous dit que ces gens, parce qu'ils vont être des employés de la société, vont devenir plus rentables, plus concurrentiels. En même temps, il insulte le reste de la fonction publique du Québec parce qu'il est

en train de leur dire que parce que vous êtes un fonctionnaire, parce que vous êtes un employé de l'État régi par la Loi sur la fonction publique, vous n'êtes pas rentable, vous n'êtes pas concurrentiel. Donc, vous êtes des gaspilleurs, vous êtes des incompetents. Le seul moyen de vous rendre concurrentiel et rentable est de vous mettre une épée au-dessus de la tête avec la menace de renvoi. C'est comme cela qu'on traite les employés de l'État; c'est comme cela qu'on les traite depuis quelques années maintenant.

La devise du Québec est aussi celle des fonctionnaires du Québec: Je me souviens; ils se souviendront. Il y aurait très long à dire sur la façon dont le ministère se comporte, par exemple, envers les habitats fauniques. Le ministre a en même temps une responsabilité première de préserver ce qui est finalement la ressource première, la ressource essentielle, la ressource primordiale de la chasse et de la pêche: la faune sous toutes ses formes. Il permet l'empiètement systématique, entre autres, par le ministre de l'Agriculture qui, curieusement, veut faire pousser des patates partout, que cela pousse ou pas. Les marécages, on doit empiéter là-dessus alors qu'on sait que c'est le berceau, c'est le lieu de nidification de tout ce qui est la faune aquatique du Québec.

Le ministre a cette responsabilité; il ne s'en acquitte pas. Ce qu'il fait, c'est de nous présenter un projet de loi qui, malheureusement, n'est pas à la hauteur de la situation.

J'aimerais, M. le Président, vous dire quelques mots aussi en ce qui concerne divers articles du projet de loi. Le ministre donne à sa société des pouvoirs d'emprunt. C'est une façon déguisée de continuer à endetter la population du Québec sans qu'on puisse s'en rendre compte dans les comptes publics. C'est une façon détournée de faire supporter ses emprunts par la population du Québec parce que le gouvernement du Québec est toujours la garantie ultime de ces emprunts.

C'est l'article 1 du projet de loi 88 qui le dit: La société pourra emprunter, pourra nantir, pourra exercer tous les pouvoirs d'une compagnie. Cela n'est pas rassurant parce que le crédit de la province, on le sait, est menacé actuellement. La façon de faire oublier cela, c'est de créer des organismes qui, eux, vont pouvoir faire indirectement ce que le ministre des Finances n'a pas le courage de faire sur les marchés financiers. C'est une partie de la raison pour laquelle on se retrouve avec ce projet de loi.

M. le Président, est-il normal que le Conseil des ministres ait la main haute totalement sur la nomination des sept ou huit personnes qui vont constituer le conseil d'administration? J'entendais un député ministériel tout à l'heure, avant le souper,

qui se faisait fort de dire que la société, en dehors de la politique, ne serait pas influencée par les ministres, par la politiciaillerie qu'on connaît. Malheureusement, c'est oublié, M. le Président. L'article 4 de la loi est très clair: Les membres du conseil d'administration sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil. Il me surprendrait qu'on retrouve là des gens qui sont affiliés à notre formation politique. On y trouvera, comme d'habitude, des amis du régime, des gens qui sont prêts à faire les quatre volontés du ministre, qui sont au-devant de ses désirs. C'est cela l'habitude du gouvernement. Qu'on aille se faire fort, de l'autre côté, que la création de la société est une façon de mettre la société à l'abri des interventions politiques, c'est rire du monde, à proprement parler, c'est rire du monde parce que ce n'est pas cela que la loi dit. Les nominations se feront par le Conseil des ministres.

(20 h 40)

Les traitements de ces gens, on a eu l'occasion d'en dire un mot. Les plans d'effectifs devront être présentés au Conseil du trésor et au Conseil des ministres. L'article 14 est clair là-dessus. Les pouvoirs de l'article 18 sont énormes. Le ministre est en train d'abdiquer la totalité de ses pouvoirs en ce qui concerne les établissements de plein air. C'est une admission on ne peut plus claire de sa part, de son incompétence et de son incapacité à exploiter d'une façon rationnelle et rentable ce qui, finalement, appartient à la population du Québec.

Ce qu'on est en train de faire, M. le Président, va à contre-courant de la tendance actuelle. On crée des nouvelles sociétés d'État. On crée des sociétés d'État pour tout et pour rien et cela est à l'envers du mouvement de privatisation actuel de notre société, de la société canadienne et de la société nord-américaine en général. La privatisation ne consiste pas à transférer de l'appareil gouvernemental à des sociétés d'État des équipements collectifs, la privatisation consiste à remettre contre contrepartie adéquate au secteur privé des équipements pour qu'il les rentabilise selon des critères qui sont propres à l'entreprise privée. Ce n'est pas ce que le gouvernement est en train de faire, il est en train de prendre un faux raccourci pour faire payer, entre autres, aux employés du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, le coût de ses mauvais choix antérieurs. Il est clair que ce projet de loi est mal venu, qu'il n'a pas sa place actuellement, qu'il est de notre devoir de le dénoncer et de s'y opposer avec toute la vigueur possible, c'est ce que nous allons continuer de faire.

Malheureusement, nous avons terriblement peur que le ministre ne veuille pas entendre raison comme c'est l'habitude

du côté ministériel et que nous nous retrouvions encore avec un projet de loi qui n'est désiré ni par la population ni par les gens qui utilisent ces équipements et qui va se retrouver avec un nouvel outil qui sera mal ajusté à nos besoins et dont nous devrons très rapidement nous défaire pour, finalement, s'accorder au bon sens et s'organiser pour que ce qui nous appartient soit utilisé au meilleur escient possible.

**Le Vice-Président (M. Jolivet):** M. le député de Mont-Royal.

**M. John Ciaccia**

**M. Ciaccia:** M. le Président, le gouvernement propose de créer une société d'État dont le mandat sera de gérer les établissements, les biens, les meubles, les immeubles et les équipements qui ont un caractère commercial, éducatif, comme les réserves fauniques et qui lui sont transférés dans un premier temps et, à un moment ultérieur, de gérer les entreprises ou les activités que le gouvernement jugera à propos. Est-ce vraiment le rôle d'une société d'État d'assumer ces fonctions? Quels sont les objectifs, les responsabilités du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche? Commençons avec cette première question.

Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, M. le Président, a comme devoir de s'occuper de développer des activités de loisir, du sport, de la chasse, de la pêche, de favoriser dans certains lieux des secteurs qui ne sont pas rentables, admettons-le, d'essayer de promouvoir certaines activités dans des secteurs, dans des endroits où les gens sont moins favorisés. Il a comme objectif, comme mandat, comme devoir, d'administrer les parcs et il a aussi comme objectif et comme mandat le devoir qui, nous le savons très bien, n'est pas toujours accompli de conserver la faune, la responsabilité de la conservation. Si nous prenons comme mandat les activités du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, comment pouvons-nous logiquement dire: On va prendre des activités ou on va décider le gouvernement de donner cela à une société d'État. Quel est le rôle d'une société d'État? On va prendre des exemples. Hydro-Québec est une société d'État. C'est presque un monopole. Cela développe les ressources énergétiques, les ressources hydroélectriques du Québec et, naturellement, cela ne fonctionne pas à déficit. La Société des alcools non plus ne fonctionne pas à déficit. C'est une société commerciale, pour des fins sociales aussi. Au lieu de donner cela à l'entreprise privée, on a jugé - on aurait pu le donner à l'entreprise privée - que pour des fins d'ordre social et d'autres raisons, on confierait la vente des boissons alcooliques à la Société des alcools. On a

essayé de donner des activités à des sociétés d'État comme Quebecair, mais nous voyons ce qui se produit. Nous voyons les déficits de Quebecair.

Le rôle d'une société d'État, c'est de s'occuper de certaines activités qu'on ne veut pas vraiment donner à l'entreprise privée, qu'on ne devrait pas donner à l'entreprise privée, mais qui devraient être rentables. S'il y a des activités qui ne sont pas rentables, on le fait pour des raisons sociales. Ce n'est pas une société d'État qui va s'occuper de cela. C'est le ministère. Il y a des raisons sociales pour avoir des loisirs. On ne s'attend pas que toutes les activités du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche soient rentables et, comme elles ne le sont pas, on s'attend que le ministère ait des budgets pour répondre aux besoins de la population dans ces différents mandats. M. le Président, essayer de nous dire aujourd'hui qu'on va accorder ou donner à une société d'État des activités du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, c'est un non-sens. C'est un non-sens total qui n'a pas de raison d'être, qui ne peut pas... Ce n'est pas le rôle d'une société d'État.

On a fait des reproches au Parti libéral en disant: Vous avez appuyé la Société immobilière. Oui, mais la Société immobilière administre... Premièrement, on a soulevé beaucoup de questions, et si on devait reprendre le débat aujourd'hui, je ne suis pas certain qu'on serait du même avis, mais prenons les différences. La Société immobilière administre des biens, des locaux et des bureaux. Elle est censée être responsable des biens immobiliers de l'État. Ce n'est pas la même chose du tout que de dire: On va confier des programmes sociaux, des programmes qui devraient être administrés pour des secteurs défavorisés, qui ont un aspect social, qui ont des aspects qui sont au-delà des questions commerciales, à une société d'État. Ce n'est pas du tout la même chose. J'entendais les raisons que donnait le ministre président du Conseil du trésor pour justifier la création de cette société d'État. Il disait: C'est pour une efficacité administrative, pour une saine gestion financière et pour de meilleures initiatives. Était-ce une critique de son collègue, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, à savoir qu'il n'est pas capable d'administrer efficacement, qu'il ne peut pas donner une gestion financière saine à son ministère, qu'il ne peut pas démontrer d'initiative? Franchement, ce ne sont pas des raisons positives à invoquer à l'égard de la création de cette société.

Il y a une autre raison, M. le Président, pour être contre la création de cette société. Nous savons - on le répète, mais il faut le dire - que le but ou le mandat d'un gouvernement, c'est d'administrer des programmes pour le bien

des contribuables. Ce n'est pas d'alourdir la machinerie bureaucratique. Ce n'est pas de créer des sociétés d'État avec des infrastructures, des présidents, des vice-présidents, des administrateurs, des bureaux et des secrétaires. Chaque fois qu'on crée une nouvelle société d'État, on ajoute aux dépenses gouvernementales. On dit au gouvernement: Cessez ces dépenses. Cessez ce gaspillage. Plutôt que de créer une autre société d'État, essayez de prendre ces fonds pour les utiliser en vue du succès de vos programmes.  
(20 h 50)

Il y a la question des dépenses additionnelles qui devraient être évitées. Il y a la question du contrôle des sociétés d'État. C'est bien facile, et j'espère que ce n'est pas le but du ministre de dire: On va donner cela à la société d'État parce que, d'après les lois qui existent maintenant, les élus du peuple, les gens de l'Assemblée nationale n'ont pas un contrôle adéquat des sociétés d'État. C'est trop facile pour le ministre de dire: La société est autonome. Elle a des administrateurs. Ne venez pas me demander des réponses. Ne venez pas poser des questions à l'Assemblée nationale à chaque jour sur mes programmes, car la société est autonome. Allez voir les gestionnaires. C'est pour cela qu'on a créé une société d'État.

Il est trop facile de mettre de côté les responsabilités du ministre, de le dégager de ses responsabilités pour dire: Allez voir la société d'État.

Je vais vous poser une question, M. le Président. Avez-vous jamais essayé d'obtenir quelques renseignements sur les résultats des sociétés d'État? Quand on se plaint d'Hydro-Québec, quand on se plaint de Quebecair, qu'est-ce qu'on fait? On est frustré. On a des fonctionnaires qui sont là et ils sont la loi. Ils n'ont pas besoin de venir répondre ici. Mais quand le ministre Chevrette, lui, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche est ici pour répondre, il est obligé de répondre aux questions sur les activités de son ministère. On ne veut pas que le ministre nous dise d'aller voir la société d'État, que ce ne sont pas ses responsabilités. Non. C'est pour cela qu'on insiste: Vous avez des activités et on va vous appuyer pour les bonnes activités, mais gardez le contrôle. Gardez les responsabilités dans votre ministère. N'essayez pas de vous en dégager.

Si on regarde un peu l'historique du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, on voit, originalement, que ce ministère avait beaucoup plus de responsabilités qu'il n'en a maintenant. Il avait celle, à un moment donné, de favoriser le développement du tourisme au Québec. On la lui a enlevée. Il avait comme devoir d'organiser et d'entretenir des bureaux de renseignements pour les touristes. On lui a

enlevé cela. Il avait comme devoir de veiller à l'application des lois relatives à l'hôtellerie. On lui a enlevé cela. Il avait comme devoir de participer à des expositions au Québec ou ailleurs. On lui a enlevé cela. Il avait comme devoir d'encourager le développement de l'artisanat. On lui a enlevé cela aussi. Et aujourd'hui, on cherche encore à lui enlever certains autres pouvoirs, certains autres devoirs. Ma réaction est très simple à ce sujet.

Si le ministre n'est pas capable, si le gouvernement ne croit pas que le ministre a les qualifications ou la compétence de s'occuper de son ministère, si le gouvernement croit qu'il faut enlever des responsabilités au ministre, c'est bien simple, au lieu de changer le ministère, changez le ministre. Ce serait bien plus simple. On ne perdrait pas notre temps ici à discuter sur des lois inutiles pendant qu'il y a des gens en chômage, que les taxes sont élevées. On ne discute pas de l'économie pendant ce temps-là. On est ici pour discuter des niaiseries, des affaires qu'on nous oblige à faire et qui sont inutiles. Mais notre devoir, comme membres de l'Opposition, est de porter cela à l'attention du public.

Il serait bien plus simple pour le gouvernement, pour le premier ministre de retirer le ministre Chevrete et lui dire: Vous ne faites pas vos devoirs. Vous n'êtes pas capable d'administrer, spécialement après ce qui est arrivé dans le Nord québécois où on a perdu 10 000 caribous. Vous n'avez pas fait les études là-dessus. Vous n'avez pas conservé la faune. Ne cherchons pas par des moyens indirects à lui enlever d'autres responsabilités. Bientôt, on va imposer le devoir à une société d'État de faire des études sur le caribou dans le Nord québécois, de suivre le cheminement des caribous et de s'occuper de la conservation de la faune. Si tel est le cas, on n'a pas besoin de ce ministère. Retirons-le de la place et faisons quelque chose. Non pas par des lois absolument aberrantes comme celle-ci, qui servira à donner à des sociétés d'État des activités qui ne sont pas rentables.

Dès le départ, j'admets qu'il y a des activités du gouvernement qui ne sont pas rentables. C'est le gouvernement qui a la responsabilité d'administrer ces activités. De deux choses l'une: Si des activités sont rentables, donnez-les à l'entreprise privée. Vous n'avez pas à être impliqués dans des entreprises commerciales. Je ne crois pas à cela. Vous prenez la place d'entreprises privées et vous leur enlevez des choses qui sont rentables pour les rendre déficitaires. Le meilleur exemple de cela est Quebecair. Quebecair faisait de l'argent avant que vous vous impliquiez. Si c'est rentable, ce n'est pas une société d'État, à moins que ce soit un monopole comme l'hydroélectricité...

Naturellement, un service public, il faut

que ce soit le gouvernement qui s'en occupe. Pour la vente des boissons alcooliques, j'accepte cela. Les loteries, naturellement, vous avez un pouvoir dans ce domaine et il s'agit d'une activité qui, vraiment, peut convenir à une société d'État. Mais toutes les autres chinoiseries dans lesquelles vous êtes en concurrence avec l'entreprise privée, cela n'a pas sa place. Si vous avez des activités comme celles que vous voulez transférer à cette société et qui ne sont pas rentables, ce n'est pas la société d'État qui doit s'en occuper, c'est le ministère. On veut que la responsabilité du ministre demeure à l'Assemblée nationale. On veut qu'il soit ici pour défendre les activités de son ministère, les décisions de ses fonctionnaires, la programmation de son ministère. On ne veut pas qu'il se dégage de cette responsabilité en disant tout simplement: Écoutez, les sociétés d'État sont autonomes et moi, je vais m'enquérir, je vais prendre des renseignements mais je ne peux vous répondre directement. On reçoit ces réponses trop souvent. C'est trop souvent une façon pour un ministre de se dégager de ses responsabilités.

Lorsqu'on institue une société d'État, on ajoute un autre palier de décision, un autre palier administratif. Ce n'est pas seulement le ministère qui administre les programmes de son ministère - les programmes du Loisir, de la Chasse et de la Pêche - mais on ajoute un autre palier décisionnel...

**Une voix:** C'est cela.

M. Ciaccia: ...avec des coûts administratifs.

**Une voix:** C'est automatique.

**M. Ciaccia:** Cela n'aboutira pas à une économie. C'est un gouvernement de contradictions. D'une façon, il nous dit: On veut rentabiliser cela. Il prend des décisions pour rendre la rentabilisation plus difficile. Si vous ajoutez des frais administratifs, si vous ajoutez toute l'infrastructure d'une société d'État, cela va ajouter des dépenses à ces activités. Ce n'est pas la façon de les rentabiliser. Il y a beaucoup d'activités qui, pour une raison ou une autre, dans ce domaine, ne peuvent pas être rentables mais que le gouvernement se doit d'offrir au public.

Il y a la question des dépenses additionnelles et il y a la question du contrôle par les élus. C'est très important. C'est un aspect que la population doit comprendre. Lorsque le ministre est responsable de son ministère, les élus, les représentants du peuple, tous les jours de la session, durant la période des questions, peuvent exiger des réponses immédiates du

ministre. Ils peuvent faire des représentations pour les citoyens. Si les citoyens de certains secteurs de la population ont des problèmes spécifiques quant à l'administration d'un programme, que ce soit pour un parc ou pour toute autre activité du ministère, ces citoyens peuvent demander aux élus de faire des représentations auprès des députés ministériels. On vient à l'Assemblée nationale et on pose des questions et on a le droit d'exiger des réponses. Mais lorsque vous confiez ces activités à la société d'État, vous venez d'enlever ce contrôle, parce que les lois actuelles réduisent le contrôle des élus et les questions que peuvent demander les représentants de l'Assemblée nationale aux sociétés d'État.

Il y a un autre aspect de ce projet de loi sur lequel j'ai certaines questions à poser. Quels sont les motifs... On parle de rentabilisation, on parle de réduire les coûts, mais les programmes qui coûtent des sous vont continuer à coûter des sous. On ne nous a pas démontré... Les journalistes, les commentateurs l'ont souligné au gouvernement: Ce n'est pas en donnant une chose qui est déficitaire à une société d'État que vous allez la rendre rentable; c'est l'inverse. Nous, cela a été l'inverse: on a donné des choses rentables aux sociétés d'État et elles sont devenues déficitaires. Qu'on n'essaie pas de nous faire croire ces choses.

**Une voix:** Ce n'est pas croyable.

M. Ciaccia: Savez-vous que l'une des conséquences de ce projet de loi, c'est que c'est totalement artificiel... Je me pose même des questions sur l'honnêteté intellectuelle de ce geste.

**Une voix:** Très bien.

(21 heures)

M. Ciaccia: On va prendre tous ces programmes et on va les transférer à une société d'État. Automatiquement on enlève le déficit du ministère pour le donner à la société d'État. Le ministre des Finances n'a plus son déficit, c'est la société d'État qui l'a.

Savez-vous à quoi cela me fait penser? À un individu qui a 100 000 \$ de dettes, qui forme une compagnie pour lui transférer toutes ses dettes. Il va dire: Voyez! je n'ai plus de dettes, c'est ma compagnie qui les a. C'est ça que vous faites ici. Ouvrons-nous les yeux! C'est ce que le gouvernement fait. Il veut faire croire à la population qu'il réduit le déficit, les dettes et les dépenses mais ce n'est pas vrai. Le pauvre type qui transférerait ses dettes à la compagnie est encore actionnaire de la compagnie. Ce sont ses dettes, elles n'ont pas disparu. Le déficit ne disparaît pas. Les dettes de ses activités ne disparaissent pas. Arrêtons d'essayer d'induire la population en erreur. Soyons donc

plus honnêtes avec les gens. N'essayons pas, pour des fins électorales, parce qu'on approche des élections - on sera obligé de faire des élections au Québec éventuellement - de cacher des choses.

On présente un projet de loi et on dit: Regardez! c'est une société d'État, on va rentabiliser. On voit que les taxes augmentent, le déficit ne baisse pas. On cherche des moyens pour essayer de tromper la population pour lui faire croire certaines choses qui n'existent pas. Ce sont des images, de la fumisterie.

Qu'est-ce qui arrive en attendant? On nomme les présidents des sociétés d'État. On fait un petit patronage là; on nomme les amis du régime parce qu'il faut les récompenser. On l'a vu dans le passé, on sait que cela peut arriver mais on n'est pas obligé, nous, de l'Opposition, d'accepter cela. On n'est pas obligé de se fermer les yeux et de dire: On vous donne un chèque en blanc; faites toutes les stupidités que vous voulez; faites toutes les conneries que vous pouvez; dépensez l'argent; augmentez les déficits cachés; augmentez les taxes et on ne dira rien.

Non, M. le Président, on ne fera pas ça. Comment se fait-il que, de l'autre côté de la Chambre ils ne parlent même pas sur ce projet de loi? Avez-vous honte? Vous n'êtes pas capables de répondre aux questions qu'on soulève? Pour chaque deux ou trois députés de l'Opposition - on est moins nombreux que vous - il y en a peut-être un qui prend la parole de l'autre côté.

M. le Président, je vous dis que c'est malhonnête à ce stade-ci de notre histoire, à ce stade-ci de notre économie, que le ministre "Crevette" arrive...

**Des voix:** "Crevette"!

M. Ciaccia: Excusez-moi, c'est un lapsus. Vous savez, M. le ministre, que j'ai des lapsus, vous le soulignez assez souvent.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Mont-Royal, d'une façon ou d'une autre vous savez fort bien qu'en vertu de l'article 35 vous devez utiliser soit le nom du ministère ou le nom du comté du ministre.

M. Ciaccia: En conclusion, M. le Président, on ne fera pas partie de cette manoeuvre du gouvernement de se dégager de ses responsabilités, de donner l'impression qu'ils sont actifs dans le domaine quand ils ne le sont pas. On ne peut pas accepter que vous essayiez de passer un sapin avec cette société d'État où le ministre va essayer de se dégager de ses responsabilités et donner l'impression qu'il agit dans le domaine. Non, M. le Président, et, pour toutes ces raisons, nous allons voter contre ce projet de loi.

Des voix: Très bien!

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Rouyn-Noranda-Témiscamingue.

**M. Gilles Baril**

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Il me fait plaisir d'intervenir sur l'étude de ce nouveau projet de loi qui se veut la création d'une société d'État pour réaliser le plein potentiel économique d'établissements de plein air au Québec. Cette société qu'on peut comparer aux sociétés d'État comme SOQUIP et Hydro-Québec sera dirigée, bien sûr, par un conseil d'administration qui sera composé de sept membres nommés par le gouvernement et qui aura son siège dans la communauté urbaine de Québec.

Je veux parler un peu des avantages de cette nouvelle formule. Par la suite je voudrais démontrer les contradictions et l'incohérence du Parti libéral, parce qu'il y a des raisons aujourd'hui à savoir pourquoi le gouvernement du Parti québécois est poussé justement à légiférer et, par le fait même, débattre de ce projet de loi aujourd'hui.

Les avantages de cette formule permettent aux établissements du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche visés dans ce transfert à la société sont d'une nature commerciale. Par opposition à la régie gouvernementale, les avantages d'une société d'État dans le cas d'une entreprise à caractère commercial tiennent à une combinaison de trois facteurs principaux. Grâce à sa structure de gestion plus souple, la société pourra réduire les coûts de fonctionnement de ces établissements. Elle pourra mieux exploiter le potentiel commercial de ces établissements, notamment par une politique de prix concurrentiels ou une mise en marché plus agressive. Chaque établissement devenant directement responsable de ses niveaux de revenus et de dépenses, les ressources humaines à l'emploi de la société pourront oeuvrer dans un contexte favorisant naturellement la motivation et la productivité.

Une des conséquences majeures devant découler de la réalisation de ces objectifs sera d'appuyer une relance économique dans le secteur du tourisme et de la récréation de plein air et, possiblement, une augmentation des niveaux de l'emploi de ce secteur dans la plupart des régions du Québec. Cela touche, bien sûr, la région que je représente, avec le camping de Fort Témiscamingue, dans le secteur du Témiscamingue, dans mon comté, et le Domaine, situé dans le parc de La Vérendrye.

Il est important de préciser que ce projet de loi touche d'ailleurs plusieurs équipements gouvernementaux qui sont

dispersés dans l'ensemble du Québec: Mont-Sainte-Anne, l'île d'Anticosti, les campings de Pointe-des-Cascades, Côte-Sainte-Catherine, Coteau-Landing, Kénogami, Fort Témiscamingue, Amqui, Baie-de-Percé, les Voltigeurs, Stoneham, Fort Prevel, manoir Montmorency et le Domaine. Ce projet de loi vise à responsabiliser les gestionnaires de ces équipements et leur permet d'essayer d'adopter une politique beaucoup plus réaliste qui se veut de concertation avec les agents économiques de nos régions, les commerçants de Ville-Marie, par exemple, de façon à donner de meilleurs services à la population.

M. le Président, on a assisté, durant tout le débat, à ce que j'ai dit tantôt, à ce que j'appellerais les contradictions, l'incohérence, bref, en résumé, au mensonge et à l'hypocrisie libérale. J'aimerais apporter quelques précisions en cette Chambre pour démontrer qu'effectivement les membres du Parti libéral, depuis tantôt, comme une bande de perroquets, que ce soit le député de Louis-Hébert qui a déchiré son linge en versant ses larmes de crocodile dans la chaloupe libérale, en disant que le projet de loi va faire... Ce qu'il veut, c'est voter contre le projet de loi parce que cela va faire perdre tous les jobs. Le député de Marquette, hier, a dit: Il faut remettre cela à l'entreprise privée. Quel est le meilleur moyen de faire perdre leur job à ces 700 employés, hommes et femmes, que de remettre cela à l'entreprise privée? Le meilleur moyen, c'est de remettre cela à l'entreprise privée. Cela démontre

véritablement, encore là, les contradictions du Parti libéral. Le député de Charlesbourg, pour sa part, dans ses grandes envolées à l'emporte-pièce, où il ne manque pas d'alarmer l'ensemble de la population par des choses aussi hypocrites que mensongères, disait: Ce projet de loi veut mettre tout le monde en chômage. Or, M. le Président, il est important de rappeler à cette Chambre que ce projet de loi a précisément l'objectif de préserver les emplois de ces gens-là, de respecter leurs conditions de travail et de respecter le droit de rappel pour ces employés.

Parlons aussi de ce qui s'est passé avant 1976 avec le Parti libéral concernant ses interventions en milieu touristique et de plein air au Québec. On pourrait peut-être parler du gaspillage éhonté des impôts et des taxes des Québécoises et des Québécois que ces gens ont "pitchés" par les fenêtres. Je citerai ici des exemples concrets et je suis sûr que les gens de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay-Lac-Saint-Jean, de l'Estrie ou d'ailleurs pourront reconnaître ces opérations de manigance, de patronage qu'avait exercées le Parti libéral et dont le Parti québécois avait hérité en prenant le pouvoir en 1976. Parlons précisément du camping Saint-Alexandre mis en place par les

libéraux...

**Une voix:** ...l'entreprise privée...

(21 h 10)

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Non. Exactement, mis en place par les libéraux, il faut le dire: camping Saint-Camille, camping Mékinac, camping Pointe-aux-Oies, camping, piscine et golf de Carleton. Tous des projets en matière de loisirs que le Parti québécois a dû rentabiliser justement parce que c'était subventionné chaque année par le Parti libéral pour justement faire affaires, parce que cela répondait aux aspirations de leurs amis. Nous avons justement remis cela à des corporations municipales. Que ce soit le camping de Saint-Alexandre, que nous avons remis à la Corporation municipale de Saint-Alexandre qui, aujourd'hui, fait des profits grâce à qui, grâce à quoi? Grâce à l'intervention justement du Parti québécois qui, avec un souci de rationalisation, a remis ces équipements aux mains des élus municipaux particulièrement qui, aujourd'hui, rentabilisent ces équipements et permettent une plus grande accessibilité à la population, c'est-à-dire aux Québécois et aux Québécoises.

Je pourrais continuer la liste parce que c'est important, car ces choses ont été payées avec les taxes et les impôts des Québécois et des Québécoises de toutes les régions du Québec. Je voyais tantôt le député de Mont-Royal, naturellement, dans ses larmes habituelles, déchirer son linge sur la place publique, sur nos efforts de rationaliser ce qu'eux justement, par des activités de gaspillage, ont jeté par les fenêtres pour continuer l'élaboration de ces dépenses monumentales, la plage de Saint-Siméon, la chute Sainte-Ursule, le camping Villeneuve, le camping et la piscine de Sainte-Anne-de-Sorel, la marina de Tadoussac. Ce sont tous des équipements que le gouvernement du Parti québécois a eus comme héritage en termes de déficit. Il faut le dire. C'est important de le rappeler aux libéraux. Maintenant, la cerise sur le sundae. Comme si les libéraux pensaient être nommés là ad vitam aeternam. Je vais vous raconter l'histoire justement du Mont-Sainte-Anne.

Dans les documents contractuels signés par le gouvernement du Parti libéral de Robert Bourassa avec Château Mont-Sainte-Anne Inc., Robert Bourassa, quel Robert Bourassa? Où est-il? En exclusivité commerciale, cela a été consenti en faveur de ce locataire pour 25 ans sur tout commerce. C'est quasiment plus vieux que moi ça. Vente au détail, atelier de réparations, hôtel, restaurant, taverne, centre commercial ou artisanal à l'intérieur des limites présentes ou futures du parc du Mont-Sainte-Anne, sauf quelques rares

exceptions. Le gouvernement s'était aussi engagé, par l'entremise de M. le ministre de l'époque, William Tetley, et ce jusqu'en l'an 2075, c'est quasiment pire que les conspirateurs de l'an 2000. Je vais avoir quasiment 50 ans cette année-là. Est-ce que cela a du bon sens? Pieds et poings liés, les contribuables du Québec, par l'entremise d'un contrat à des amis du Parti libéral d'antan, j'en suis convaincu.

Je parlais du contrat jusqu'en 2075 pour poursuivre l'exploitation du parc du Mont-Sainte-Anne comme endroit récréatif axé principalement sur le ski, le golf, le tennis et la natation. Quand je vois le mensonge libéral se répéter à toutes les fois qu'un député se lève en cette Chambre, dans ce parti de l'Opposition, tout ce que je peux dire: ils ont lié les Québécois et tout particulièrement les contribuables par leurs taxes et les impôts dans des contrats ad vitam aeternam. Comment voulez-vous faire du développement économique rationnel adapté aux exigences économiques des années quatre-vingt avec des contrats qui finissent en 2075? Pour continuer cette histoire: Dans ce but, le gouvernement de Robert Bourassa s'était engagé explicitement à maintenir les emplois des individus pour s'occuper d'activités sportives de toutes sortes à l'intérieur du parc, à mettre à la disponibilité des clients de l'hôtel un instructeur de ski compétent, à exiger des autres instructeurs qu'ils transigent avec l'hôtel dans le but d'offrir le service le plus avantageux et adéquat aux clients de l'hôtel.

Comme voeu pieux, on ne peut pas avoir mieux de toute façon. De telles contraintes, il faut le noter, de tels gaspillages sont de nature à limiter singulièrement l'intérêt de groupes privés autres que Château Mont-Sainte-Anne Inc., vis-à-vis les installations du Mont-Sainte-Anne et cela a pour effet de diminuer substantiellement le prix que pourrait en tirer le gouvernement s'il voulait vendre. En pratique, il pourrait fort bien arriver qu'il devienne très coûteux à l'État de se dégager de telles obligations.

Voilà l'histoire, M. le Président, d'une opération gaspillage - qu'il était bon de rappeler ce soir en cette Chambre - de l'ancien gouvernement de Robert Bourassa, qui, de toute façon, n'a rien à offrir aux Québécois et aux Québécoises par l'entremise de ce renouveau, de ce chef fantôme, trop peureux pour venir siéger en cette Chambre, préférant les sous-sols d'églises.

**Une voix:** Il est en Abitibi.

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Et voilà pour l'histoire du parc du Mont-Sainte-Anne; voilà aussi pour démontrer à l'ensemble des Québécois et des Québécoises qu'effectivement nous avons, à

l'arrivée au pouvoir en 1976, eu l'héritage d'un fardeau fiscal tout à fait particulier, de dépenses très irrégulières.

Maintenant, tombons peut-être sur ces fameux discours à l'emporte-pièce du Parti libéral sur la privatisation de nos sociétés d'État. Quel est l'objectif du Parti libéral là-dedans? Je vais vous dire quel est l'objectif du Parti libéral. Parce que vous savez que dans bien des secteurs, par exemple, comme le bois et les mines, l'entreprise privée, de toute façon, ne peut pas y aller toute seule. D'ailleurs, la plupart des promoteurs libéraux à la tête de ces compagnies sont les premiers à venir nous voir pour avoir une aide financière de ces mêmes sociétés d'État.

**Une voix:** Ah!

**M. Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue):** Quel est le discours du Parti libéral sur la privatisation des sociétés d'État? Je vais vous dire ce qu'il est. C'est de remettre entre les mains de leurs amis, fournisseurs du Parti libéral d'avant 1976, pour quasiment rien, ces sociétés d'État. Les Québécois et les Québécoises, qui ont été longuement exploités par ces générations, comprennent aujourd'hui cette astuce détournée, visqueuse, mal intentionnée du Parti libéral pour essayer de privatiser les sociétés d'État.

Le député de Mont-Royal, parlait tantôt justement - encore là, en déchirant son linge, nous faisant pleurer comme d'habitude - de la possibilité de demander des comptes à cette nouvelle société d'État. Je vous ferai remarquer, M. le Président, que sous les libéraux, les gens étaient nommés pour dix ans à l'intérieur des sociétés d'État. Aujourd'hui, ils sont nommés pour cinq ans. Le nouvel article de l'Assemblée nationale, l'article 286, permet aux parlementaires des deux côtés de la Chambre de questionner, par l'entremise d'une commission parlementaire, toute société d'État. C'est le cas de Rexfor, d'Hydro-Québec et ce sera le cas de celle-là, bien sûr.

Encore là, j'évoque ici la contradiction libérale, qui démontre véritablement que ce parti, d'incohérences à contradictions, parle pour parler et n'a rien à dire sur ce projet de loi.

M. le Président, pour terminer, je pense que les gens se rappellent et vont se rappeler beaucoup plus facilement, avec l'arrivée de leur renouveau chef, M. Robert Bourassa, quelque part, peut-être en l'an 2075 dans cette Chambre, par qui le Québec a été administré en 1976 et justement par leurs discours aujourd'hui sur ce projet de loi, cela permet aux Québécois et Québécoises de toutes les régions de comprendre que ce parti n'a pas d'idée, n'a pas de perspective et n'a rien à dire dans un projet de loi comme celui d'aujourd'hui.

C'est pour cela que j'invite les partis en cette Chambre à voter pour ce projet de loi qui répond, à mon humble avis, à un objectif de rationalisation et, bien sûr, aux aspirations des électeurs de mon comté de Rouyn-Noranda-Témiscamingue, qui utilisent Fort Témiscamingue, lequel est prévu dans ce projet de loi. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Vaudreuil-Soulanges.  
(21 h 20)

**M. Daniel Johnson**

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Je vous remercie, M. le Président. Il est évidemment fort approprié qu'on ait entendu l'opinant précédent dans le cadre d'un débat sur un projet qui préoccupe le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche parce que, à mon sens, on aurait pu faire du "surfing" sur le déluge de mots et de la planche à voile dans le vent chaud que nous a servi le député précédent et de la même façon que la présentation que le ministre lui-même en a faite.

Je n'ai toujours pas l'impression que le parti ministériel a déchargé le fardeau de la preuve qui lui incombe d'indiquer de façon précise comment la création de cette nouvelle société est un changement pour le mieux.

On a affirmé, de l'autre côté, que des structures administratives plus souples résulteraient de l'adoption du projet de loi en matière des aménagements, des établissements de plein air au Québec. On n'a aucunement indiqué, de quelque façon que ce soit, comment la structure serait plus souple, comment cela serait à l'avantage de la gestion de ces équipements qui appartiennent à tout le monde que d'adopter cette loi.

On n'a indiqué d'aucune façon comment la création de la société rentabiliserait le fonctionnement. On parle de prix concurrentiels; on ne dit pas pourquoi, dans un marché dans lequel la société oeuvrera, elle sera plus libre que le ministère ne l'est aujourd'hui de fixer des prix différents, que la tarification serait de façon concrète, précise qu'on nous aurait décrite, affectée.

Le discours du ministre, à cet égard - repris il y a quelques minutes par celui que vous savez - n'a rien ajouté aux allégations qu'on entend, de l'autre côté, depuis le début de l'étude de l'adoption en principe de ce projet de loi.

Quels sont les changements pour le mieux auxquels on est en droit de s'attendre? Il y a un geste gouvernemental. On ose souhaiter - c'est la moindre des choses - que ce ne sera pas pour rendre la situation présente pire qu'elle ne l'est. On peut également souhaiter qu'on ne fasse pas



du sur place, qu'on ne bouge pas, qu'on soit immobile. La seule logique de l'action gouvernementale, à ce moment, serait d'améliorer les choses en nous faisant adopter ici, à l'Assemblée nationale, le projet de loi 88.

Qu'a-t-on allégué, notamment, de l'autre côté? Que la réglementation serait moins lourde, que le gouvernement ne serait pas obligé de se préoccuper de réglementation dans les matières qui sont couvertes par le mandat qu'on veut confier à la société.

Or, dans un même souffle, on donne à la société, essentiellement, les mêmes pouvoirs de faire des règlements, de les adopter, de les appliquer, de guider sa conduite par des règlements qu'elle édicterait elle-même, qui échapperaient d'autant plus au contrôle des parlementaires qu'il s'agit d'un organisme qui est plus loin que les ministères qui viennent parader devant nous de façon régulière dont les règlements sont sujets, à cause de la proximité d'un ministère, des services d'un ministère par rapport à l'Assemblée dont les règlements sont plus proches et donc plus facilement vérifiables sur lesquels on peut discuter d'une façon beaucoup plus concrète en regardant comment cela s'applique dans les faits de chaque situation. Cela échappera au contrôle des parlementaires.

On a parlé - le ministre l'a affirmé tout simplement sans le démontrer - qu'on pouvait fixer des coûts plus bas, une tarification qui serait concurrentielle. Il y a deux éléments: la tarification quant aux revenus que pourra en retirer la société et les coûts d'exploitation plus bas, prétend-on de l'autre côté, qui suivraient l'adoption du projet de loi, la création de la société, l'aménagement de ses cadres d'organisation et la prise en charge des établissements de plein air qui sont décrits dans l'annexe.

Pourquoi des coûts d'exploitation plus bas? On ne le sait pas encore parce qu'à l'égard des employés et de leurs conditions de travail, on maintient essentiellement les droits acquis. C'est très clair.

Le ministre a réaffirmé - une lecture attentive pourrait permettre de le voir - qu'à l'égard des occasionnels c'est à peu près le statu quo, que même si les gens échappent à la loi sur la fonction publique quant à leurs conditions de travail, il demeure que les employés transférés de certaines unités du ministère vers la société conserveront une garantie permanente d'un retour dans la fonction publique. On ne voit pas comment, quant aux conditions de travail, à la masse salariale, les coûts de fonctionnement seraient changés de quelque façon que ce soit. Je dirais même que, au contraire, étant donné qu'on ajoute un conseil d'administration, donc la nécessité de faire des rapports additionnels qui n'existent

pas nécessairement aujourd'hui, des convocations de réunions beaucoup plus formelles, on ajoute des frais de fonctionnement du siège social, du lieu où se prennent les décisions de cette nouvelle société. Ce n'est pas évident, loin de là, que ces coûts baisseront.

Quant aux tarifs, on n'explique nullement, de l'autre côté, comment tout d'un coup la société d'État qu'on crée devient plus sensible aux forces du marché dans le milieu où elle conduit ses activités. Rien ne laisse soupçonner, notamment parce que, à mon sens, les coûts ne changeront pas, ils risquent même d'augmenter, rien ne permet de soupçonner, que dis-je?, de conclure, soyons clairs, que la tarification sera à l'avantage des usagers des établissements dont la gestion sera confiée à la nouvelle société. On prétend que tout cela va se produire de toute façon - cette espèce d'argument de dernier recours - grâce au fait qu'on responsabilisera les gestionnaires, étant donné qu'on aura une entreprise d'État qui ne sera plus sujette à l'atmosphère, dirait-on, de l'appareil bureaucratique traditionnel, que ces gens seront plus libres, auront une participation personnelle, quant à la satisfaction au travail, plus intime aux activités de la société et donc seront plus performants.

C'est conclure un peu rapidement que, dans le cadre qu'on a fixé dans le projet de loi, les gens se comporteront comme s'ils étaient dans l'entreprise privée qu'ils seront plus performants. La seule façon de s'assurer que les gens sont plus performants, c'est, au-delà de la satisfaction qu'on a au travail, au-delà du sens des responsabilités que les gens peuvent peut-être éprouver de ne pas faire partie d'un grand ensemble qui est un ministère ou un gouvernement mais plutôt, de façon plus serrée, d'une société d'État dont on saisit les limites, dont on saisit l'horizon, les mandats, les activités, au-delà de tout cela, ce qu'il faut réaliser, c'est que les gens, les gestionnaires sont plus performants s'ils ont un intérêt beaucoup plus personnel, je dirais financier, dans les réussites financières de l'entreprise qu'ils gèrent. Or, absolument rien ne laisse soupçonner que si jamais - le ministre prétend que dans trois, quatre ou cinq ans peut-être, peu importe, on parle en théorie quant à l'avenir prévisible - c'était rentable, les gestionnaires auraient une participation à cette rentabilité qu'ils auront eux-mêmes créée par leurs efforts. Pas du tout! Le ministre des Finances, détenteur des actions, grâce à la décision du gouvernement, déclarera les dividendes. Ce ne sera pas le conseil d'administration qui pourrait récompenser les gestionnaires de façon concrète grâce aux profits, les récompenser d'une gestion plus rentable, une gestion plus efficace. Rien de tout cela ne se produira.

On ne voit pas en quoi les gens seront plus performants en vertu du fait qu'il s'agit maintenant d'une société d'État.

Comment les structures nouvelles seront-elles plus souples elles-mêmes? On pourrait espérer que l'allègement des structures ferait en sorte que les gestionnaires se sentiraient plus près de l'action et, dans ce sens, oui, ils sentiraient plus immédiatement le fruit de leur travail et donc retireraient plus de satisfaction et pourraient, à la limite, être plus performants et donc assurer une rentabilité accrue aux établissements dont ils auront le contrôle et la surveillance. Or, les structures seront celles qui sont aujourd'hui au ministère. Des unités complètes, des groupes de travail, des hommes et des femmes qui travaillent aujourd'hui au ministère seront pris en charge essentiellement par la société. Est-ce qu'on va vraiment chambarder la structure, à moins qu'aujourd'hui elle ne soit pas efficace? Et là, qu'on nous le dise. Qu'on ne puisse pas prendre les décisions à l'intérieur du ministère pour améliorer les structures, pour les rendre plus productives, c'est un problème, mais est-ce que le transfert de ces gens, ces services, ces unités de travail à l'intérieur du ministère, leur envoi dans une société va nécessairement changer la productivité des structures qui existent?

(21 h 30)

Je ne vois pas en quoi le ministre ou ses collègues nous ont démontré le début du commencement d'un iota de preuve, parce qu'il y a un fardeau de la preuve à décharger de l'autre côté, un début de preuve que ces merveilleux résultats qu'on nous annonce, qu'on affirme - on ne les annonce pas, on les affirme - se produiraient éventuellement. De la même façon, quant au processus qui est à la disposition des membres de l'Assemblée nationale d'aller vérifier si les systèmes sont en place dans les ministères, quant aux mesures d'économie dans l'acquisition des ressources existent, quant à voir si les systèmes quant à l'efficacité de l'administration existent et quant à voir si les systèmes existent pour mesurer l'efficacité des programmes qui sont appliqués, c'est-à-dire mesurer si oui ou non les objectifs qu'on donne à la société sont effectivement atteints. Autant de mesures que le projet de loi 90 dont nous discuterons plus tard pendant cette session - il a été présenté - autant de mesures qui ne pourront pas être appliquées à la nouvelle société. Les concepts de vérification intégrés qui permettent au Vérificateur général et à ses acolytes d'aller voir sur place dans un ministère si tout se déroule bien, si on ne gaspille pas, si on fait de bonnes acquisitions de ressources, si on gère correctement les ressources humaines et matérielles et si on se préoccupe de savoir si le ministère rejoint les objectifs qu'il s'est fixés, toutes ces

choses ne pourront pas être faites à l'intérieur de la nouvelle société.

Le changement le plus important quant à la vérification, au contrôle et à la surveillance des gestes de ces gens-là, c'est qu'on soustrait au droit de regard de l'Assemblée nationale - parce qu'on le soustrait au droit de regard du Vérificateur général quant au concept de la vérification intégrée - les activités de ces gens en les envoyant dans une société. Car elle est, au sens où tout le monde l'entend, devenue une entreprise du gouvernement, une entreprise qui n'admettra à l'intérieur de ses activités qu'on aille vérifier l'efficacité, l'économie et l'efficacité qu'avec sa permission, qu'avec la permission du conseil d'administration, une situation qui n'existe pas lorsqu'il s'agit d'un ministère. Le Vérificateur général aura le droit, à aujourd'hui le droit d'aller voir directement ce qui se passe dans le ministère en vertu d'un mandat que l'Assemblée nationale entend lui confier dans le cas d'une entreprise gouvernementale car cela devient une entreprise gouvernementale. À la lumière des définitions qui existent et qui continueront d'exister de façon normale, la société dont on nous demande la création aujourd'hui échappera au contrôle de l'Assemblée nationale quant à la mesure de l'économie, de l'efficacité et de l'efficacité de ses programmes, quant à l'existence et à la mise en place des systèmes qui permettent de vérifier si elle fait bien son travail. Cela m'apparaît important.

Mais de façon encore plus large, M. le Président, on doit quand même se demander qui est responsable de gérer pour les Québécois l'ensemble du patrimoine des loisirs de plein air qui est décrit dans ce projet de loi. Quel est le rôle du gouvernement quant à rendre ces lieux accessibles à la population? Je prétends que le gouvernement, dans l'état actuel des choses, demeure, malgré sa lourdeur, malgré la complexité des structures - qu'on n'allégera pas du tout - plus sensible qu'une société qui n'a de compte à rendre à personne, quant à savoir comment elle transige avec le milieu. J'en parle en connaissance de cause dans la mesure où deux des neuf terrains de camping qui sont décrits dans le projet de loi sont situés précisément dans mon comté de Vaudreuil-Soulanges. Il s'agit du camping de Pointe-des-Cascades et de celui de Coteau-Landing.

Or, quel genre d'illustration concrète pourrais-je vous donner concernant l'absence de sensibilité aux besoins du milieu dont la société pourrait faire preuve et dont le ministère, malheureusement, a déjà fait preuve. Très certainement, je ne vois aucune amélioration possible, si on transfère ces terrains de camping à la société dont on nous demande la création par le projet de loi 88.

Les gens des villages, où sont situées ces installations, demandent depuis plusieurs années qu'on ouvre un peu plus les portes aux gens qui habitent là, aux gens qui n'ont plus l'accès automatique au littoral dans leur propre village par un simple stratagème, celui de permettre un abonnement familial pendant l'été pour que les enfants aient accès, en l'occurrence, à des piscines ou à des installations de loisir situées sur le camping.

Des demandes ont été faites maintes fois et refusées maintes fois par le ministère. Je ne vois pas en quoi, de quelque façon que ce soit, la nouvelle société sera beaucoup plus sensible aux besoins des gens, des résidents de Coteau-Landing ou de Pointe-des-Cascades qui font parvenir cette demande fort légitime au gouvernement depuis des années et à laquelle on répond que des études sur la tarification sont en cours. Voulez-vous d'autres excuses? Il y en a plusieurs, mais sans que jamais on ne soit sensible justement aux besoins et aux demandes fort légitimes de la population où on a implanté ces terrains de camping.

Il y a, bien sûr, des avantages pour une population à voir à ce que toute une population extérieure vienne faire tourner la roue économique. Là n'est pas le problème. Comment les autorités chargées de l'administration de ces établissements sont-elles sensibles ou insensibles aux demandes qui leur sont adressées? Au moins par le processus politique d'aujourd'hui, on peut sensibiliser l'appareil public. Ce sont des gens qui doivent faire rapport en vertu des structures mêmes de nos institutions, qui doivent faire rapport aux élus, aux représentants de la population. La société décrite dans le projet de loi 88 ne répond en rien aux critères qui nous permettraient de conclure qu'ils seront sensibles aux demandes que la population pourrait leur adresser.

De cette façon, on n'a pas fait avancer le dossier de l'accessibilité. On n'a pas fait avancer le dossier de la rentabilité. On n'a pas fait avancer le dossier de la vérification des gestes de l'administration. On n'a pas fait avancer le dossier de la meilleure performance à laquelle on est en droit de s'attendre. On n'a pas fait avancer de quelque façon que ce soit le dossier de l'utilisation de ce patrimoine de loisir. Je ne vois pas ce à quoi le ministre veut en venir avec le projet de loi 88 parce qu'il ne change rien à la situation. Quand on s'agit et qu'on ne change rien, on perd son temps, on perd le temps de l'Assemblée nationale et on perd le temps de la population. C'est pour cette raison qu'il faut arrêter tout de suite ces transformations que semble souhaiter le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et arrêter immédiatement ou à la première occasion toutes ces transformations pour qu'enfin on s'occupe de

choses qui vont changer les choses pour le meilleur, pour tous les Québécois.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Mme la députée de Jonquière.  
(21 h 40)

**Mme Aline Saint-Amand**

**Mme Saint-Amand:** Merci, M. le Président. Nous débattons aujourd'hui en cette Chambre le projet de loi 88. C'est un projet de loi sur la Société des établissements de plein air au Québec. Ce projet de loi a pour but de constituer une société d'État qui aura comme mandat de participer ou d'intervenir elle-même dans l'exploitation et le développement d'équipements, d'immeubles ou de territoires à vocation récréative et touristique. La société pourra aussi plus tard se substituer au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche ou à tout autre ministère pour l'exploitation et le développement de certains équipements, immeubles ou territoires désignés par le gouvernement. À ce titre, elle en assumera les pouvoirs et obligations et en acquerra les droits.

Les équipements concernés actuellement par ce projet de loi sont énumérés à l'annexe 1 du projet de loi. J'aimerais citer, dans cette liste mentionnée en annexe, le secteur des campings où on retrouve les terrains et équipements de camping d'Amqui, de Côte-Sainte-Catherine, de Kénogami, de Stoneham, des Voltigeurs, de Baie-de-Percé, de Coteau-Landing, de Pointe-des-Cascades et de Fort Témiscamingue.

Ce projet de loi créerait donc une nouvelle société d'État qui, elle, saurait se substituer aux responsabilités qui incombent actuellement au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche. D'ailleurs, comme je le mentionnais en lisant l'annexe 1, on retrouve dans la liste des équipements visés par le projet de loi le terrain de camping du parc Kénogami situé dans la région du Saguenay à l'intérieur même des limites de la circonscription électorale de Jonquière que je représente ici avec grande fierté. Le débat entourant ce projet de loi aura permis de constater le grand nombre d'équipements de loisirs qui sont déficitaires, soit douze sur les quatorze qui seront transférés à la nouvelle société d'État. Le parc Kénogami est un de ceux-là. J'aimerais rappeler que le principal objectif qui a prévalu à l'implantation d'un tel parc par le gouvernement libéral de l'époque, dirigé en effet par M. Robert Bourassa, était de permettre à notre région, comme à d'autres régions, de bénéficier de ces parcs, d'infrastructures, d'équipements de plein air bien structurés qui permettraient également de développer un circuit touristique québécois de grande qualité pour les amateurs de plein air.

En ce qui concerne le parc Kénogami, c'est un site exceptionnel pour lequel un plan d'aménagement prévoyait un développement qui n'a jamais été atteint. Il est évident que le taux d'occupation ne permet pas de rentabiliser ce parc. La saison estivale y est bien courte et la route, qui aurait permis à plus de gens d'y avoir accès plus facilement, n'a jamais été ouverte. Ce parc provincial ne comprend, en fait, qu'un terrain de camping et une plage exceptionnelle alors que des équipements permettant de lui donner une qualité touristique de grande envergure pourraient y être installés très avantageusement. Lorsqu'on constate, par exemple, qu'il en coûte 10 000 \$ pour déneiger le chemin d'accès uniquement pour permettre de se rendre à l'atelier, on est en droit de s'interroger sur la possibilité de rentabiliser ce site en y permettant l'accès pour des activités de plein air hivernales. Il en coûte également 30 000 \$ par année pour l'électricité. N'y aurait-il pas lieu, considérant la courte période d'utilisation de ce terrain de camping, d'y prévoir une vocation plus diversifiée, des services d'accueil, des services d'hébergement pour le tourisme d'hiver et surtout, de favoriser un meilleur accès? Il existe des possibilités quasi illimitées d'y faire le développement bien planifié d'un plan d'aménagement global de ce site exceptionnel. Le lac Kénogami et les espaces verts qui l'entourent sont une richesse exceptionnelle pour une région comme la nôtre. Il faut en considérer le développement en fonction de la population qui l'habite, de ses besoins et des grandes possibilités d'y développer un tourisme de plein air en toute saison.

J'aimerais être assez optimiste pour croire que la société d'État proposée dans le projet de loi 88 pourrait permettre enfin la pleine utilisation de ce parc et le développement que la population régionale espère depuis si longtemps, mais les garanties sont bien pauvres et bien minces.

Ce projet de création d'une société d'État est loin d'apporter les assurances que les plans d'aménagement souhaités, dans les régions surtout, seront réalisés et gérés d'une manière plus efficace. Et si une telle société en assume la responsabilité, qu'advient-il de tous ces beaux parcs?

Les réformes de l'administration publique du gouvernement sont-elles à ce point inefficaces qu'il faille créer des sociétés d'État pour que les règles de gestion humaine puissent devenir efficaces? La société veut également rentabiliser, bien sûr, les équipements qui lui seront attribués. Cependant, plusieurs ont étudié les organismes bureaucratiques. Ceux-ci ont, semble-t-il, tendance à développer des caractéristiques contraires au but poursuivi. Cela entraîne la lourdeur administrative, le cloisonnement, l'inefficacité.

Les centres de décision et de contrôle ont tendance à centraliser et à s'éloigner de la base. Le contrôle échappe souvent même au gouvernement et encore plus aux parlementaires. Comment peut-on prévoir économiser et rentabiliser? On veut couper dans les salaires du personnel à la base et réduire les effectifs alors que l'on crée des postes à 80 000 \$ par année.

Et le plus important, M. le Président, pourquoi le MLCP, plutôt que de créer une telle société d'État, ne va-t-il pas rechercher la juridiction des politiques relatives au tourisme qui est actuellement entre les mains du ministre de l'Industrie et du Commerce?

Comment peut-on vouloir rentabiliser les équipements de plein air sans revoir certaines politiques du domaine touristique? Trop de questions demeurent à ce jour sans réponse et me font douter de la pertinence de créer une telle société d'État et, malheureusement, de la possibilité, pour une telle société d'État, d'apporter, tant au parc de Kénogami qu'aux autres parcs qu'on retrouve en région, le développement qui est tant souhaité. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** M. le député de Outremont.

**M. Fortier:** Est-ce qu'on doit procéder, M. le Président?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** À votre aise, M. le député d'Outremont.

**M. Fortier:** J'ai préparé une allocution qui devrait durer une vingtaine de minutes. Je suis bien prêt à procéder mais je serai obligé de suspendre à 22 heures j'imagine?

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Effectivement.

**M. Fortier:** Je vais demander la suspension du débat.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce que cette motion de suspension du débat est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Blouin: Comme il est en fait 21 h 50, j'acquiesce à cette requête du député d'Outremont. Je propose donc à mon tour que nous ajournions nos travaux à demain matin, 10 heures.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):** Est-ce

que cette motion d'ajournement est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président (M. Rancourt):**  
Adopté. Nos travaux sont ajournés à demain,  
10 heures.

(Fin de la séance à 21 h 48)